

NUMÉRO 47 ÉDITION EN FRANÇAIS DÉCEMBRE 2024

Les marxistes et la Palestine : Cent ans d'échec

LEÇONS ET PERSPECTIVES »

Également dans ce numéro : Chine • Inde • Trump • et plus

iclfi.org/spartacist/fr/47 4 € | 5 $Cdn | 400 CFP | 50 DA | 5 US$

Éditorial

Un vent de réaction

Notre dernier numéro de *Spartacist*, qui représentait un tournant majeur pour notre tendance, était consacré à la situation mondiale caractérisée par le déclin de l'hégémonie américaine. En faisant le bilan de la période postsoviétique jusqu'aux années 2020, nous posions la grande question de notre époque : Est-ce que le déclin de l'empire américain se produira à travers une spirale de guerres, de montée de la réaction et de conflits ethniques comme c'est le cas jusqu'à présent, ou bien est-ce que la classe ouvrière sera capable de saisir cette opportunité pour renforcer sa position et ouvrir à nouveau la possibilité d'établir un ordre socialiste ? Comme nous l'expliquions, cette dernière voie dépend entièrement de la qualité et des capacités de la direction de la classe ouvrière, qui est partout dirigée par des libéraux et des bureaucrates ayant présidé à une défaite après l'autre. Ainsi la tâche des socialistes est de forger une nouvelle direction révolutionnaire en luttant pour une rupture avec les défenseurs de l'ordre mondial dirigé par les États-Unis, et avec ses conciliateurs dans le mouvement ouvrier.

Les événements des 18 derniers mois n'ont fait que rendre cette lutte plus urgente. Cependant, les conditions pour mener la bataille se détériorent. La vague de grèves et de luttes sociales qui avait suivi les chocs de la pandémie et de la guerre en Ukraine a reflué. Quant au mouvement propalestinien, il est aujourd'hui en perte de vitesse, embourbé dans un libéralisme impuissant et dans le nationalisme islamique. Malgré des sursauts ici et là, la classe ouvrière n'a

suite page 49

Sommaire

Photo première page : Weiken/EPA

Également dans ce numéro :

édition en français

SPARTACIST

Organe du marxisme révolutionnaire

Publié par le Comité exécutif international de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

COMITÉ DE RÉDACTION : Herminio Sanchez (responsable), Julia Emery (coordination), Vincent David, Charles Galarneau, Blandine Hauser, G. Perrault, Sacramento Talavera

RÉALISATION : V. Piett

DIFFUSION : Miguel Acevedo (New York), K. Silver (Paris), Miriam McDonald (Montréal)

SPARTACIST PUBLISHING COMPANY, Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA • Tél. : +1 (212) 732-7862 • spartacist@spartacist.org

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Les articles de ce numéro sont traduits de Spartacist *édition en anglais nº 69, août 2024, sauf les déclarations en pages 3 et 44, déjà parues en supplément, et la motion sur la Pologne en page 27.*

Date de clôture : 30 novembre 2024

numéro 47  décembre 2024

Le retour de Trump : LA MORT DU LIBÉRALISME

Déclaration
7 novembre 2024


UPI


F. Andrieu/Agencepeps


Bernd Von Jutrczenka/DPA

C'est fini les génuflexions pour BLM, les premiers ministres en larmes et les selfies avec des réfugiés.

Par G. Perrault

La réélection de Donald Trump à la présidence des États-Unis marque le coup de grâce de l'ordre libéral postsoviétique. L'empire américain n'est pas vaincu, et le libéralisme n'est pas fini en tant que force politique. Mais le libéralisme est mort en tant qu'idéologie dominante des classes dirigeantes impérialistes occidentales.

2024 n'est pas 2016. À l'époque, l'élection de Trump avait été considérée comme une aberration. Elle avait provoqué une réaction frénétique chez les libéraux, qui redoublèrent d'ardeur pour défendre le statu quo et les valeurs progressistes qu'il était censé représenter. En 2020 Biden avait battu Trump, et les forces populistes un peu partout dans le monde avaient subi des revers à la suite de la pandémie de Covid. Un soupir de soulagement collectif fut entendu à Washington, Londres, Bruxelles, Berlin et Tokyo : « Trump, le populisme, le Covid, tout cela n'était qu'un mauvais rêve. »

Mais ce n'était pas un mauvais rêve. Qu'il s'agisse de l'Afghanistan, de l'Ukraine, de la Palestine ou de la situation intérieure aux États-Unis mêmes, Biden a présidé à la poursuite de l'effondrement du statu quo libéral. Le parti censé représenter l'espoir du monde démocratique a présidé au génocide à Gaza, le plus grand crime depuis des générations. Pendant qu'un parfum d'optimisme idiot flottait autour de Biden et de son administration, le sol s'érodait sous leurs pieds militairement, économiquement et politiquement.

En conséquence, les forces de la réaction de droite sont en pleine ascension dans tous les pays impérialistes occidentaux. Les libéraux triomphants d'hier se font chasser les uns après les autres. La Kamalamanie – l'espoir qu'une personne non sénile pourrait maintenir le statu quo un peu plus longtemps – représentait le dernier sursaut d'énergie d'un libéralisme à l'agonie. C'était aussi illusoire qu'éphémère. La victoire de Trump du 5 novembre symbolise et confirme la défaite de l'aile libérale de l'establishment impérialiste.

Cela n'a rien d'un hasard. Le déclin du libéralisme a des causes bien plus profondes que Donald Trump, les médias sociaux ou la désinformation. Au fond, ce changement idéologique au sein de la classe dirigeante américaine reflète la déliquescence de l'hégémonie américaine. Lorsque les États-Unis étaient la puissance mondiale incontestée, ils pouvaient s'offrir le luxe d'une démocratie libérale dans leur pays et à l'étranger. Maintenant que la pression augmente de tous bords, le libéralisme constitue une entrave inutile à la

domination mondiale des États-Unis. Il y a toujours eu un poing de fer sous le gant de velours. Mais aujourd'hui, le gant est devenu trop cher et il est en train de tomber.

Avant les élections américaines, les libéraux s'activaient déjà à jeter par-dessus bord leurs propres « valeurs » aussi vite qu'ils le pouvaient. Ouverture des frontières, droit international, droits des transgenres, multiculturalisme, antiracisme – fini le temps où la classe dirigeante elle-même proclamait défendre ces grands principes. Fini le temps de Trudeau, de Jacinda Arden et d'Obama. Aujourd'hui, c'est Sir Keir Starmer qui passe pour la gauche dans les cercles dirigeants.

Alors la situation est-elle désespérée ? Pour ceux qui placent leurs espoirs dans les élites progressistes, la situation est en effet désespérée. Tout ce qu'ils peuvent faire, c'est maudire les masses pour leur arriération alors qu'ils se préparent eux-mêmes à s'aplatir devant la réaction. Mais c'est précisément parmi les masses laborieuses, y compris parmi les millions de personnes qui ont soutenu Trump, qu'il y a de l'espoir.

La défaite des libéraux est la pire chose qui puisse arriver aux forces de la réaction populiste. Maintenant elles ont la tâche impossible de naviguer entre les récifs d'un ordre mondial qui s'effondre. C'est une chose de canaliser la colère du peuple contre les élites, c'en est une autre de résoudre la cause sous-jacente de cette colère. Trump et ses partisans dans le monde n'auront d'autre choix que de réprimer et de broyer la classe ouvrière à travers le monde ; au bout du compte les masses se retourneront contre eux. Comment cette explosion sera-t-elle canalisée ? C'est la grande question de notre époque.

Il y a un peu plus de trente ans, la mort du communisme fut proclamée et le triomphe de la démocratie libérale sur l'Union soviétique salué comme la « fin de l'histoire ». Aujourd'hui, tout le monde sait que l'histoire n'est pas finie. Presque tout le monde sait, ou ressent, que la démocratie libérale est au bout du rouleau. Quant au communisme, il n'est pas mort, mais il n'est pas non plus tout à fait vivant. Dispersés, sclérosés et isolés de la classe ouvrière, les communistes ont une pente ardue à remonter. Alors que s'ouvre une nouvelle période de réaction, il nous appartient de rattraper le temps perdu et de préparer la classe ouvrière aux luttes à venir.

Si les forces de la gauche révolutionnaire continuent à s'accrocher en vain aux basques des libéraux, elles continueront à s'aliéner la classe ouvrière et à n'être qu'un facteur insignifiant. Le plus grand danger dans la période qui vient, c'est que la gauche attende en espérant que les libéraux dirigent la « résistance ». Tout aussi futile sera l'impulsion de certains à se séparer des masses et se réfugier dans de la phraséologie abstraite sur la révolution. Ces deux tendances ont été dominantes ces dernières décennies. Elles doivent toutes deux être rejetées. La seule façon pour les marxistes de devenir un facteur vivant est de tirer les leçons appropriées des trente dernières années d'échecs et d'offrir une voie d'avenir à la classe ouvrière, en rupture totale tant avec le libéralisme qu'avec le populisme de droite.

Dans l'immédiat, les luttes défensives seront sans aucun doute à l'ordre du jour. Pendant que les libéraux abandonnent à leur sort les groupes opprimés qu'ils prétendaient défendre – les noirs, les musulmans, les personnes trans, les immigrés, les femmes – les communistes doivent être à l'avant-garde de leurs luttes. Mais ils doivent chercher à construire ces mouvements sur des bases plus solides, loin du moralisme et du sentimentalisme des libéraux et en lien avec les intérêts matériels de tous les travailleurs. En fin de compte, c'est la classe ouvrière qui sera le facteur décisif. Pour gagner son allégeance, les communistes doivent montrer, dans le feu de la lutte des classes, que contrairement aux traîtres qui la dirigent aujourd'hui, ils ont un programme qui peut faire avancer matériellement ses intérêts et la conduire à la libération. ■





Le combat contre Modi : Perspectives

par Mansa Kaur

Photos : Qadri / AP ; Asad / Times of India

À gauche, décembre 2023 : L'alliance INDIA. Sitaram Yechury du CPI(M) stalinien (troisième en partant de la gauche) est assis à côté de Rahul Gandhi du Congrès. À droite, janvier 2019 à Bengaluru : Grève générale nationale.

Les élections indiennes ont donné une leçon d'humilité à Modi. Au lieu d'une majorité écrasante, le BJP (Bharatiya Janata Party) se retrouve maintenant dans un gouvernement de coalition, et son mandat pour son programme nationaliste hindou néolibéral (l'hindutva), qui l'avait porté au pouvoir en 2014, est légèrement affaibli. Le Congrès dirige l'opposition INDIA (Indian National Developmental Inclusive Alliance), une grande coalition qui s'étend des partis communistes, à gauche, aux partis nationalistes hindous anti-BJP, à droite. Le Congrès et la gauche, revitalisés après une décennie de totale impuissance, revendiquent une « victoire morale » ayant sauvé la démocratie indienne du nationalisme hindou.

Le premier devoir des révolutionnaires est de dire la vérité. Et la vérité sur ces élections, c'est que les gens ont voté contre Modi *malgré* le bloc dirigé par le Congrès. Le parti de Modi a pris un coup non pas parce que les électeurs étaient enthousiasmés par le Congrès, mais parce que le BJP n'a pas été en mesure de répondre aux énormes besoins de développement de l'Inde, et surtout au besoin criant d'emplois. Le Congrès peut toujours se vanter d'avoir sauvé la démocratie, tant que l'Inde sera marquée par la pauvreté générale, il sera impossible de garantir les droits démocratiques et les droits des minorités. Au fond, le Congrès ne peut apporter ni démocratie ni développement car il fonctionne fondamentalement sur le même modèle que le BJP : il défend les intérêts de la classe qui fait obstacle au développement, à savoir la bourgeoisie indienne.

Compte tenu des besoins colossaux de l'Inde, il n'y a pas de voie graduelle pour son développement. Le choix est clair : réaction chauvine avec la voie capitaliste ou lutte révolutionnaire des masses contre les maîtres actuels, nationaux comme étrangers. Pour s'engager dans cette deuxième voie, il faut rompre l'alliance avec le Congrès soutenue par les staliniens et d'autres à gauche. Il est essentiel de comprendre que la dépendance vis-à-vis de cette alliance ne fait

pas avancer la lutte contre le BJP mais enchaîne les masses à la classe même qu'elles doivent combattre. Nous proposons cet article comme base pour construire un pôle révolutionnaire en opposition au front populaire du Congrès et avancer sur une nouvelle voie pour sortir les masses de la misère.

I. LE CONGRÈS PAVE LA VOIE AU BJP : 1947-2014

Pour vaincre le BJP, il faut comprendre comment il est parvenu au pouvoir. Comment un parti nationaliste hindou, autrefois en marge de la vie politique nationale, a-t-il pu prendre le pouvoir avec une majorité absolue en décimant le Congrès, le parti dirigeant historique en Inde ? Réponse : le Congrès lui-même a pavé la voie au BJP. Son incapacité, depuis l'indépendance, à assurer un véritable développement a incité de larges segments de la population, y compris la bourgeoisie, à se tourner vers le BJP comme alternative. Pour comprendre pourquoi, il faut commencer par les tâches héritées de deux siècles de pillage colonial.

1. Le parti de la bourgeoisie indienne néocoloniale

La domination britannique a totalement appauvri le souscontinent indien et, pour maintenir son pouvoir, a attisé d'innombrables divisions religieuses, nationales et de castes. L'introduction des rapports capitalistes en Inde a donné naissance à une bourgeoisie coloniale vénale qui s'est nourrie des miettes que lui donnait le capital britannique dominant l'économie. Parallèlement à la bourgeoisie indienne, les Britanniques favorisaient le développement de propriétaires terriens parasites, par l'intermédiaire desquels ils étranglaient de dettes la paysannerie. Selon l'historien stalinien R. Palme Dutt, l'Inde coloniale se caractérisait ainsi :

> « Crises agraires chroniques, famine, esclavage pour dettes, barrières de castes, exploitation industrielle illimitée, contrastes de richesse et de misère plus effrayants que dans tout autre pays du monde, conflits sociaux et religieux, conflits de classes, problèmes nationaux […] toutes ces questions qui reflètent à de nombreux égards l'état arriéré et le développement retardataire d'un pays soumis depuis des siècles à la domination coloniale. »
>
> – *L'Inde aujourd'hui et demain*, Éditions sociales, 1957

L'Inde indépendante a hérité de toutes les caractéristiques de l'économie coloniale – propriété privée, rareté du capital, arriération générale, subordination à l'impérialisme – ainsi que de la structure administrative coloniale. Si ces caractéristiques sont restées intactes, c'est parce qu'il n'y a pas eu de ***rupture*** dans les rapports sociaux grâce à une révolution anticoloniale renversant la domination impérialiste. Au lieu de cela, l'indépendance a été obtenue par le biais d'une négociation, entre la Grande-Bretagne et le Congrès, qui a déchiré le sous-continent et l'a noyé dans le sang.

La bourgeoisie indienne a pris le pouvoir, mais sa capacité à développer le pays était limitée dès le départ par le caractère arriéré de l'économie dont elle avait hérité et qui lui avait donné naissance. En raison de ses liens organiques avec l'économie coloniale, la bourgeoisie ne pouvait pas bouleverser la structure de la société de peur que cela ne provoque un soulèvement des masses appauvries et assoiffées de terre, qui aurait pu menacer la propriété privée et donc son propre pouvoir.

La bourgeoisie, faible et confrontée à d'immenses tâches, devait trouver un équilibre entre d'une part satisfaire les intérêts des classes inférieures, qui voulaient des terres et des emplois, et d'autre part obtenir un certain degré d'autonomie par rapport au capital financier impérialiste, afin de se développer en tant que classe exploiteuse. La présence de l'URSS lui assurait une certaine marge de manœuvre pour résister aux pressions de l'impérialisme mondial. Profitant de cette situation, elle se lança dans une industrialisation pilotée par l'État, appelée le « socialisme » nehruvien.

2. L'échec de la planification nehruvienne

S'inspirant de l'Union soviétique, l'Inde a cherché à s'industrialiser grâce à son propre régime de plans quinquennaux, mais avec une importante différence : alors que la planification en URSS était basée sur la propriété collectivisée et une révolution sociale, la planification nehruvienne était basée sur les intérêts de la bourgeoisie, et ses objectifs étaient dictés par les besoins de cette classe. Comme le disait Trotsky : « Dans une société où domine la propriété privée, le gouvernement n'a pas la possibilité de diriger la vie économique selon un "plan" » (« Quelques notes hâtives sur les "Bases générales pour le deuxième plan sexennal" », 14 mars 1939). Illustrons ce propos.

L'objectif de la planification était de favoriser la faible bourgeoisie indienne par le biais de restrictions à l'importation et du « raj des licences », un régime restrictif réglementant l'investissement dans les secteurs clés. Cela a favorisé la prolifération d'un appareil bureaucratique pour gérer l'allocation de ressources limitées, source de la corruption galopante qui caractérise l'administration indienne. En se contentant de superposer un régime de commissions de planification à une économie arriérée ***sans*** briser les chaînes de la propriété privée et des traditions archaïques, le modèle nehruvien était voué à l'échec.



AP

Septembre 1947 : Des réfugiés musulmans près de New Delhi fuient l'Inde. La domination britannique a attisé les violents conflits communautaires, qui ont explosé lors de la partition.



Nehru Memorial

Le Premier ministre indien, Jawaharlal Nehru, s'adresse à des réfugiés victimes de la partition à Faridabad en août 1949.

Axé sur l'industrie lourde, ce modèle a créé peu d'emplois mais a donné naissance à une minuscule bourgeoisie monopoliste et parasitaire. Alors que dans les pays capitalistes classiques le monopole émerge à un stade ultérieur du développement du capitalisme, celui de sa désintégration, dans un pays arriéré comme l'Inde l'émergence précoce du monopole illustre la même désintégration mais à un stade où la bourgeoisie est encore dans l'enfance. Ce trait caractéristique du capitalisme arriéré impose des limites fondamentales à la capacité de la bourgeoisie dans ces pays à accomplir les tâches démocratiques nécessaires à la modernisation.

Dans le cas de la planification nehruvienne, cette limitation s'est exprimée le plus clairement dans son incapacité à résoudre la question agraire. Le Congrès procéda à des réformes agraires minimales qui abolirent le *zamindari* (le système foncier de l'économie coloniale), mais il fut incapable d'aller plus loin en raison de ses liens avec les classes de propriétaires terriens. Ces réformes ne brisèrent pas le pouvoir des propriétaires terriens et elles alimentèrent dans les campagnes des couches parasitaires qui allaient continuer à étouffer une paysannerie coincée sur de petites parcelles improductives et soumise au fermage et à l'exploitation par les usuriers locaux. L'ADN de cette économie définie par l'arriération restait largement intact : une agriculture inefficace en raison d'une faible productivité et de la persistance du parasitisme.

En résultat, d'un côté la pauvreté a augmenté dans les campagnes, de l'autre il manquait une base de consommateurs indiens pour écouler la production, elle-même limitée, de l'industrie manufacturière du pays. La faible base d'épargne de la population due à la pauvreté généralisée faisait que les capitaux restaient rares, limitant le potentiel de développement de l'industrie et perpétuant la dépendance de l'Inde à l'égard des capitaux étrangers. Bref, l'échec de la réforme agraire empêcha la consolidation d'un marché intérieur et freina le potentiel de croissance économique.

La promesse du socialisme nehruvien s'estompa au début des années 1960, laissant place à un mécontentement bouillonnant parmi les masses. Aggravée par les sécheresses et les moussons décevantes, la faible productivité entraîna des famines répétées, face auxquelles l'Inde dépendait de la bonne volonté de la Maison Blanche. Le gouvernement d'Indira Gandhi, refusant d'empiéter davantage sur les propriétaires fonciers, s'attaqua au problème agraire en lançant la Révolution verte, un programme visant à accroître la productivité grâce à des technologies agricoles occidentales avancées. La production agricole augmenta mais aux dépens des petits agriculteurs, qui se trouvaient pris dans le piège de la dette en raison du coût de production élevé des cultures et de l'absence de crédit bon marché. Cette façon bourgeoise de répondre à la question agraire est au cœur de la crise des campagnes indiennes aujourd'hui.

Au fil des décennies, le Congrès réagit à l'augmentation de la pauvreté en accordant des aides pour apaiser ses diverses clientèles électorales. Cela pesa lourdement sur les finances de l'État, augmentant la dette publique. Coincée par l'incapacité du modèle Nehru à développer le pays, Indira Gandhi finit par suspendre les libertés et promulguer l'état d'urgence en 1975. Au début des années 1980, elle commença à libéraliser l'économie pour satisfaire la bourgeoisie monopoliste entravée par le modèle étatiste.

Le Congrès chercha à séduire le capital étranger en commençant à démanteler progressivement le régime des licences, à libéraliser le crédit et à réduire les taxes sur le capital national, ce qui facilita l'expansion du capital dans des secteurs auparavant contrôlés par l'État. Il en résulta une croissance temporaire, certaines industries ayant accès à la technologie étrangère et à l'injection de capitaux. En même temps, pour financer la dette qui ne cessait d'augmenter, le pays dut se tourner vers des prêts du FMI qu'il ne fut pas en mesure de rembourser, ce qui précipita un plan du FMI en 1991.

Les réformes néolibérales de 1991 étaient imposées par le FMI, mais elles étaient tout autant le résultat des contradictions internes du modèle nehruvien qui ne pouvait répondre ni aux demandes des masses ni à celles de la bourgeoisie : les premières n'avaient toujours pas vu d'amélioration qualitative de leurs conditions de vie, et la seconde, tout en dépendant de l'État, se voyait en même temps soumise à ses contraintes. Sur le plan international, l'effondrement de l'Union soviétique joua un rôle décisif, le Congrès étant moins sous la pression de la gauche. L'émergence des États-Unis en tant que puissance hégémonique dans la période postsoviétique renforça la pression sur l'Inde pour qu'elle s'aligne sur les



Palmer / CIAT

Sans réforme agraire radicale, des millions de personnes travaillent toujours la terre dans des conditions primitives, 75 ans après l'indépendance.

États-Unis et s'intègre davantage dans l'économie mondiale en entrant dans l'OMC en 1995. Ainsi, si le tournant néolibéral fut précipité par une crise sans précédent, il correspondait également à l'intérêt du capital à ouvrir l'Inde au monde.

3. Néo-libéralisation d'une économie retardataire

Le Congrès et d'autres gouvernements de coalition mirent progressivement en œuvre des réformes néolibérales dans les années 1990 dans le but de rendre l'Inde attrayante pour les investisseurs. L'objectif était d'écraser le mouvement ouvrier, d'assouplir la réglementation foncière et de privatiser les entreprises publiques. Ce train de mesures fut présenté comme le moyen d'amorcer un boom de l'industrie manufacturière et de créer de l'emploi et de la prospérité. Le PIB de l'Inde augmenta, alimenté par une explosion de la croissance liée à la finance et à la construction. Moins d'un an après le lancement de ces réformes, l'indice boursier indien, le Sensex, avait plus que triplé. Dans les années 2000 l'économie était en plein essor et l'Inde assurait les services délocalisés du secteur informatique en pleine expansion dans les pays impérialistes. L'afflux de capital étranger favorisa le développement d'une classe moyenne instruite et une amélioration générale de certains indicateurs de développement, réduisant la proportion de personnes vivant dans la pauvreté absolue.

Cependant, même les plus ardents défenseurs du néolibéralisme ne peuvent nier la réalité, à savoir qu'il n'a pas abouti au développement qu'ils avaient imaginé. L'Inde avait beau essayer d'attirer les investissements étrangers et d'imiter la Chine en tant qu'atelier industriel du monde, les résultats étaient décevants. L'Inde est restée peu attractive du fait de son arriération générale : a) une main-d'œuvre non qualifiée en raison de l'état de dégradation générale de la société ; b) des infrastructures déplorables : les usines ne peuvent pas atteindre les objectifs de production, faute d'alimentation électrique adéquate, et les marchandises ne peuvent pas être transportées, le réseau routier étant en piètre état ; c) la paperasserie et la bureaucratie interminables rendant extrêmement difficile l'accès au marché.

En bref, l'essor de l'industrie manufacturière grâce au capital financier avait pour obstacle le retard même de l'économie, qui réduisait l'attrait d'une main-d'œuvre très bon marché. Ces obstacles ne pouvaient être surmontés que par une transformation complète de la société avec des dépenses massives dans l'éducation de base, la santé et le logement qui augmenteraient la productivité de la main-d'œuvre. Pour améliorer les conditions de vie des masses, il fallait un gigantesque programme de travaux publics pour construire des infrastructures urbaines permettant de stimuler l'industrie et moderniser les villes, et une réforme agraire radicale en vue d'éliminer la base de l'arriération économique dans les campagnes.

Si ces mesures n'ont pas été prises, ce n'est pas à cause de la politique erronée du Congrès et des autres gouvernements mais tout simplement parce que l'économie repose sur les intérêts de classe de la bourgeoisie, qui n'a aucun intérêt au développement pour le plus grand nombre, et dont le pouvoir politique dépend de la structure existante de la société. Lorsqu'elle est contrainte de prendre des mesures pour stimuler la croissance de l'économie, elle le fait à sa façon en combinant le moderne et l'archaïque : elle construit des centres informatiques tape-à-l'œil tandis que les câbles de fibre optique sont posés au milieu du chaos des villes où les charrettes à bœufs sillonnent les voies à côté de voitures de luxe.

Cette combinaison repose sur le fait que la technologie et les méthodes modernes se superposent à la base primitive de l'économie. Pendant que le néolibéralisme poussait les partis politiques à parler d'*India Shining* (« l'Inde qui brille »), il dévastait les couches sociales inférieures du pays. Toujours affligée d'une économie arriérée, l'Inde néolibérale ne pouvait pas rivaliser sur le marché international, ce qui limitait le niveau où pourrait la porter le flot de la mondialisation. En conséquence, avec une population croissante, le nombre de demandeurs d'emplois explosa, passant de 35 millions en 1983 à 58 millions en 2000. Ces conditions créèrent un terrain fertile pour le développement d'une frénésie chauvine.

En même temps les femmes étaient de plus en plus nombreuses à quitter le marché du travail, et la majorité de la population trimait dans les campagnes où l'agriculture continuait à souffrir du manque d'irrigation, de la petite taille des exploitations et d'une inefficacité générale. Se tourner vers les semences OGM occidentales pour augmenter la production devenait le seul espoir de survie pour de nombreux agriculteurs. Ce faisant, ils se retrouvaient criblés de dettes, ce qui, par une ironie cruelle, poussa des centaines de milliers d'entre eux au suicide.

L'Inde néolibérale était devenue un exemple flagrant du développement inégal et combiné : une petite minorité s'enrichissait encore plus au fur et à mesure que le capital financier moderne inondait une société archaïque, tandis que la majorité vivait dans la misère. Le milliardaire Mukesh Ambani, qui a récemment organisé un mariage pour son fils qui a coûté plus d'un demi-milliard de dollars américains, a construit à Mumbai un palais d'une opulence monstrueuse sur 27 étages s'élevant au-dessus des bidonvilles. Des gens continuent de vider à la main les latrines à deux pas de prospères résidences sécurisées. Les buffles continuent à labourer les champs alors même que les semences sont issues de technologies avancées.

L'économie indienne a été en expansion jusqu'en 2008, en grande partie grâce à une conjoncture internationale favorable. Comme les États-Unis fixaient les taux d'intérêt à un bas niveau, il y avait de l'argent bon marché à la recherche de « marchés émergents ». Après la crise de 2008, la vague de mondialisation reflua et l'argent facile commença à se retirer du pays, exacerbant la crise sous-jacente de l'économie. Le néolibéralisme avait intégré l'Inde dans l'économie mondiale, mais de ce fait il l'avait rendue plus dépendante des caprices du capital financier pour poursuivre la croissance. Dès 2011 Gideon Rachman, du *Financial Times*, faisait remarquer :

> « La mondialisation a pris un nouvel essor dans une période où toutes les grandes puissances du monde connaissaient une forte croissance économique. Elle est menacée par un monde nouveau, où des puissances émergentes se portent manifestement beaucoup mieux que les économies établies de l'Ouest. La mondialisation sera de plus en plus menacée tant qu'il n'y aura pas de reprise économique mondiale coordonnée. »
>
> – « La mondialisation est-elle en recul en 2011 ? », 3 janvier 2011

Un ancien PDG indien faisait toutefois remarquer, en réponse à Rachman : « Il se peut que la mondialisation marque une brève pause en 2011, mais elle ne peut pas être inversée



Dinodia Photos



Shrishinde333

Emplois dans l'informatique et opulence des milliardaires, résultat des réformes néolibérales en Inde. Le palais de 27 étages d'Ambani s'élève au-dessus des bidonvilles de Mumbai.

puisque des milliards d'Indiens et de Chinois la souhaitent. Tout pays qui se retire de ce nouveau jeu mondial le fait à ses risques et périls. » Cette confiance est déplacée parce que ce n'est pas l'Inde ou la Chine qui sont aux commandes ; ce ne sont pas les « milliards d'Indiens » ni même la classe capitaliste indienne qui dictent la trajectoire de l'économie mondiale, mais les puissances impérialistes, principalement les États-Unis, qui cherchent à reconsolider leur hégémonie face à une Chine en pleine ascension. C'est cette dépendance intrinsèque de l'Inde à l'égard de l'impérialisme qui détermine fondamentalement le rythme de son développement très inégal. Que le Congrès soit au pouvoir ou que ce soit le BJP, cette caractéristique déterminante restera un fléau pour le développement de l'Inde tant que l'économie sera pilotée en fonction des intérêts de la bourgeoisie, qui est elle-même liée à l'impérialisme mondial.

II. LE LIBÉRALISME INDIEN ALIMENTE LA MONTÉE DU NATIONALISME HINDOU

La pénurie et la pauvreté générales menaçaient de faire exploser les innombrables divisions de la société indienne. La méthode du Congrès consistait à contenter les différents segments de sa clientèle électorale, traditionnellement les musulmans, les dalits et les basses castes, en flattant leurs intérêts particuliers pour conserver leur soutien politique. Cette méthode est le pilier du libéralisme indien qui se targue d'être le meilleur défenseur des minorités. En réalité, non seulement il maintient leur oppression mais il alimente également la montée des nationalistes hindous qui accusent les libéraux de diviser les hindous par caste et de privilégier les minorités au détriment de la majorité hindoue. Au cœur de ce cycle réactionnaire de libéralisme et de réaction chauvine se trouve la question fondamentale de la révolution indienne : quelle voie faut-il suivre pour unifier les masses laborieuses ? Pour répondre à cette question il faut d'abord comprendre la nature des obstacles.

1. L'héritage du passé

En l'absence d'une révolution anticoloniale qui aurait balayé les formes archaïques d'organisation sociale maintenues par les Britanniques, l'Inde indépendante hérita de toutes les reliques précapitalistes du passé. Longtemps mythifiées comme étant « sans équivalent » et « complexes » en raison de cet imposant héritage, les divisions de l'Inde étaient un fléau pour les masses, et la bourgeoisie joua dessus pour assurer et maintenir son pouvoir. Il s'agissait notamment des divisions fondées sur la caste, la religion, l'identité nationale et linguistique et le genre.

Au moment de l'indépendance, ces multiples divisions représentèrent un défi pour la bourgeoisie, dont la priorité absolue était de parvenir à la stabilité politique et sociale afin de s'assurer une base pour sa domination de classe. Dans la lutte contre les Britanniques, la bourgeoisie hindoue issue des hautes castes, dirigée par le Congrès, avait cherché à unifier la « nation » par sa « tolérance » à l'égard des religions non hindoues. Une fois les Britanniques partis, elle continua ainsi en accordant certaines concessions pour gérer ces contradictions sociales. Pour étouffer l'épineuse question de la religion, surtout après les massacres communautaires de la partition, elle se drapa d'une forme particulière de laïcité qui défendait la soi-disant tolérance envers toutes les religions, mais pas la séparation de la religion et de l'État. Or la « tolérance » dans une société pauvre n'a guère de sens puisque la majorité aura le dessus en raison de son statut dominant. On a pu maintes fois en constater le résultat dans les pogroms motivés uniquement par la religion – par exemple le massacre des sikhs en 1984 à Amritsar, entre autres.

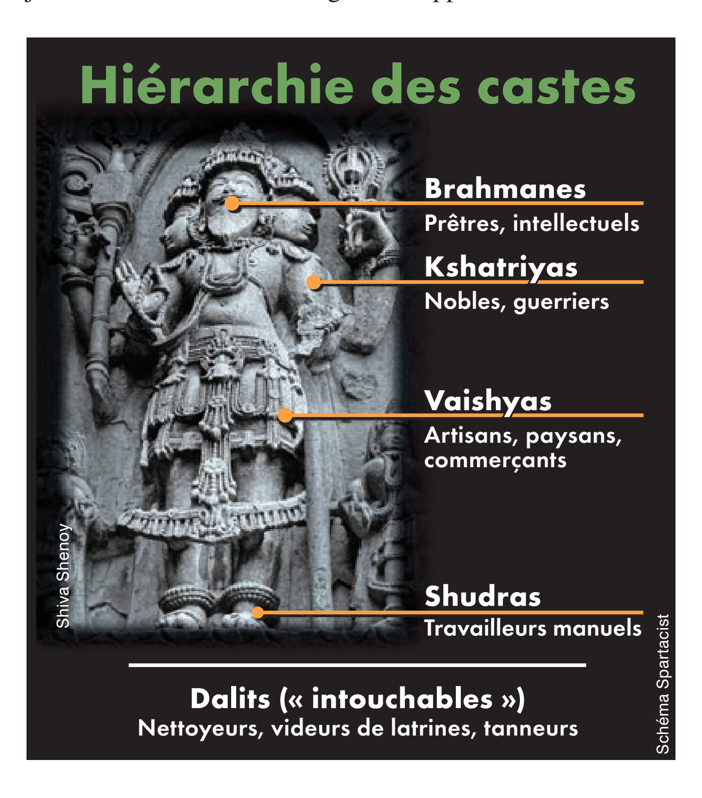
Pour traiter les questions nationales et linguistiques (il y a au moins 14 groupes linguistiques majeurs et 1 652 langues maternelles), l'Inde instaura un système fédéral limité et finit par structurer le pays selon des lignes linguistiques. Ce système fut combiné à l'intégration forcée des régions qui souhaitaient l'indépendance, depuis le Cachemire au Nord jusqu'aux divers territoires au Nord-Est et aux Tamouls au Sud.

La plus « indienne » – et la plus explosive – de ces reliques est l'organisation hiérarchisée de la société à travers le système des castes : une division héréditaire des personnes en quatre échelons (*varnas*) basée sur leur métier, où la fonction sociale de chacun et son rang dans la société sont censés correspondre aux parties du corps du dieu hindou Brahma. Ainsi, les métiers les plus « nobles » et les plus

« purs », tels que les prêtres et l'intelligentsia, étaient réservés aux *brahmanes*, qui sortaient de la bouche de Brahma ; les *kshatriyas*, ou la noblesse, sortaient de ses bras ; les *vaishyas*, commerçants et agriculteurs, de ses cuisses ; et les *shudras*, travailleurs manuels, tout en bas dans le système des castes, de ses pieds.

Totalement ***en dehors*** du système des castes il y a les hors-caste ou dalits, que l'hindouisme considère comme « intouchables » en raison de leur rôle social de nettoyage et d'évacuation des excréments humains et animaux. Si l'on est « intouchable », on est condamné à une vie inimaginable. On ne peut pas marcher dans l'ombre d'un *brahmane* de peur de polluer son existence pure. On doit vivre à la périphérie des villages pour ne pas offenser les *varnas* de sa présence impure. On ne peut pas s'élever au-dessus de l'existence prescrite ni oser regarder une femme d'une caste supérieure, à moins d'avoir envie de se faire lyncher.

Selon Perry Anderson, le Mahatma Gandhi – défenseur du système des castes et dirigeant vénéré de la lutte d'indépendance – a un jour confié à propos de la tâche difficile mais nécessaire de cooptation des dalits dans le giron hindou : « Les intouchables, si on leur accordait une identité distincte, ne risquent-ils pas alors de se liguer avec les "hooligans musulmans et tuer les hindous de caste ?" » (*The Indian Ideology*, Verso, 2013). Face à cette tache noire si archaïque sur ses ambitions modernisatrices, le gouvernement de Nehru chercha à donner à l'Inde une façade de progrès. Il invita Bhimrao Ramji Ambedkar, dirigeant des dalits, à rédiger le projet de Constitution, qui déclara illégale la discrimination basée sur la caste et stipula que la discrimination positive serait un moyen de tirer les dalits de leur existence misérable et de leur stigmatisation. Mais la caste est ancrée dans le tissu social de l'Inde ; elle continue à déterminer les perspectives d'avenir de chacun. Quel que soit le degré d'ascension économique d'un dalit, du point de vue social, il ne pourra jamais se débarrasser du stigmate frappant les dalits.



La Constitution indienne, considérée comme le joyau de l'indépendance, consacre ces droits et elle est perçue comme la gardienne d'une société progressiste, laïque et démocratique. Les dalits sont fiers du fait qu'Ambedkar a joué un rôle central dans sa rédaction. Pourtant, la Constitution défend au fond la base sociale et matérielle sur laquelle la bourgeoisie indienne maintient sa domination. Elle repose sur la protection de la propriété privée, c'est-à-dire sur le capitalisme, qui est la principale raison de l'arriération de l'Inde. Elle reproduit donc les divisions sociales et dresse les différents groupes les uns contre les autres dans la concurrence pour une quantité restreinte de biens et d'emplois.

En tant que marxistes, nous savons que la racine des problèmes sociaux réside en fin de compte dans les relations matérielles qui régissent la société. Sans développement social, aucune loi au monde déclarant la discrimination illégale ne pourra répondre à la réalité de l'oppression sociale. La base matérielle de l'oppression doit être détruite pour que les opprimés soient libérés. Trotsky expliquait :

> « La base de la société, ce n'est pas la religion et la morale, mais les ressources naturelles et le travail. La méthode de Marx est matérialiste, parce qu'elle va de l'existence à la conscience, et non inversement. La méthode de Marx est dialectique, parce qu'elle considère la nature et la société dans leur évolution, et l'évolution elle-même comme la lutte constante de forces antagonistes. »
>
> – « Le marxisme et notre époque », février 1939

L'évolution future de la société indienne sera déterminée par la configuration des forces en conflit : s'agira-t-il des hindous contre les musulmans, des dalits contre les hindous, des Cachemiris contre le reste de l'Inde, ou d'une autre combinaison de ce genre ? Ou bien les masses indiennes s'attaqueront-elles, avec toute leur force, à la bourgeoisie indienne de caste supérieure et à ses partis ? Pour avancer sur la voie de l'annihilation des castes et des autres formes d'oppression, il faut surmonter les divisions et unifier les masses laborieuses. Pour cela, il faut impérativement s'opposer à la domination de la propriété privée. À défaut, les divisions seront perpétuées par les libéraux du Congrès ou les nationalistes hindous qui s'efforceront d'assurer leur emprise sur l'Inde.

Deux moments de l'histoire récente de l'Inde suffisent à démontrer ce cycle de réaction et l'impasse de la politique libérale : l'épisode de Shah Bano et le rapport Mandal, qui ont convergé pour produire un déchaînement réactionnaire conduisant à la démolition de la Babri Masjid (mosquée de Babri) et propulsant le BJP sur la scène nationale.

2. De Bano à *Mandir* : Le caractère réactionnaire de la laïcité indienne

Point chaud de la polarisation religieuse, l'affaire Bano concernait une femme musulmane, Shah Bano, qui avait poursuivi son ex-mari en justice pour obtenir une pension alimentaire. En 1985, la Cour suprême lui donna raison. Cette décision provoqua la fureur des *oulémas* (érudits) musulmans qui la considéraient comme une violation de la *charia* (loi islamique), selon laquelle une femme divorcée retourne à la charge de sa famille. Le clergé exerça une pression croissante sur le Congrès pour qu'il infirme la décision sous peine de perdre le vote musulman ; le Conseil musulman indien sur le statut personnel (All India Muslim Personal Law Board) organisa des manifestations de masse. Le Congrès capitula et annula pour l'essentiel la décision.



Pramod Pushkarna

Times of India

1990 : Le dirigeant du BJP Advani (sur son char) attisant l'émeute contre les musulmans au cours de son périple vers Ayodhya où une mosquée se trouvait sur le soi-disant lieu de naissance du dieu hindou Ram. En 1992 la mosquée a été détruite par des émeutiers.

Des troubles et des dissensions s'ensuivirent. La plus forte pression venait des nationalistes hindous. Le BJP passa à l'offensive, accusant le Congrès de pratiquer un « minoritarisme » qui reléguait les hindous à une citoyenneté de seconde zone. Dans les années 1980, le BJP et le RSS (une organisation paramilitaire chauvine hindoue) s'étaient associés pour relancer un mouvement de masse visant à construire un *mandir* (temple) sur le site de la Babri Masjid à Ayodhya, une mosquée de l'époque moghole qui, selon eux, était située sur le lieu de naissance du dieu hindou Ram. Ils se servirent alors de l'affaire Bano pour attiser les flammes du communautarisme et faire avancer leur campagne. Pour contrer la contestation croissante de la droite, le Congrès déverrouilla les portes de la Babri Masjid qui étaient fermées depuis 1949 afin d'endiguer la violence à caractère religieux.

Ce jeu d'équilibre du Congrès « laïc » facilita le développement du mouvement visant à détruire la mosquée et à ériger un temple à sa place, aggravant ainsi les tensions religieuses. « Débloquer la serrure [de la mosquée] revenait en pratique à accepter l'idée que le bâtiment contesté était un temple, et en conséquence la revendication de la construction d'un véritable temple pour accomplir les cérémonies qui se déroulaient déjà à l'intérieur du bâtiment gagna en force » (business-standard.com, 28 mars 2017). Le Congrès perdit les élections en 1989, en partie à cause d'un autre scandale, et le BJP passa de deux sièges en 1984 à 85 sièges, ce qui montrait qu'il gagnait en influence.

L'affaire Bano fut un coup de tonnerre qui révéla la nature réactionnaire de la laïcité indienne, une pierre angulaire du libéralisme indien. La « laïcité » de la Constitution reflète les justes aspirations des minorités à vivre dignement et à exercer leur religion. Mais comme le montre l'affaire Bano, la bourgeoisie est contrainte de jongler à l'aveuglette entre des forces concurrentes, renforçant au passage les divisions. Elle utilise la Constitution comme instrument pour diviser les masses et maintenir sa domination politique. Le véritable objectif idéologique de la Constitution est de dissimuler les divisions qui trouvent un terrain fertile dans la pénurie sévissant partout dans le pays.

Le chauvinisme hindou résulte en partie de la misère générale à laquelle est confrontée la communauté majoritaire. Tant que les conditions de vie des masses resteront aussi dégradantes, la bourgeoisie pourra attiser la réaction contre les minorités en utilisant en même temps celles-ci contre la majorité. Cela montre que la libération sociale et économique, à la fois des masses laborieuses hindoues et des minorités, exige leur alliance mutuelle. Pour forger cette alliance, la majorité hindoue doit militer pour les droits des minorités et gagner leur confiance et leur soutien dans le cadre d'une lutte unitaire contre la bourgeoisie hindoue des castes supérieures.

3. De Mandal à Ayodhya : La politique libérale des castes renforce l'hindutva

La contre-offensive des chauvins hindous dans l'affaire Bano coïncida avec la mise en œuvre en 1990 du rapport Mandal qui instaurait la discrimination positive, c'est-à-dire des quotas de postes dans le secteur public réservés aux couches défavorisées des *Other Backward Classes* (OBC, « autres classes retardataires »). Ce terme recouvrait le groupe des castes les plus basses, qui constituait à l'époque quelque 52 % de la population. Le rapport fut mis en œuvre par un éphémère gouvernement de coalition anti-Congrès soutenu à la fois par les communistes et le BJP. Ajoutés aux postes réservés aux dalits (15 %) et aux tribus (7 %) qui existaient déjà, les 27 % supplémentaires réservés aux OBC portaient la proportion des postes réservés dans le secteur public à 49 %, laissant les castes supérieures et moyennes en concurrence pour le reste des emplois.

Cette « boîte de Pandore », comme l'appela Rajiv Gandhi, fit éclater les antagonismes de caste au grand jour. Les étudiants des castes supérieures organisèrent des manifestations de masse, et plus d'une centaine d'entre eux s'immolèrent par le feu parce que l'augmentation des quotas menaçait leurs perspectives de carrière et minait l'équilibre social de l'ordre de caste qui les favorisait. Cette peur de l'insécurité matérielle se transforma en violence inter-castes. Un magazine du RSS écrivit que le rapport Mandal avait déclenché une « guerre des castes ». Un éditorialiste écrivit que « les ravages de la politique des quotas sur le tissu social sont inimaginables » et que cette politique « exacerbe les divisions de castes » (cité par Christophe Jaffrelot, *L'Inde de Modi : national-populisme et démocratie ethnique*, Fayard, 2019).

Ce soulèvement mit le BJP dans une situation délicate. S'il s'opposait au rapport Mandal, non seulement le gouvernement tombait, ce qui ramènerait probablement le Congrès au pouvoir, mais aussi le BJP s'aliénait les électeurs des OBC et pouvait tirer une croix sur ses espoirs d'accéder au

pouvoir au niveau national. Mais s'il ne faisait rien, il s'aliénait sa base traditionnelle des castes supérieures. Pour promouvoir l'unité des hindous et surmonter les divisions entre castes, le BJP-RSS fusionna le mécontentement au sujet de Mandal avec sa campagne pour la construction d'un temple à la place de la Babri Masjid. Pour faire d'une pierre deux coups, le BJP chercha à inclure les castes inférieures dans sa vision brahmanique et à montrer aux castes supérieures qu'avec sa campagne visant à « reprendre » aux musulmans le lieu de naissance de Ram, il était le plus fervent défenseur de l'hindouisme et donc du système des castes.

En septembre 1990, Lal Krishna Advani, dirigeant du BJP, entama un voyage en char de 10 000 kilomètres vers Ayodhya. Modi, alors un cadre prometteur, était l'un des organisateurs de cet évènement. Des émeutes intercommunautaires éclataient partout où le char passait, ce qui conduisit à l'arrestation d'Advani. Mais la saga était loin d'être terminée. Deux ans plus tard, le 6 décembre 1992, des bandes armées hindoues envahirent Ayodhya pour assister à un rassemblement de la famille politique BJP-RSS et démolir la mosquée par la force physique pure et simple. Des semaines d'émeutes s'ensuivirent, s'étendant à Mumbai et même au Pakistan et au Bangladesh et faisant des milliers de morts, pour la plupart des musulmans.

Les quotas pour les OBC furent finalement acceptés à la fois par le Congrès et par le BJP, car ils étaient essentiels pour conquérir les zones électorales stratégiques de la ceinture hindi qui s'étend d'est en ouest dans le centre-nord de l'Inde. Tout comme la laïcité, les quotas en faveur des castes inférieures sont une pierre angulaire de la politique libérale progressiste en Inde. La revendication de quotas reflète les espoirs des castes opprimées de sortir d'une vie d'insécurité. Cette même revendication alimente l'insécurité de la petite bourgeoisie des castes supérieures. La bourgeoisie et les politiciens utilisent ces divisions pour maintenir à la fois leur emprise sur le pouvoir politique et la structure de caste de la société. En tant que révolutionnaires, il faut poser la question : comment faire pour surmonter la nécessité des quotas et mettre fin une fois pour toutes à l'oppression de caste ?

La nécessité des quotas découle de l'échec de la politique de développement, qui ne pouvait pas élever le niveau de vie matériel des masses ***dans leur ensemble***. Lorsque le développement ne s'attaque pas aux intérêts de la classe capitaliste, il se fait aux dépens des masses. Le faible niveau de croissance et de développement exacerbe globalement les divisions préexistantes entre les castes (et les religions) ; et malgré la mobilité sociale d'un segment négligeable des castes inférieures, les perspectives d'avenir continuent d'être définies par l'oppression de caste, y compris la question de savoir si l'on a les moyens ou même si l'on a le droit d'aller à l'école. Cela exige ***d'anéantir les castes*** et non d'ajuster à la marge la distribution des maigres ressources existantes. Pour sortir de l'oppression de caste, il faut s'attaquer au pouvoir de la bourgeoisie hindoue qui reproduit la pénurie matérielle et consacre les privilèges des castes supérieures.

Le libéralisme social du parti du Congrès ne menace pas le pouvoir des castes supérieures. En fait, le Congrès est le parti historique des castes supérieures et des élites foncières. S'il promet aujourd'hui un Mandal 2.0, c'est parce qu'il tente désespérément de revenir au pouvoir afin de continuer à servir les intérêts de la bourgeoisie. Tant que l'Inde sera dirigée dans l'intérêt de cette classe, elle sera condamnée à un état de pauvreté généralisée qui dévorera son tissu social aux dépens des opprimés. Les stratégies électorales cyniques du Congrès, du BJP et de leurs alliés ajoutent de l'huile sur le feu. Le premier prétend être l'ami des opprimés mais maintient toute la base sociale du capitalisme indien ; le second veut unifier les hindous par un programme ethno-nationaliste qui cherche à remettre toutes les castes à leur « juste place » et à écraser les minorités. Tous deux sont des impasses dangereuses.

La façon de combattre l'hindutva meurtrière du BJP n'est pas de ressusciter Mandal comme le soutiennent aujourd'hui de nombreux libéraux. Bien au contraire :

> « Ce qui est indispensable et urgent, c'est de séparer les moyens de production de leurs propriétaires parasites actuels et d'organiser la société d'après un plan rationnel. Alors il serait enfin possible de guérir réellement la société de ses maux. Tous ceux qui savent travailler trouveraient du travail. La longueur de la journée de travail diminuerait graduellement. Les besoins de tous les membres de la société trouveraient des possibilités de satisfaction de plus en plus grandes. »
>
> – Trotsky, « Le marxisme et notre époque »

La condition préalable à une telle organisation de la société est d'unir les masses laborieuses contre la domination de la bourgeoisie et de mener une lutte révolutionnaire pour éradiquer l'ensemble des fondements de l'ordre capitaliste et de caste indien. Cela ne peut se faire qu'en luttant pour les droits de tous les opprimés – les dalits, les adivasis (tribus), les minorités religieuses et les femmes – dans le but de s'attaquer aux racines matérielles de leur oppression. Les libéraux de gauche pleurnichent à longueur de journée sur les souffrances des opprimés et ils s'emploient à secouer le statu quo par des mariages intercastes et interreligieux. Ces beaux sentiments n'aident en rien à remettre en cause le système responsable de l'oppression. Il n'y aura pas d'amélioration graduelle des conditions de vie des opprimés. Ce n'est qu'en unissant les luttes des opprimés et des travailleurs sous la bannière de la révolution indienne que les masses pourront surmonter les innombrables divisions créées par la bourgeoisie issue des castes supérieures et par ses partis.

III. LES ANNÉES BJP : DÉVELOPPER L'INDE SUR LE « MODÈLE DU GUJARAT »

Modi acquit une notoriété nationale et mondiale lorsqu'il gouverna de 2001 à 2014 son État d'origine, le Gujarat dans l'Ouest de l'Inde. Au cours de cette période il popularisa le « modèle de développement du Gujarat ». Comme l'illustre le titre d'un livre (en anglais, non traduit) de Christophe Jaffrelot, spécialiste de la politique nationaliste hindoue, le Gujarat sous Modi fut le « laboratoire de l'Inde d'aujourd'hui ». Pour comprendre comment et pourquoi il a catapulté Modi et le BJP jusqu'au pouvoir national, nous commencerons par un aperçu du modèle du Gujarat avant d'expliquer pourquoi ce mélange mortel de réaction capitaliste et de chauvinisme hindou est un poison pour les masses indiennes.

1. Le Gujarat sous Modi : Capital financier et pogroms

Pour résumer le modèle du Gujarat, il consiste à attirer le capital aussi bien national qu'étranger et à promouvoir la réaction antimusulmans. La montée en puissance du BJP au



Dave/Reuters


D'Souza/AFP

Le modèle du Gujarat : Amalgame entre capital financier et émeutes chauvines. Le sommet économique *Vibrant Gujarat* de 2013 (à gauche). Pogrom antimusulmans à Ahmedabad en 2002 (à droite).

Gujarat est, dans une certaine mesure, un reflet local d'une tendance nationale : le libéralisme social du Congrès pave la voie au nationalisme hindou. Le déclencheur des émeutes interreligieuses et intercastes des années 1980 au Gujarat fut l'orientation du Congrès vers les KHAM – les *kshatriyas* de caste moyenne inférieure, les harijans (plus précisément dalits), les adivasis et les musulmans – qui provoqua un retour de bâton du chauvinisme hindou. Exploitant la peur des classes moyennes menacées par l'ascension potentielle des classes du bas de l'échelle, le BJP arriva au pouvoir en 1995.

Modi, cadre du RSS depuis 1972, devint chef du gouvernement du Gujarat en octobre 2001 et présida dès le début aux infâmes émeutes du Gujarat en février 2002 – un carnage antimusulmans déclenché par une attaque présumée d'hommes musulmans contre un train transportant des *kar sevaks* (volontaires nationalistes hindous). Il est largement admis que le gouvernement Modi organisa la violence meurtrière contre les musulmans en guise de représailles. Cet épisode valut à Modi d'être interdit d'entrée aux États-Unis et suscita des critiques de la part de l'élite libérale, y compris de la Confédération de l'industrie indienne (CII), la voix du capital indien. Cela incita Modi à boycotter une exposition de la CII, et le capitaliste gujarati Gautam Adani à créer une chambre de commerce rivale. La CII se rétracta rapidement, estimant que ses critiques risquaient de compromettre les opportunités commerciales au Gujarat. Tarun Das, directeur général de la CII, alla voir Modi pour lui présenter ses excuses, lui disant : « Nous sommes vraiment désolés pour tout ce qui s'est passé » (*The Times of India*, 7 mars 2003).

Modi remporta des élections successives grâce à une combinaison de nationalisme hindou et de développement néolibéral. Ce modèle lui assura une base sociale solide dans la petite bourgeoisie urbaine – ce qu'on appelle la nouvelle classe moyenne – dont l'appétit avait été aiguisé par la libéralisation économique de la décennie précédente et qui voyait dans ce modèle le meilleur moyen d'atteindre la prospérité. Les capitaux indiens et étrangers affluèrent au Gujarat, attirés par des subventions attrayantes, une législation du travail laxiste, des réductions d'impôts, des prêts bon marché et la rapidité des autorisations. Ces résultats sont tous des traits caractéristiques du modèle « homme fort » du développement de Modi. En 2003, Modi inaugura le *Vibrant Gujarat* (« Gujarat dynamique »), un sommet biennal destiné à attirer les capitaux. Les promesses d'investissement passèrent de 13,3 milliards de dollars en 2005 à 260,4 milliards en 2011, et des milliers d'hectares furent réservés pour des Zones économiques spéciales. Modi devint la coqueluche du capital. Comme l'indique Jaffrelot dans *Gujarat Under Modi : Laboratory of Today's India* (C. Hurst & Co, 2024) :

> « Mukesh Ambani déclarait en 2007 : "Narendrabhai [Modi] est un leader doté d'une vision grandiose […] d'une clarté d'objectif étonnante avec de la détermination […] d'une éthique forte avec une perspective moderne, du dynamisme et de la passion." […] L'industriel milliardaire K.M. Birla alla encore plus loin : "Le Gujarat est dynamique grâce à sa direction politique et Modi est un chef de gouvernement de l'État à temps plein et il est véritablement le PDG du Gujarat." Lors de la réunion du *Vibrant Gujarat* de 2013, Anil Ambani, qui avait déjà projeté que Modi serait le prochain Premier ministre de l'Inde, le compara au Mahatma Gandhi… et à Arjun, le héros du Mahabharata [épopée hindoue], avant de le qualifier de "roi des rois". »

En même temps, l'hindutva de Modi était la réponse pour des millions de « jeunes hommes en colère ». Comme ils étaient rejetés par l'économie et que leurs espoirs de s'en sortir s'étaient évanouis, la défense de la nation hindoue et la promesse de développement devinrent pour ces couches la seule voie pour améliorer leur statut social et s'insérer enfin dans la société hindoue. Lumpenisées et déclassées, ces couches devenaient le terrain de recrutement idéal pour les bandes paramilitaires du RSS.

Malgré toutes ses promesses, le modèle du Gujarat était loin d'être dynamique pour les masses laborieuses. Les excellents chiffres du PIB venaient des investissements dans des secteurs à forte intensité de capital tels que la chimie, le pétrole et les produits pharmaceutiques. Derrière ces chiffres, il y avait peu de développement et une dette publique croissante, qui passa de 5,7 milliards de dollars en 2001-2002 à 17,4 en 2011-2012, en raison des concessions accordées au capital. Il y a une raison simple à l'absence de développement



Dave/Reuters

Narendra Modi s'adresse à ses partisans au Gujarat dans la foulée de son éclatante victoire électorale de 2014.

à grande échelle : le modèle du Gujarat repose sur les intérêts de la clique des milliardaires et du capital étranger, qui favorisent tous deux des investissements peu créateurs d'emplois. De fait, le taux de croissance de l'emploi diminua durant le temps où Modi était au pouvoir. Les emplois existants étaient de mauvaise qualité, le salaire journalier moyen des travailleurs intermittents dans les villes étant les plus bas du pays à l'exception de l'Uttar Pradesh et du Chhattisgarh. L'éducation et la santé souffraient de la faiblesse des investissements dans ces secteurs, ce qui entraînait des taux élevés de mortalité infantile et de malnutrition.

Le néolibéralisme agressif du modèle du Gujarat était et reste inséparable du nationalisme hindou car l'idée d'une « nation hindoue » sert de force unificatrice pour promouvoir les intérêts de la bourgeoisie. De plus l'hindutva parvient à rallier la petite bourgeoisie hindoue frustrée contre les musulmans, les dalits et les adivasis – les « autres » de la société hindoue, dont l'ascension sociale pourrait menacer ses perspectives. Dans une dynamique similaire à celle de l'épisode Mandal-Ayodhya, le BJP au Gujarat réussit à s'assurer le soutien des OBC gujaratis et même de couches de dalits en les intégrant dans la « nation hindoue », leur donnant ainsi un moyen d'améliorer leur statut social par opposition aux non-hindous. À partir de 2014, le gouvernement Modi tenta de reproduire les traits fondamentaux du modèle du Gujarat au niveau national.

2. L'Inde sous Modi : Le cul-de-sac du raj des milliardaires et de l'hindutva

Modi remporta une victoire écrasante en 2014 en tant que *Vikas Purush* (homme du développement). Même si l'hindutva et les émeutes du Gujarat constituaient une tache noire qui mettait mal à l'aise certains membres de l'élite, la perspective d'un ralentissement de l'économie était pire : les chiffres de la croissance étaient en baisse depuis 2011-2012, l'inflation était à deux chiffres, la crise de l'emploi et la crise agraire étaient inchangées, et le FMI avait mis en garde contre le « paysage macroéconomique difficile » de l'Inde.

Les milliardaires indiens soutenaient le modèle du Gujarat de Modi ; ils le considéraient comme un meilleur moyen de piller le pays que les méthodes usées du Congrès. Le *Financial Times* de Londres, organe du capital financier, donna son aval : « L'attrait de M. Modi réside en partie dans le fait que, par la seule force de sa volonté, il pourrait être en mesure de passer outre certains freins et contre-pouvoirs de la démocratie indienne et d'introduire un peu de la clarté d'esprit du modèle chinois de croissance avant tout » (19 mars 2014). Certains libéraux voyaient même en Modi la réponse à l'instabilité de la « démocratie tapageuse ». Modi et l'hindutva – Moditva – étaient les réponses à « une nation en quête de sauveur » (Ashoka Mody, *India is Broken : A People Betrayed, Independence to Today*, Stanford University Press, 2023).

Pourtant, toute son allure musclée et sa virilité économique n'ont pas suffi pour assurer le développement promis par Modi. Quelques données peuvent aider à comprendre la signification des signaux d'alarme qui retentissent derrière les taux de croissance étonnants de l'Inde. En l'état actuel des choses, dans la période post-Covid :

- Plus de 45 % de la population active travaille dans l'agriculture
- La part de l'industrie manufacturière dans le PIB est ***tombée*** à 13 %
- 800 millions de personnes ont besoin de nourriture subventionnée
- Plus de 100 millions de personnes âgées de 18 à 35 ans ne sont ni scolarisées ni à la recherche active d'un emploi
- Le chômage des jeunes monte en flèche ; il atteint 14 % pour les 25 à 29 ans et près de 45 % pour les 20 à 24 ans

Les méthodes du modèle du Gujarat – dérouler le tapis rouge aux capitalistes de connivence, créer peu d'emplois et pressurer ceux qui sont au bas de l'échelle sociale, le tout emballé dans un paquet meurtrier de frénésie chauvine – ne peuvent qu'aggraver les tensions explosives au cœur de l'économie indienne. Mais soyons concrets et expliquons pourquoi le fait de compter sur les capitaux étrangers et les milliardaires ne permettra jamais de développer l'Inde, et encore moins d'y parvenir avant 2047, centenaire de l'indépendance, comme le vise le gouvernement.

Le Gujarat a pu atteindre un certain taux de développement dans les années 2000 grâce à l'argent bon marché qui coulait à flots dans l'économie mondiale. Mais depuis la crise financière de 2008 la situation mondiale a changé. La dynamique qui sous-tend la mondialisation s'est inversée, entraînant une stagnation du commerce mondial en pourcentage du PIB. Le protectionnisme des pays impérialistes met l'Inde en concurrence avec de gros poissons. Si beaucoup de gens la considèrent comme une alternative d'investissement dans un contexte de refroidissement des relations entre les États-Unis et la Chine, l'Inde n'a pas reçu la manne attendue de la fuite des capitaux quittant la Chine. La raison est la même que celle qui avait affecté le modèle néolibéral du Congrès : selon tous les critères, l'économie indienne reste une destination « à risque » en raison de l'état désastreux de ses infrastructures, de la faible productivité de sa main-d'œuvre et de la corruption du gouvernement. Au total avec tout cela, le slogan tant vanté du gouvernement Modi de « Produire en Inde » pour relancer l'industrie et créer des emplois a été un échec retentissant. De fait, l'économie indienne employait moins de personnes en 2018 qu'en 2012.

Le modèle des milliardaires et de l'hindutva à l'origine des chiffres de croissance reposant sur les infrastructures est conditionné par des prêts bon marché accordés par l'État. Même avant l'arrivée au pouvoir du BJP, les créances

douteuses représentaient une part croissante de l'encours total des prêts. En avril 2015, alors qu'il était encore gouverneur de la banque centrale d'Inde, Raghuram Rajan signala que des hommes d'affaires indiens au bras long escroquaient les banques publiques. Son mandat n'a pas été prolongé, et sous Modi les créances douteuses sont passées de 4 % fin 2014 à 9 % en 2017. En conséquence les banques d'État ont réduit dans l'ensemble les crédits à l'industrie, étranglant la croissance. Pendant ce temps, l'augmentation de la dette publique rend l'Inde plus vulnérable aux chocs financiers de l'économie mondiale, mettant en péril l'épargne de millions de personnes.

Les amis milliardaires de Modi, qui comptent parmi les hommes les plus riches de la planète, projettent l'image d'une Inde parvenue sur la scène mondiale – une superpuissance économique – et se présentent comme des champions nationaux. Mais ces escrocs sont complètement intégrés au capital impérialiste et développent l'Inde selon les intérêts du capital financier, c'est-à-dire par des mesures qui font monter les valorisations boursières. Lorsque Hindenburg Research, un vendeur à découvert (qui parie sur la baisse des actifs) basé à New York, révéla les manipulations boursières et les fraudes comptables à l'origine de la fortune d'Adani, le groupe Adani perdit plus de 150 milliards de dollars et Adani chuta du troisième au trentième rang des hommes les plus riches du monde. L'épisode Hindenburg est la preuve la plus flagrante qu'en fin de compte, ce sont les impérialistes et Wall Street qui mènent la danse.

Pour réfuter Hindenburg, la société d'Adani publia un rapport de 413 pages accusant le vendeur à découvert de mener « une attaque calculée contre l'Inde, l'indépendance, l'intégrité et la qualité des institutions indiennes, ainsi que l'histoire de la croissance et l'ambition de l'Inde » (*Guardian*, 30 janvier 2023). Cette invocation de la nation est une tentative cynique pour continuer à voler le pays. Nous disons à M. Adani : si la nation vous est si chère, donnez le groupe Adani à la nation et laissez-en les commandes au peuple, acceptez la nationalisation du groupe Adani.

Les tentatives du gouvernement Modi pour moderniser l'économie afin d'introduire la « simplification des affaires » ont eu tendance à écraser les masses et les petites entreprises. La démonétisation, présentée comme une mesure visant à lutter contre la corruption omniprésente et à assainir l'image du pays dans le monde, a retiré brusquement de la circulation les billets existants de 500 et de 1 000 roupies. Ce faisant, elle a dévasté le secteur informel, composé en grande partie de petites entreprises et d'agriculteurs, qui emploie près de 90 % des travailleurs indiens. C'est typique de la modernisation capitaliste : l'intégration de la population dans le secteur bancaire formel – une chose objectivement bonne et nécessaire – s'est faite aux dépens des classes inférieures.

Les mesures de ce type sont contrebalancées par le populisme pro-pauvres emblématique de Modi, comme l'installation de toilettes pour mettre fin à la défécation à l'air libre qui est encore pratiquée par des millions de personnes en raison de l'insuffisance des infrastructures, la réduction de l'utilisation de poêles à bois par la fourniture de bouteilles de gaz, ou simplement la distribution d'argent – 6 000 roupies (environ 70 dollars américains) sont versées à environ 110 millions de paysans chaque année. Les statistiques officielles qui accompagnent ces mesures donnent l'impression que le gouvernement Modi s'attaque enfin aux problèmes des Indiens les plus démunis. Mais il n'est pas difficile de voir qu'il ne s'agit que de faibles exercices de funambulisme. Les toilettes de fortune ne sont pas reliées à des systèmes d'égouts et sont donc encore vidées à la main, et elles sont souvent hors d'usage en raison de leur mauvaise qualité. Et lorsque les bouteilles de gaz sont vides, les gens n'ont tout simplement pas les moyens de les recharger et reviennent donc aux vieilles méthodes.

L'un des aspects les plus controversés du régime Modi est la tentative avortée de mettre en œuvre des lois agraires visant à abroger le régime des prix minimums de soutien (MSP), un élément de longue date d'une politique de soutien aux paysans par la garantie des prix de certains produits. En réalité, les MSP profitent à une petite couche de riches agriculteurs qui possèdent des terres suffisamment vastes et qui font des bénéfices. Pour la majorité des paysans, dont environ 85 % possèdent moins de 0,8 hectares de terre, les MSP sont au mieux un moyen de reporter le désastre. En effet, les MSP couvrent à peine le coût élevé des intrants – de l'achat de semences et d'engrais à l'accès au crédit par l'intermédiaire d'usuriers locaux et au paiement de commissions à des intermédiaires sur les marchés réglementés par l'État.

Bien que les MSP ne profitent pas à la masse des paysans, leur suppression les obligerait à vendre leurs produits directement à une poignée de grandes entreprises agroalimentaires qui dicteraient les termes de l'échange, ce qui reviendrait à détruire la petite paysannerie. Les lois s'attaquant aux MSP ont donné lieu à des manifestations de masse en 2020, obligeant le gouvernement à faire marche arrière. En grande partie, ceux qui dirigeaient les protestations exprimaient les intérêts des riches agriculteurs et des intermédiaires parasites qui auraient le plus à perdre de l'abrogation des MSP. Mais les paysans pauvres voyaient également leurs propres intérêts reflétés dans le mouvement.



Abidi/Reuters

Manifestation paysanne dans la banlieue de New Delhi en janvier 2021.

Néanmoins, le régime des MSP ***n'est pas*** la solution pour la paysannerie pauvre, car il ne s'attaque pas réellement à la crise de l'agriculture. La base de l'économie indienne est l'arriération agricole, dont la solution exige une révolution agraire démocratique que le Congrès et tous les partis bloquent. L'obstacle à cette révolution – et à ***tout autre moyen d'améliorer la vie des travailleurs*** – n'est pas seulement Modi, mais aussi la brigade anti-Modi de l'alliance INDIA, à laquelle nous allons maintenant nous intéresser.

IV. LE FRONT POPULAIRE INDIA FAIT RESURGIR LE SPECTRE DU FASCISME

Le cri de ralliement de l'alliance INDIA est de sauver la démocratie face au fascisme hindou. Rahul Gandhi, de la quatrième génération de la dynastie Nehru-Gandhi, dirige l'alliance. Les staliniens indiens – le Parti communiste d'Inde (CPI), le CPI (marxiste) ou CPI(M), et le CPI marxiste-léniniste Libération – sont tous regroupés au sein d'INDIA… au côté d'une aile du parti fascisant Shiv Sena, un parti ouvertement chauvin hindou.

La coalition INDIA jubile d'avoir sapé la supermajorité de Modi. Derrière les aléas du système électoral, la réalité est que la part du BJP a diminué de manière marginale, passant de 37,3 % en 2019 à 36,5 % en 2024. S'il a pris un coup dans la partie hindiphone du pays, il a étendu son audience dans le Sud non hindi, passant de 18 à 24 %. La part globale du Congrès n'a augmenté que de 19,4 % à 21 % au cours de la même période. INDIA n'est pas seulement une stratégie électorale inefficace mais ***l'obstacle central*** à la lutte contre Modi.

L'explication découle de l'ABC du marxisme : toute mesure visant à vaincre la réaction doit se confronter à ***l'ensemble*** de la bourgeoisie. Puisque le fléau fasciste provient des entrailles putrides d'une société bourgeoise en décomposition, la lutte contre ce fléau doit être complètement indépendante de ***toutes*** les forces bourgeoises et doit au contraire se baser sur la mobilisation indépendante des masses laborieuses, la seule force capable de renverser le capitalisme. Une alliance avec le Congrès fait obstacle à ce type de mobilisation, alors que c'est une nécessité impérieuse ***aujourd'hui même***, et elle détourne l'énergie des masses vers les mécanismes juridiques et bureaucratiques d'un État basé sur la suprématie hindoue.



Au nom de l'« antifascisme », le CPI(ML) Libération vend son âme (une fois de plus) au Congrès en appelant à voter pour l'INDIA pour « sauver la démocratie » contre le BJP.

Plus simplement, considérons ce qu'il faut faire pour combattre les bandes armées du Bajrang Dal, ou de toute autre organisation de ce type. Imaginons qu'une personne suspectée de manger du bœuf ou d'en vendre, ou un couple interreligieux soit confronté à une de ces hordes de voyous, armés de sabres et de fusils, mettant directement leur vie en danger. Le ***seul*** moyen de repousser cette racaille fasciste et de défendre véritablement ceux qui sont attaqués (c'est-à-dire leur éviter le viol ou le meurtre !) est la mobilisation armée des travailleurs et des opprimés – musulmans, dalits, sikhs, chrétiens, femmes – prêts à ***se battre***. La force ne peut être combattue que par la force.

Qu'en penseraient les dirigeants du bloc INDIA ? Rahul Gandhi ou Uddhav Thackeray du Shiv Sena seraient-ils heureux ***d'armer les travailleurs*** ? Absolument pas, car ils savent que cela peut facilement se retourner contre eux. Ils entretiennent au contraire l'illusion que les minorités seront défendues par l'État, qui est lui-même fondé sur la suprématie hindoue – songez au sort de tout dalit ou musulman qui tente de porter plainte dans un poste de police. Lorsque les dirigeants des partis communistes font bloc avec des gens comme Gandhi et Thackeray, ils deviennent un énorme obstacle à la ***défense immédiate*** des opprimés. Nous le répétons : toute alliance avec la bourgeoisie ne peut que ***paralyser*** la lutte contre les bandes de l'hindutva ! Et comme nous l'avons montré, le Congrès ***n'a aucune solution*** pour répondre à la décomposition générale de la société indienne. S'allier à lui signifie condamner les masses à une vie de misère et d'atteintes aux droits démocratiques.

Le soutien ouvert des staliniens au Congrès met pleinement en évidence leur totale servilité ; leur prétention à la bannière du communisme en Inde enchaîne les masses à la bourgeoisie. Mais il y a en Inde une poignée de non-staliniens, si on ose dire de trotskystes, qui ont publié des polémiques contre le Congrès basées sur des principes marxistes orthodoxes… mais qui ont ensuite approuvé un vote en faveur des partis de gauche au sein du front populaire dirigé par ce même Congrès ! Radical Socialist, qui est associé à la IVe Internationale de Mandel, écrivait à la veille des élections :

> « Nous appelons à voter pour la gauche, pour les candidats de la société civile indépendants, pour les représentants des dalits, des adivasis et des minorités régionales lorsqu'ils ne s'alignent pas sur le BJP […]. Mais nous mettons en garde tous les travailleurs, toutes les masses opprimées, que tous les appels à voter pour tout sauf le BJP tendent à préparer une répétition des tragédies du passé […]. La lutte à plus long terme pour vaincre définitivement les forces de l'hindutva nécessite de lutter beaucoup plus sur les fronts extra-électoraux de diverses natures. Il faut reconstruire ici une gauche beaucoup plus démocratique en interne et non sectaire, débarrassée du stalinisme et du maoïsme […]. Le moindre appui sur les libéraux bourgeois affaiblit les luttes indépendantes des masses. »
>
> – *International Viewpoint*, 26 avril 2024

Cette gymnastique politique envoie un seul message : votez pour la gauche, qui entre parenthèses se trouve être sous la grande tente du bloc INDIA construit sur la logique du « tout sauf le BJP ». De façon classiquement centriste, cela revient à ***soutenir implicitement*** INDIA. Mais attendez, il y a une mise en garde : si vous votez pour la gauche (c'est-à-dire pour les staliniens), il en résultera des tragédies ! Qu'est-ce qu'un travailleur est censé faire avec ce micmac ? Mais nos érudits sont satisfaits d'avoir coché les cases principales : le Congrès c'est mal, les staliniens c'est


L.Y. Leonidov

« L'avant-garde du prolétariat indien n'est qu'au seuil de ses grandes tâches et il a devant lui une longue route. Une série de défaites sera le prix à payer non seulement pour l'arriération du prolétariat et de la paysannerie, mais aussi pour les péchés de la direction. La principale tâche du moment est d'assurer une conception marxiste claire des forces motrices de la révolution et une perspective juste, une politique à long terme qui rejette les formules bureaucratiques stéréotypées mais qui, dans l'accomplissement des grandes tâches révolutionnaires, s'adapte effectivement aux étapes réelles de l'éveil politique et de la croissance révolutionnaire de la classe ouvrière. »

– Léon Trotsky, « La révolution en Inde – ses tâches et ses dangers », mai 1930

mal, la lutte c'est bien… tout ça pour finir par se décrédibiliser en soutenant la gauche et en se plaçant à l 'aile gauche du front populaire. Cela souille complètement le nom du trotskysme en Inde.

La tâche des trotskystes est de combattre l'hégémonie du stalinisme sur la gauche indienne. Cela se fera en démasquant leurs trahisons et en exploitant la contradiction entre leur programme pourri et les millions de personnes qui se tournent (aujourd'hui encore !) vers la faucille et le marteau comme symboles de leur libération. Ce que cela exige, c'est de proposer une voie ***indépendante*** de combat contre Modi et l'hindutva. Malgré tous les discours de Radical Socialist soulignant que la gauche doit « se débarrasser du stalinisme et du maoïsme », son soutien implicite au front populaire ne peut que ***renforcer*** l'influence des staliniens !

V. PROGRAMME D'ACTION POUR L'INDE

L'Inde est à la croisée des chemins, face à deux impasses : l'homme fort Modi veut faire de l'Inde une superpuissance grâce à son modèle génocidaire ; Gandhi rampe devant les impérialistes et leur demande d'intervenir pour sauver la démocratie indienne. La situation des masses ne peut s'améliorer sans ce que Trotsky appelait une « incursion révolutionnaire dans le droit de propriété capitaliste ». C'est la seule façon de surmonter les contradictions de l'Inde ; tout programme qui se contenterait de moins ne peut qu'alimenter le chauvinisme dans une société définie par la pauvreté.

Nous proposons la voie de l'internationalisme révolutionnaire contre l'impérialisme et son laquais, la bourgeoisie nationale indienne, comme moyen ***d'unir*** les masses contre leurs oppresseurs. Cela nécessite une rupture politique avec le Congrès, INDIA et toutes les ailes de la bourgeoisie indienne.

1) **Pour une milice ouvrière pour combattre les hordes de l'hindutva.** Une mesure immédiate pour repousser la menace des milices de lyncheurs RSS est ***d'armer*** le prolétariat en mettant sur pied une milice intégrée pour défendre les minorités. ***Dalits, adivasis, hindous, musulmans, sikhs, chrétiens : unissez-vous contre la racaille fasciste !***
2) **Syndiquer les travailleurs.** Les syndicats sont les organisations élémentaires de défense du prolétariat, urbain et agricole. La plupart des travailleurs sont employés dans l'agriculture et l'économie informelle et ne bénéficient d'aucune protection. Nous appelons à des campagnes massives de syndicalisation pour organiser tous les travailleurs !
3) **La révolution agraire.** Toute l'économie repose sur l'échec de la réforme agraire, ce qui continue à étouffer lentement la paysannerie pauvre et à freiner le développement du pays. L'Inde ne peut pas se développer sans une révolution agraire, qui elle-même nécessite de liquider complètement la grande propriété foncière et tous les parasites qui appauvrissent les campagnes. Nous disons : la terre à ceux qui la travaillent, annulation de la dette, collectivisation des grandes fermes industrielles ! Brisez le monopole des impérialistes sur les semences !
4) **Une économie planifiée.** Pour améliorer les conditions de vie des masses, il faut des centaines de millions d'emplois, des logements, un accès adéquat à la nourriture, une éducation et des soins de santé universels et de qualité, accessibles à ***tous*** sans discrimination de caste, de religion ou de genre. Pour y parvenir, il faut développer à grande échelle les forces productives – des usines perfectionnées dotées de technologies et d'outils modernes, des millions d'écoles pour former des travailleurs qualifiés, des routes, des ponts, des égouts, de l'électricité et bien d'autres choses encore. Mais l'économie est sous le contrôle des milliardaires issus des hautes castes, qui sont de mèche avec les voleurs impérialistes. Expropriez les milliardaires ; nationalisez toute l'industrie sous le contrôle démocratique des syndicats !
5) **L'internationalisme révolutionnaire.** Le développement de l'Inde est étouffé par sa subordination à l'impérialisme mondial dont elle ne pourra pas se libérer tant qu'elle restera divisée sur le plan interne. C'est l'impérialisme qui a créé les innombrables divisions en enfermant les peuples et les nations à l'intérieur de frontières arbitraires ; pour leur libération, les masses sud-asiatiques doivent s'unir contre l'impérialisme et leurs propres maîtres parasites. ***Pour le droit à l'autodétermination du Cachemire et de toutes les autres nations qui le souhaitent ! Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !*** ■

Principes marxistes et tactiques électorales réexaminés



La longue tradition des campagnes socialistes pour la présidence des États-Unis : Eugene Debs, candidat du Parti socialiste en 1920 ; candidature du Socialist Workers Party en 1948 ; candidature du Parti communiste en 1932.

*Le Comité exécutif international (CEI) de la LCI a voté en mars 2024 une résolution pour corriger la position, que nous avions adoptée en 2007, de considérer comme contraire aux principes la participation des marxistes aux élections à des postes exécutifs dans des gouvernements capitalistes, ainsi que l'acceptation de tels postes. La résolution du CEI répudie l'article « Principes marxistes et tactiques électorales » (*Spartacist *édition en français n° 39, été 2009) ; elle souligne qu'il est nécessaire de se présenter à des postes exécutifs pour « briser les illusions de la classe ouvrière dans la démocratie bourgeoise, renforcer la lutte de classe contre la bourgeoisie et faire avancer la lutte pour le pouvoir prolétarien ».*

Nous publions ci-après un document de Vincent David qui a servi de base à cette résolution. Il a été revu et légèrement augmenté pour publication dans Spartacist*, afin de tenir compte de l'apport de la discussion lors de la réunion du CEI. Nous dédions cet article à la mémoire d'Ed Kartsen (1953-2023) et de Marjorie Stamberg (1944-2024), qui se sont battus pour le communisme dans les élections bourgeoises et au-delà.*

Il va y avoir en 2024 un nombre record d'élections nationales. Alors que le déclin de l'empire américain intensifie les crises politiques et l'instabilité, toutes ces élections refléteront une polarisation croissante et un profond mécontentement social. On y verra la participation et probablement dans certains cas la victoire de politiciens, principalement issus de la droite populiste, qui remettent ouvertement en question le statu quo libéral des dernières décennies. L'activité politique accrue lors des périodes électorales nous donne l'occasion de faire connaître nos idées et de faire avancer la lutte pour construire un pôle marxiste contre les défenseurs de cet ordre libéral fragilisé et contre ses adversaires réactionnaires. Mais pour faire cela, la LCI doit d'abord se débarrasser de ce qui reste de la méthode sectaire et doctrinaire qui nous entrave dans ce domaine.

De nombreux camarades ont argumenté que l'article « Principes marxistes et tactiques électorales » est erroné. Il l'est en effet. Mais c'est une chose de le dire et de rassembler des citations d'Engels, de Lénine et du Comintern pour montrer comment les différents arguments avancés étaient faux. C'en est une autre d'attaquer correctement l'ensemble de sa méthode et de lui en opposer une autre – une méthode marxiste.

Cela fait longtemps que la tâche de la révolution prolétarienne concernant la démocratie bourgeoise a été clarifiée par notre mouvement. La démocratie bourgeoise est une façade pour la domination du capital, qui doit être remplacée par la démocratie ouvrière (les soviets), de même que l'appareil d'État capitaliste doit être remplacé par la dictature du prolétariat. Mais dans beaucoup de pays, la masse des travailleurs politiquement avancés continue à avoir des illusions dans la démocratie bourgeoise. Ces illusions vont de la croyance qu'élire des politiciens favorables à la classe ouvrière peut améliorer la situation des travailleurs jusqu'à l'idée qu'on peut parvenir au socialisme par la voie parlementaire. Par conséquent, la question centrale pour les communistes est de savoir ***comment briser ces illusions***. Toute discussion sur comment intervenir dans des élections qui ne partirait pas de ce point n'est que bavardage sans intérêt.

Et c'est précisément ce qu'est l'article de *Spartacist*. Son approche des postes exécutifs et des élections ***n'a rien à voir***

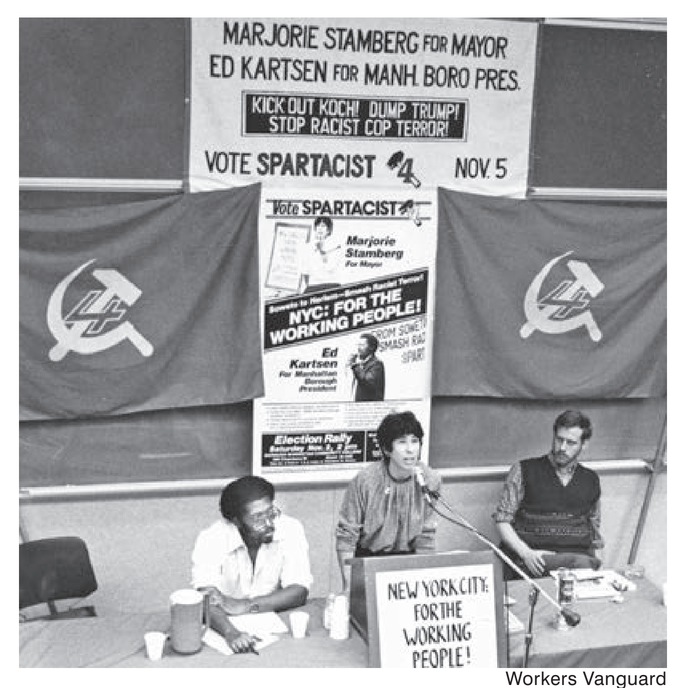
avec la lutte contre les illusions dans la démocratie bourgeoise. Tout en reconnaissant qu'elles sont répandues, l'article ne propose absolument rien pour les combattre, à part de la propagande abstraite et la conclusion erronée qu'il ne faut pas se présenter aux élections à des postes exécutifs. Le but de cet article était de répudier l'ancienne position de la LCI, selon laquelle les communistes pouvaient se présenter à des fonctions exécutives à condition de déclarer qu'ils n'assumeraient pas ces fonctions. Mais cette position n'avait rien à voir non plus avec la question principale : comment détruire les illusions dans l'État capitaliste et dans le parlementarisme. Les deux positions, et surtout la méthode qui les sous-tend, sont des exemples classiques de pensée formaliste et de scolastique totalement étrangère au marxisme.


Pictorial Press
Soviet de Petrograd en 1917.

Scolastique contre marxisme

La méthode de l'article de *Spartacist* consiste à exposer des principes marxistes abstraits et à évaluer des positions politiques sur cette base, de façon totalement détachée des luttes vivantes des masses, et des illusions bourgeoises qu'elles entretiennent. Cette gymnastique idéaliste est soutenue par un vaste éventail d'écrits marxistes, utilisés non pas comme un guide pour l'action mais comme des textes sacrés intemporels.

Tout est considéré dans le vide, chaque proclamation d'une nouvelle « extension » du travail de l'Internationale communiste ne réussissant qu'à nous éloigner davantage des réalités et des luttes de la classe ouvrière. C'est parce que la préoccupation principale de cette méthode n'est pas la lutte pour la direction des masses, mais la recherche d'un talisman qui puisse nous préserver d'un éventuel opportunisme. La logique est la suivante : si vous ne voulez pas vous noyer, ne vous jetez pas à l'eau.



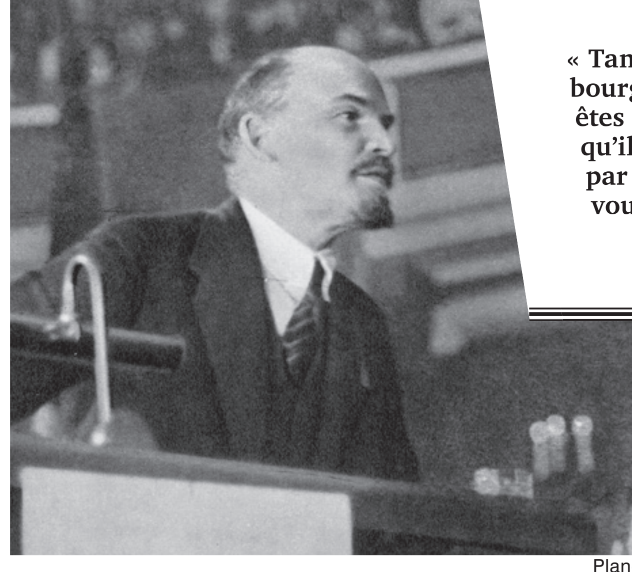
Workers Vanguard
En 1985 la Spartacist League/U.S. présenta Marjorie Stamberg pour le poste de maire de New York et Ed Kartsen à la présidence de l'arrondissement de Manhattan.

Jusqu'à présent le problème dans cette discussion a été de ne critiquer l'article de *Spartacist* que sur un plan théorique, en montrant comment son interprétation de l'histoire du mouvement marxiste sur cette question était fausse et en lui opposant ce que le Comintern et Lénine ont réellement dit. Le résultat est de répéter les principes marxistes mais de mettre de côté la question clé, qui est de savoir comment lutter pour ceux-ci. Dans ce processus, de nombreux camarades se sont perdus dans des arguments historiques ou théoriques particuliers et dans des spéculations sur telle ou telle situation, sans que la méthode antimarxiste de l'article ne soit attaquée.

La méthode marxiste consiste au contraire à aborder chaque question du point de vue de l'avancement de la lutte des classes vers la révolution prolétarienne. Il faut appliquer les principes marxistes de façon concrète. La stratégie et la tactique doivent reposer sur les intérêts objectifs de la classe ouvrière, en partant de son expérience réelle et en y revenant constamment, afin de s'attaquer à ses illusions et à sa direction actuelle. Exercer une direction révolutionnaire ne consiste pas à défendre des principes figés ou des écrits du passé, mais dans la capacité de l'avant-garde à utiliser les principes pour guider la classe ouvrière au fil des événements, à en distiller les leçons et à proposer une voie de lutte qui corresponde à la conjoncture actuelle et qui fasse progresser les intérêts des travailleurs.

C'est dans ce cadre qu'il faut aborder la question des élections, et plus particulièrement des postes exécutifs. Dans le monde réel, et non dans l'imagination des formalistes pour qui les principes flottent dans le vide, la grande majorité des travailleurs continuent à s'accrocher à la démocratie bourgeoise. Ceux qui en viennent à accepter la nécessité d'attaquer la propriété bourgeoise ou même d'exproprier la classe capitaliste veulent savoir pourquoi il n'est pas possible de le faire par le biais des postes exécutifs de l'État capitaliste et par des moyens démocratiques bourgeois.

Ces ouvriers ne se rallieront pas à notre point de vue simplement grâce à des arguments théoriques sur le caractère


Planeta

« Tant que vous n'avez pas la force de dissoudre le parlement bourgeois et toutes les autres institutions réactionnaires, vous êtes *tenus* de travailler dans ces institutions *précisément* parce qu'il s'y trouve encore des ouvriers abrutis par la prêtraille et par l'atmosphère étouffante des trous de province. Autrement vous risquez de n'être plus que des bavards. »

– *La maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)*, 1920

de classe de l'État et de la démocratie. Non, ils veulent et doivent tester les choses dans la réalité vivante, par l'expérience pratique. Une organisation révolutionnaire qui aspire à devenir autre chose qu'un petit groupe de discussion doit être prête et disposée à accompagner les travailleurs dans ce processus, non pas en partageant leurs illusions mais en les aidant à arriver à la conclusion que la démocratie bourgeoise est la gardienne de la domination du capital et qu'ils ont besoin de leurs propres organes de domination de classe.

Il est impossible de guider la classe ouvrière et de briser ses illusions dans la démocratie bourgeoise si nous nous retirons de l'arène électorale. Pour démontrer que le parlementarisme est une tromperie qu'il faut remplacer par la démocratie ouvrière, nous devons être dans le parlement. Les communistes travaillent dans cette arène pour démasquer l'hypocrisie du parlementarisme, de la bourgeoisie et de ses valets dans la classe ouvrière, en cherchant à démontrer et à exacerber l'opposition inévitable entre les besoins urgents des masses et l'obstacle que dresse le parlementarisme à leur satisfaction. Comme le disait Lénine à l'encontre des gauchistes :

> « Tant que vous n'avez pas la force de dissoudre le parlement bourgeois et toutes les autres institutions réactionnaires, vous êtes ***tenus*** de travailler dans ces institutions ***précisément*** parce qu'il s'y trouve encore des ouvriers abrutis par la prêtraille et par l'atmosphère étouffante des trous de province. Autrement vous risquez de n'être plus que des bavards. »
>
> – *La maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)*, 1920

La même méthode s'applique aux postes exécutifs. Il existe parmi les travailleurs de tous les pays de profondes illusions sur la possibilité de parvenir à un changement radical – voire à une transformation socialiste – en prenant le contrôle de l'État capitaliste, que ce soit au niveau national ou municipal. Que nous le voulions ou non, c'est presque une loi de l'histoire que les crises sociales et politiques aiguës qui pousseront les masses prolétariennes à la lutte les pousseront également à essayer « de prendre telle quelle la machine de l'État et de la faire fonctionner pour son propre compte » (Karl Marx, *La guerre civile en France*, 1871).

Le rôle des révolutionnaires ne consiste pas à se tenir à l'écart et dénoncer ces démarches parce qu'elles seraient contraires aux principes marxistes, mais à guider les travailleurs au fil de cette expérience. Cela ne signifie pas qu'il faille se mettre à leur remorque, mais qu'il faut utiliser chaque crise pour les aider à prendre conscience du fait que leurs aspirations exigent une rupture avec le réformisme, et inévitablement une confrontation avec la bourgeoisie.

Il est ridicule de rejeter « par principe » la participation à un type particulier d'élection ou de poste. Tant que les masses placent leurs espoirs dans les élections à des postes exécutifs, nous devons chercher à y participer et à les guider dans cette étape de leur éveil politique. Et si les travailleurs nous élisent et exigent que nous luttions dans ce poste, ***nous devons le faire !*** Non pas comme des réformistes qui s'y complaisent ni non plus pour conforter les travailleurs dans leurs illusions, mais pour démontrer le plus clairement possible que toute voie gradualiste vers la conquête du pouvoir est bloquée par la dictature de la bourgeoisie et son appareil d'État.

Autrement dit – et c'est ce que nous avions répudié –, le but du parti révolutionnaire est de guider la classe ouvrière vers la révolution. Les camarades qui se demandent si l'on peut ou non se présenter ou occuper tel ou tel poste exécutif ***en général*** doivent cesser de poser la question de façon aussi idéaliste (et je parle ici de tous les postes exécutifs, y compris ceux de chef de la police, de juge, etc.). La méthode qui consiste à enfermer le parti dans des dogmes rigides et abstraits, dont le seul effet pratique est de nous couper du mouvement des masses, est typique des organisations minuscules et isolées qui finissent par prendre leurs aises dans cette position. C'est totalement petit-bourgeois.

Tant que nous ne sommes pas assez forts pour nous débarrasser des postes exécutifs, c'est-à-dire tant que nous ne sommes pas assez forts pour établir un gouvernement ouvrier, nous devons travailler au sein de ces institutions réactionnaires et engager le dialogue avec les travailleurs sur ce terrain. Autrement nous ne sommes que des bavards.

Relation dialectique entre principes et luttes politiques

La méthode de l'article de *Spartacist* rejette le matérialisme dialectique. Mais on pourrait dire que l'attaque la plus frontale contre la méthode marxiste n'est pas tant la position de refus de se présenter aux postes exécutifs que la façon dont nous avons donné naissance à un nouveau « principe ». L'article dit ceci :

> « Notre pratique précédente [de candidature aux postes exécutifs] était conforme à celle du Comintern et de la Quatrième Internationale. Ceci ne signifie pas que nous avons manqué de principes dans le passé : le principe n'avait jamais été reconnu comme tel, que ce soit par nos prédécesseurs ou par nous-mêmes. Le programme évolue au fur et à

« Le sectaire a beau jurer par le marxisme dans toutes ses phrases, il est la négation directe du matérialisme dialectique, lequel trouve son point de départ dans l'expérience et y revient toujours. Un sectaire ne comprend pas l'action et la réaction dialectiques entre un programme achevé et une lutte de masse vivante, c'est-à-dire imparfaite et inachevée. »

– « Sectarisme, centrisme et IVe Internationale », octobre 1935


Hulton Archive

> mesure que de nouvelles questions surgissent, et nous étudions scrupuleusement et de façon critique le travail de nos prédécesseurs révolutionnaires. »

En guise de réponse au Groupe internationaliste (GI), qui nous dénonçait pour avoir concocté ce « principe » et qui défendait notre pratique passée, nous disions :

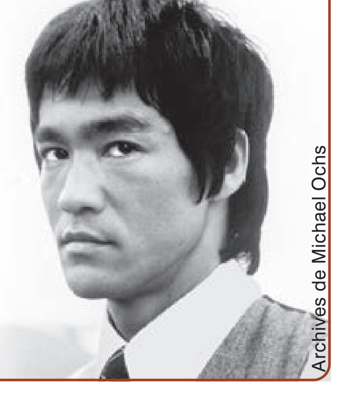
> « Nous suivions alors les pratiques de nos prédécesseurs révolutionnaires, et notre position n'enfreignait pas subjectivement les principes communistes. Mais il serait maintenant contraire à ces principes de continuer à défendre de telles campagnes électorales comme le fait l'IG. »

Nous sommes donc censés croire que la ligne de principe dans le domaine électoral est tracée par… une résolution adoptée lors de la Conférence internationale de la LCI en 2007. À partir du moment où cette motion est adoptée, le principe est « reconnu » et quiconque ne s'y conforme pas trahit le marxisme. Quant à notre pratique passée, ainsi que celle de l'ensemble du mouvement marxiste avant 2007, elle « n'enfreignait pas subjectivement les principes » (peut-être était-elle « objectivement » sans principes ?) parce que la résolution n'avait pas encore été adoptée !

Il est vrai que « le programme évolue ». Mais pas en fonction de résolutions votées par de minuscules organisations qui reconnaissent soudainement les principes lorsqu'ils leur viennent à l'esprit. Les programmes et les principes évoluent ***avec le développement de la lutte des classes***. La naissance du prolétariat a été la condition préalable à la naissance du socialisme scientifique. Les révolutions de 1848 ont montré que le prolétariat avait besoin d'un parti indépendant. La Commune de Paris a permis de comprendre que le prolétariat doit briser l'État existant et créer le sien. La Première Guerre mondiale a ouvert l'ère de l'impérialisme et la nécessité d'une rupture avec le social-chauvinisme. Et ainsi de suite jusqu'à la Révolution russe et sa dégénérescence, jusqu'à la naissance d'États ouvriers déformés et des contre-révolutions capitalistes, etc.

« Si on veut apprendre à nager, il faut se jeter à l'eau. Si on reste sur la terre ferme, aucune préparation mentale ne peut servir. »

– Bruce Lee


Archives de Michael Ochs

Quel était l'événement si déterminant dans la lutte des classes qui nous a amenés à codifier l'idée que se présenter à des fonctions exécutives était devenu incompatible avec la révolution prolétarienne ? La question n'était même pas posée en ces termes. Il en va de même pour la position que nous avions précédemment défendue.

Les principes marxistes sont des leçons condensées des victoires et des défaites du prolétariat révolutionnaire. Ils sont, par définition, des abstractions qui doivent constamment être appliquées aux réalités de la lutte de la classe ouvrière à un moment donné afin de guider les actions de l'avant-garde. Pour leur part, les travailleurs ne peuvent être gagnés au marxisme que s'ils en viennent à considérer ses principes comme vitaux pour la conduite de leurs luttes et la défense de leurs intérêts. Une relation dialectique inséparable lie les principes du marxisme à la lutte des classes. Trotsky écrivait dans « Sectarisme, centrisme et IVe Internationale » (octobre 1935) :

> « Le sectaire a beau jurer par le marxisme dans toutes ses phrases, il est la négation directe du matérialisme dialectique, lequel trouve son point de départ dans l'expérience et y revient toujours. Un sectaire ne comprend pas l'action et la réaction dialectiques entre un programme achevé et une lutte de masse vivante, c'est-à-dire imparfaite et inachevée. »

Cette brillante remarque s'applique exactement à notre ancienne méthode. Partant de principes justes – la nature de l'État capitaliste et la leçon de Marx sur la Commune de Paris –, cette méthode rejette totalement, et qualifie de réformisme, la nécessité de s'engager dans la « lutte de masse imparfaite et inachevée » afin de lutter pour ces principes. Au lieu de cela, seul le programme achevé compte et, sous prétexte de ne pas alimenter les illusions dans l'État capitaliste, nous déclarons que les marxistes doivent se retirer des élections aux postes exécutifs. Le résultat pratique est de céder le terrain aux forces bourgeoises et réformistes, ce qui garantit alors la persistance et même le renforcement des illusions que nous prétendons combattre. Cela revient à liquider le parti révolutionnaire.

Certes nous avons essayé de couvrir cette scolastique d'un langage marxiste. Par exemple, voici comment nous avons posé la question dans les premières lignes de l'article :

> « Ce qui est en jeu avec la question de poser sa candidature à un poste exécutif, c'est l'opposition fondamentale entre le

Eichhorn et l'insurrection spartakiste

Puisque la LCI a répudié son opposition à se présenter à des postes exécutifs gouvernementaux ainsi qu'à occuper ces postes, nous devons également corriger l'article « La police et la Révolution allemande de 1918-1919 » publié dans *Spartacist* édition en français n° 42 (été 2015). Cet article critiquait notre brochure de 1994 *La touchante confiance de Militant Labour dans l'État capitaliste* et condamnait l'action d'Emil Eichhorn, membre de l'aile gauche du Parti social-démocrate indépendant (USPD) : sous la direction d'Eichhorn, les ouvriers insurgés avaient désarmé la police de Berlin en novembre 1918. Prenant la tête de la police, Eichhorn recruta une milice rassemblant des milliers d'ouvriers et de soldats socialistes. En réaction à son limogeage par les autorités prussiennes en janvier 1919, les ouvriers se soulevèrent ; mais l'insurrection spartakiste fut réprimée dans le sang par le gouvernement social-démocrate.

Concernant le rôle d'Eichhorn dans ces événements, notre brochure de 1994 affirmait à juste titre :

> « Eichhorn n'était pas un flic bourgeois, ni d'ailleurs le noyau de ses forces. Dans une situation d'agitation révolutionnaire, Eichhorn et sa milice ont cherché à ***remplacer*** la police bourgeoise existante et se considéraient comme responsables devant les conseils ouvriers et de la gauche, et non devant le gouvernement capitaliste. Cependant, dans une erreur fatale symptomatique de la confusion de l'insurrection de Berlin, Eichhorn n'a pas dispersé les anciennes forces de police mais a fusionné sa milice avec elles. »

Contredisant cette évaluation, l'article de *Spartacist* dépeignait Eichhorn comme un idiot réformiste, dénonçait son « illusion » qu'il pourrait remplacer la police pendant les événements révolutionnaires et fustigeait également les ouvriers qui s'étaient soulevés pour le défendre. L'« illusion fatale » qu'« on pouvait simplement prendre le contrôle des organes existants de l'État bourgeois », déclarions-nous, « influença le cours des événements en janvier 1919. Les travailleurs, dont beaucoup étaient armés, n'étaient pas organisés pour lutter pour le pouvoir. »

Cet article est une expression pure de la méthode ossifiée et formaliste qui sous-tendait notre position précédente sur les postes exécutifs. En dépit de leurs erreurs, Eichhorn et les travailleurs qu'il dirigeait n'avaient pas « simplement pris le contrôle » de l'appareil policier mais avaient utilisé son poste pour créer une nouvelle force basée sur les ouvriers en armes et rendant des comptes

---

> marxisme et le réformisme : le prolétariat peut-il utiliser la démocratie bourgeoise et l'État bourgeois pour mener à bien une transition pacifique vers le socialisme, ou au contraire le prolétariat doit-il démolir la vieille machine étatique et créer à sa place un nouvel État pour imposer son propre pouvoir de classe – la dictature du prolétariat – afin de réprimer et d'exproprier les exploiteurs capitalistes ? »

Quiconque perd de vue l'essentiel pourrait être séduit par un tel étalage d'orthodoxie. Qui pourrait contester cet ABC du marxisme ? Mais cet ensemble de formules orthodoxes ne sert qu'à obscurcir le point fondamental concernant la « question de poser sa candidature à un poste exécutif » : ***avant que*** le prolétariat puisse établir sa propre dictature, il doit ***d'abord avoir rompu*** avec le réformisme ! Au lieu du processus dialectique qui relie ces deux questions, c'est-à-dire au lieu de poser le problème en termes d'une rupture de la classe ouvrière avec le réformisme et en direction du marxisme, l'article présente deux objets immobiles, mis côte à côte et ne devant jamais entrer en conflit l'un avec l'autre.

Pour résumer le plus simplement possible, on ne peut pas séparer le principe selon lequel il faut remplacer le parlementarisme par le pouvoir des soviets de la lutte pour gagner la classe ouvrière à cette conclusion. Quiconque rompt la relation entre principes et lutte politique est condamné à végéter dans l'isolement.

Cela s'applique également à la position prise en 2019 selon laquelle il était contraire aux principes révolutionnaires de se présenter au Parlement européen (voir *Spartacist* édition en français, supplément, hiver 2020-2021). Bien au contraire : tant qu'il y a des illusions dans l'Union européenne, les marxistes doivent mener un travail révolutionnaire au sein de son parlement dans le but de préparer la classe ouvrière à démanteler cette institution réactionnaire.

Comment brise-t-on les illusions démocratiques bourgeoises ?

Que recommande exactement l'article de *Spartacist* aux révolutionnaires ? Au mieux, il affirme que nous pouvons nous présenter à des postes législatifs et avoir des parlementaires en tant qu'oppositionnels. Mais la méthode de l'article saboterait aussi toute campagne sérieuse pour des postes législatifs, car elle ne tient pas compte de la tâche centrale qui est de combattre les illusions dans la démocratie bourgeoise, ni de la nécessité de guider la classe ouvrière en partant de sa propre expérience et en lui offrant une voie à suivre pour ses luttes immédiates. Imaginez la réponse de notre candidat à la question la plus simple qui soit : « Que feriez-vous de différent si vous étiez au gouvernement ? » « Oh, nous n'acceptons pas de postes exécutifs, merci bien. Mais une fois le pouvoir soviétique établi… » Aucun travailleur ne prendrait cette réponse au sérieux.

Les élections à des postes exécutifs sont souvent celles qui attirent le plus l'attention des travailleurs et qui engendrent le plus d'illusions (comme les élections présidentielles en France, au Mexique, aux États-Unis, etc.). Pourtant, l'article propose de ne faire absolument rien d'autre que d'écrire de la propagande, ou au mieux d'apporter un soutien critique à d'autres tout en notant que se présenter à ces élections est contraire aux principes communistes. Mis à part son absurdité, la conception de la politique qui sous-



Willy Römer

Berlin, 5 janvier 1919 : Mobilisation armée contre le limogeage d'Emil Eichhorn en tant que chef de la police.

aux conseils ouvriers – ce que doit chercher à faire toute révolution. Eichhorn proclama clairement que tel était son objectif quand il annonça devant une foule immense, après son limogeage : « J'ai reçu mon poste de la révolution et je ne le remettrai qu'à la révolution ! » (cité par Pierre Broué dans *Révolution en Allemagne, 1917-1923*, Les Éditions de Minuit, 1971).

Notre condamnation scolastique d'Eichhorn minimisait l'importance de la leçon principale de l'échec de la Révolution allemande. La raison pour laquelle les travailleurs « n'étaient pas organisés pour lutter pour le pouvoir » était qu'il leur manquait une direction révolutionnaire éprouvée. Le Parti communiste n'avait été fondé que fin décembre 1918, après la scission de ses principaux dirigeants avec l'USPD. Cette rupture extrêmement tardive avec les sociaux-démocrates joua un rôle clé dans le déroulement tragique des événements de 1918-1919, qui aboutirent à l'assassinat de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg par les sbires de Gustav Noske. Cette vérité fondamentale, quelles que soient les fautes d'Eichhorn, ne diminue en rien son rôle en tant que héros de notre classe. ■

tend cette démarche est profondément antimarxiste.

Les illusions dans la démocratie bourgeoise, ou dans toute autre idéologie bourgeoise d'ailleurs, ne peuvent pas être brisées avec seulement de la propagande et de la théorie. Bien que celles-ci soient essentielles pour consolider notre parti, aucune organisation révolutionnaire dans l'histoire des sociétés de classes n'a jamais acquis une audience sérieuse grâce à elles seules. Les masses sont gagnées par l'action, et elles abandonnent leurs illusions à travers de grands événements et leur propre expérience dans ceux-ci. Pour que la classe ouvrière perde confiance dans la démocratie bourgeoise, il faut une crise de grande ampleur qui mette en évidence le conflit entre ses besoins les plus brûlants et les plus immédiats et l'ordre politique et économique existant. Les divers mécanismes de la société bourgeoise qui, entre deux crises, peuvent atténuer ce conflit de classe sont soudain soumis à une énorme pression par la situation objective, ce qui provoque l'irruption des masses dans l'arène et l'évolution rapide de leur conscience politique.

Même dans de telles circonstances, l'expérience montre que la conscience politique n'évolue pas en harmonie avec la situation objective. Cela vaut la peine de citer longuement ce que Trotsky a écrit dans la préface de son *Histoire de la Révolution russe* (1930) :

> « Les rapides changements d'opinion et d'humeur des masses, en temps de révolution, proviennent, par conséquent, non de la souplesse et de la mobilité du psychique humain, mais bien de son profond conservatisme. Les idées et les rapports sociaux restant chroniquement en retard sur les nouvelles circonstances objectives, jusqu'au moment où celles-ci s'abattent en cataclysme, il en résulte, en temps de révolution, des soubresauts d'idées et de passions que des cerveaux de policiers se représentent tout simplement comme l'œuvre de "démagogues".
>
> « Les masses se mettent en révolution non point avec un plan tout fait de transformation sociale, mais dans l'âpre sentiment de ne pouvoir tolérer plus longtemps l'ancien régime. C'est seulement le milieu dirigeant de leur classe qui possède un programme politique, lequel a pourtant besoin d'être vérifié par les événements et approuvé par les masses. Le processus politique essentiel d'une révolution est précisément en ceci que la classe prend conscience des problèmes posés par la crise sociale, et que les masses s'orientent activement d'après la méthode des approximations successives. Les diverses étapes du processus révolutionnaire, consolidées par la substitution à tels partis d'autres toujours plus extrémistes, traduisent la poussée constamment renforcée des masses vers la gauche, aussi longtemps que cet élan ne se brise pas contre des obstacles objectifs. »

Les masses entrent sur la scène politique non pas avec un plan tout préparé mais avec la certitude que le régime actuel ne peut plus durer. Elles comprennent de mieux en mieux la crise au travers de chocs brutaux. Les partis et les dirigeants sont mis à l'épreuve ; le mouvement des masses vers la gauche se fait par approximations successives.

C'est presque une loi de l'histoire que dans toute crise grave, la masse des travailleurs poussent le système existant à son extrême limite en essayant d'utiliser l'ancien appareil d'État à leurs propres fins. Qu'il s'agisse du Gouvernement provisoire en Russie en février 1917, de la coalition SPD-USPD en Allemagne en 1918, des fronts populaires en France, en Espagne, au Chili et ailleurs, ou du gouvernement travailliste d'Attlee, tous ont été portés au pouvoir par la classe ouvrière qui croyait ouvrir la voie au socialisme en

s'emparant de l'État capitaliste. Il s'agit là d'une étape pratiquement inévitable dans l'éveil politique des masses.

Le défi pour le parti révolutionnaire ***n'est pas*** de qualifier ces diverses tentatives d'impasses réformistes et de dire ensuite « nous vous l'avions bien dit » lorsque le prolétariat se fait écraser. N'importe quel dilettante peut faire ça depuis son bureau. Ce qu'il faut, et c'est là le véritable défi, c'est aider la classe ouvrière à faire cette expérience de manière à renforcer sa position et à avancer vers la rupture avec le réformisme.

Pour cela il faut savoir utiliser toutes les armes disponibles pour exacerber la contradiction fondamentale entre ce qu'il faut faire pour résoudre la crise – la lutte de la classe ouvrière indépendamment de la bourgeoisie et dans le but de l'exproprier – et ce qui bloque la progression de cette lutte : le niveau de conscience et la direction existante du mouvement ouvrier. Ce problème ne peut être résolu que par la lutte, par l'expérience pratique. Ce qu'il faut, c'est une direction qui voit sa perspective validée par l'épreuve des événements, gagnant ainsi en autorité parmi les travailleurs, et poussant les préjugés des masses au point où ils se brisent face aux besoins objectifs de la situation. Voilà l'élément clé qui distingue l'expérience russe de toutes les autres.

La méthode consistant à affubler le parti de soi-disant principes qui rejettent par avance l'utilisation de tel ou tel moyen dans la lutte contre la bourgeoisie est une méthode qui ne comprend rien à la dynamique de la lutte des classes et à la lutte pour une direction communiste. Se présenter à des postes exécutifs et occuper ces postes est l'une des armes que le parti révolutionnaire doit apprendre à utiliser.

Cette approche n'est pas seulement capitale dans les périodes de crise révolutionnaire. L'éclatement d'une crise aiguë met sur le devant de la scène les dirigeants et les partis forgés par toute l'époque précédente. En période de réaction et de stagnation, le parti révolutionnaire doit savoir utiliser au mieux chaque expérience, aussi modeste soit-elle, pour former ses cadres, s'engager dans le travail commun et la bataille politique avec les organisations concurrentes, s'intégrer à la lutte des classes et s'enraciner dans les couches avancées du mouvement ouvrier. Un parti qui s'enchaîne à une propagande abstraite et à des dogmes pseudo-radicaux, un parti isolé de la lutte des classes, sera balayé au premier choc. C'était notre méthode ; elle a été testée en mars 2020 avec la pandémie, et nous connaissons tous le résultat : nous nous sommes effondrés.

Oui, les communistes peuvent occuper des postes exécutifs

Le camarade Jim Robertson, qui a proposé pour la première fois en 2004 que nous rejetions les candidatures à des postes exécutifs, a posé la question en disant que dans de telles élections « vous pouvez parler aux gens, mais le fait même de parler aux gens en disant "Je veux être président de l'impérialisme américain mais l'améliorer" pose déjà des problèmes ». Un pilier de la méthode antimarxiste qui sous-tendait notre approche consistait en l'idée suivante : « pour assumer des fonctions exécutives ou encore gagner le contrôle d'un parlement bourgeois ou d'un conseil municipal, que ce soit indépendamment ou dans le cadre d'une coalition, il faut prendre la responsabilité d'administrer la machine de l'État capitaliste » ; voilà la formulation dans l'article de *Spartacist*. En d'autres termes, si l'État est capitaliste, tout élu à un poste de responsabilité devient un politicien capitaliste. C'est de la logique purement formaliste. Soudain, la lutte des classes et ***l'action*** de l'avant-garde révolutionnaire disparaissent, remplacées par une équation mathématique simpliste.

Penser que la seule façon possible de faire campagne pour un poste exécutif est de dire « Je veux améliorer l'impérialisme », et que la seule manière d'assumer un tel poste est de gérer la machine de l'État capitaliste et d'en prendre la responsabilité, c'est rejeter la lutte des classes comme facteur décisif et liquider le parti révolutionnaire. Il est parfaitement possible de faire ce que des générations de révolutionnaires ont



fait avant nous et de mener une campagne en disant aux travailleurs : « Je suis candidat à la présidence (ou à la mairie, ou à tout autre poste exécutif). Ce que notre parti veut, c'est nationaliser toutes les grandes industries et les banques, dissoudre l'armée et la police et armer les travailleurs, mettre fin à l'impérialisme et faire en sorte que les travailleurs et non les capitalistes dirigent le pays et jouissent des fruits de leur travail. Cependant, nous savons que la classe capitaliste ne nous laissera jamais faire cela et qu'elle opposera une forte résistance. C'est pourquoi notre mouvement ne peut réussir que si les travailleurs sont mobilisés et prêts à lutter pour leur propre pouvoir contre la classe capitaliste. »

Il n'y a rien de réformiste là-dedans. Cela ne veut pas dire que si nous gagnons nous administrerons le capitalisme, cela veut dire exactement le contraire. Faire campagne de cette manière est la seule façon d'aller à la rencontre des travailleurs là où ils sont et de confronter sans détour leurs illusions. Considérons l'alternative : « Nous nous présentons à cette élection mais nous n'accepterons pas le poste », ce qui revient à dire : « Votez pour moi, mais si je suis élu je ne me battrai pas. » Imaginez que nous gagnions une élection et que notre premier acte soit… de démissionner ! ? Cela porterait un préjudice et un discrédit irrémédiables à notre parti et livrerait les travailleurs aux réformistes.

On trouve un excellent exemple de la manière d'expliquer pédagogiquement aux travailleurs ce que nous voulons, comment nous cherchons à l'obtenir et pourquoi ils doivent établir leur propre État dans *Le socialisme en procès* (Pathfinder Press, 2015 pour l'édition française), qui contient la déposition de James P. Cannon lors du procès en 1941 de 28 trotskystes et dirigeants du syndicat des camionneurs de Minneapolis. Cannon expliquait ceci :

> « Quand nous disons qu'il est illusoire de nous attendre à pouvoir effectuer la transformation sociale par la voie parlementaire, ceci ne signifie pas que nous ne voulons pas le faire ou que nous n'accepterions pas volontiers une telle méthode. À partir de notre connaissance de l'histoire et à partir de notre connaissance de l'avidité et de la rapacité de la classe dirigeante américaine, nous ne croyons pas qu'elle permettra ce genre de solution. »

Cannon parlait-il ici (ou ailleurs dans sa déposition) d'assumer la responsabilité de la gestion du capitalisme ? Bien sûr que non. Il expliquait quel type de transformation est nécessaire pour libérer la classe ouvrière, et que même si nous accepterions volontiers que cela passe par la démocratie bourgeoise, l'histoire a montré que la bourgeoisie ne quittera pas la scène sans se battre. Dans le scénario hypothétique où un parti révolutionnaire serait élu à la présidence, les révolutionnaires feraient ce que Lincoln avait fait aux esclavagistes, comme l'expliquait Cannon : « Lincoln a pris ce qu'il pouvait [de l'armée américaine], en a recruté d'autres et leur a livré bataille. Et j'ai toujours pensé que c'était une très bonne idée. » Seul un formaliste incurable peut penser que cette explication simple et populaire est réformiste.

Lutte de classe et tactiques électorales



L'Humanité ; CEDIAS / Musée social ; collection particulière

Il y a cent ans avait lieu la grève des sardinières de Douarnenez (ici, manifestation sur le port le 25 novembre 1924). Le maire communiste Daniel Le Flanchec fut suspendu le 4 décembre pour son soutien actif aux grévistes et fut blessé par des briseurs de grève le 1er janvier 1925. La sardinière gréviste Joséphine Pencalet fut élue en mai aux municipales sur la liste communiste de Le Flanchec, alors même que les femmes n'avaient pas le droit de vote.

Les révolutionnaires et les municipalités

Les chances qu'un parti révolutionnaire s'empare de la présidence semblent si faibles qu'il est facile d'évacuer la question. Il n'en va pas de même pour les municipalités, où des communistes (pas seulement des staliniens et des réformistes, mais de véritables révolutionnaires) ont été élus par le passé. Il n'est pas inconcevable qu'un parti relativement petit ayant des racines modestes dans le mouvement ouvrier obtienne la majorité dans une localité. Que faire alors ? Là encore, il faut commencer par lutter contre les illusions dominantes. L'illusion traditionnelle dans ce domaine est le socialisme municipal, c'est-à-dire l'idée que le socialisme peut être introduit progressivement en prenant le contrôle des municipalités et en utilisant ces positions pour créer des bulles « socialistes » par la promulgation de petites mesures sociales.

Spartacist citait l'article 13 des thèses sur « le Parti Communiste et le parlementarisme » adoptées par le IIe Congrès du Comintern en 1920, qui disait ceci :

> « 13. Les communistes, s'ils obtiennent la majorité dans les municipalités, doivent : a) former une opposition révolutionnaire à l'égard du pouvoir central de la bourgeoisie ; b) s'efforcer par tous les moyens de rendre service à la partie la plus pauvre de la population (mesures économiques, création ou tentative de création d'une milice ouvrière armée, etc…) ; c) révéler en toute occasion les obstacles suscités par l'État bourgeois contre toute réforme radicale ; d) développer sur cette base une propagande révolutionnaire énergique, sans

> craindre le conflit avec le pouvoir bourgeois ; e) remplacer, dans certaines circonstances, les municipalités par des Soviets de députés ouvriers. Toute l'action des communistes dans les municipalités doit donc s'intégrer dans l'œuvre générale de désagrégation du système capitaliste. »
>
> – *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste, 1919-1923*

Je trouve que c'est excellent. Contrairement aux affirmations fallacieuses de notre article, ce n'était pas là du socialisme municipal mais bien son opposé. L'article 13 avait pour but de guider l'action des communistes pour mieux démontrer la faillite du socialisme municipal et d'utiliser ces postes pour montrer que les travailleurs devaient prendre le pouvoir au niveau national.

L'objectif des Thèses, que notre article qualifiait de « salmigondis contradictoire autorisant en germe le ministérialisme » (!), était précisément de s'opposer à la fois à la IIe Internationale opportuniste, dont les parlementaires s'adaptaient à la société bourgeoise et agissaient comme de vulgaires laquais des capitalistes, et aux antiparlementaires gauchistes qui, en réaction aux trahisons de la IIe Internationale, rejetaient toute forme d'activité parlementaire. Le préambule de Trotsky à ces Thèses le proclame : « Le vieux parlementarisme d'adaptation est remplacé par un parlementarisme nouveau, qui est l'un des moyens de détruire le parlementarisme en général. » La question n'est pas de choisir entre parlementarisme opportuniste et rejet de toute activité parlementaire, mais de participer à la lutte parlementaire de façon révolutionnaire.

L'article 13 ne sort pas de nulle part. Il ne fait pas non plus partie des « amendements antimarxistes » qui édulcorent les thèses originales, comme le prétend notre article. Il est tiré de l'expérience des bolchéviks eux-mêmes, qui avaient fait campagne dans les municipalités entre février et octobre 1917. L'article de Lénine « Ils ont oublié l'essentiel » (mai 1917) est l'un des nombreux articles écrits à l'époque à propos de la plate-forme municipale des bolchéviks. Voici ce qu'écrivait Lénine :

> « D'abord, en tête de cette plate-forme, de l'énumération des réformes, il faut inscrire trois points principaux déterminants, qui en conditionnent l'exécution :
>
> 1. Aucun soutien de la guerre impérialiste (ni sous la forme du soutien de l'emprunt, ni sous aucune autre).
> 2. Aucun soutien au gouvernement des capitalistes.
> 3. Ne pas laisser rétablir la police, la remplacer par une milice populaire.
>
> « Si l'on ne concentre pas l'attention sur ces questions capitales, si l'on n'explique pas qu'elles conditionnent toutes les réformes municipales, on réduit inévitablement (dans le meilleur des cas) le programme municipal à un simple vœu. »

L'intention de Lénine était de démasquer les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, qui proposaient toutes sortes de réformes mais dont la position traîtresse sur ces trois points constituait un obstacle fondamental à leur réalisation. Il insistait en particulier sur le troisième point, soulignant qu'il fallait dissoudre la police et créer une milice populaire. Autrement dit, il chargeait les communistes qui obtiendraient la majorité dans les municipalités d'utiliser leurs postes pour pousser vers la rupture avec les réformistes et transformer ces positions en bastions ouvriers afin de faciliter la prise du pouvoir d'État par les soviets.

Contrairement à cela, nous considérions que toute activité parlementaire dans le domaine des postes exécutifs ne



Tracts bolchéviques, 1917 : liste pour les élections à l'Assemblée constituante (à gauche) ; tract de campagne pour les élections municipales à Moscou, exigeant « Paix, pain, liberté » (à droite).

pouvait être que réformiste. Cela n'est vrai que si l'on pense qu'une fois élus, nous, communistes, entrerions dans le bureau du maire et dirigerions l'appareil d'État local, avec sa bureaucratie encroûtée, ses policiers véreux, ses règlements minables et son budget de pénurie, et que nous essaierions de faire au mieux pour les pauvres dans ce cadre. Oui, dans ce cas, le maire soi-disant communiste deviendrait un maire bourgeois : un administrateur de la pénurie et un larbin du gouvernement central.

Mais la question devient totalement différente, et de nouvelles possibilités s'ouvrent, si l'on refuse de se confiner à l'intérieur des limites de la propriété privée. Au lieu de considérer les postes exécutifs du point de vue de l'administration de l'appareil d'État local, les communistes s'appuieraient sur l'organisation et la mobilisation du mouvement ouvrier, allié à la petite bourgeoisie pauvre et aux chômeurs. Il devient alors évident que nous nous présenterions à ces postes sur la base d'un programme révolutionnaire clair, qui dirait à la classe ouvrière ce que nous avons l'intention de faire et ce qui ne peut pas être fait tant qu'on n'a pas le pouvoir d'État. Il devient évident aussi que nous n'administrerions pas le capitalisme local mais que nous chercherions à construire des organes de double pouvoir et à mobiliser la classe ouvrière contre la bourgeoisie, et que nous ne dirigerions pas la police locale mais que nous travaillerions au démantèlement de cette institution.

Beaucoup de camarades restent bloqués sur le scénario de l'élection à la tête d'une municipalité dans une situation qui n'est pas révolutionnaire. Ils se demandent comment nous pourrions traiter telle ou telle question sans tomber dans le réformisme. Ce n'est pas une façon dialectique d'aborder la question car elle est entièrement spéculative. Je

crois que cela reflète le fait que nous avons une expérience quasi nulle dans le mouvement de masse.

Poser le problème de cette manière signifie nécessairement tirer un trait sur mille autres facteurs impossibles à prédire – le contexte social, économique et politique local, national et international, l'intensité de la lutte des classes, nos propres racines et notre autorité dans le mouvement ouvrier, la situation de la bourgeoisie. Tous ces éléments et d'autres encore sont essentiels pour évaluer le rapport de forces, ce qui est possible ou non et, c'est là l'essentiel, comment un parti révolutionnaire parviendrait à être élu.

Ma réponse au scénario hypothétique ci-dessus est la suivante : nous nous battrons pour notre programme comme nous le ferions ailleurs, avec les méthodes de la lutte des classes. Nous ferons de notre mieux, dans les conditions qui nous seront imposées, pour guider et renforcer le prolétariat tout en sapant ses illusions réformistes.

Se préparer à la bataille

La LCI n'a pas hérité d'un problème non résolu par notre mouvement, comme le prétend l'article de *Spartacist*. Le fait que le Comintern, Lénine, Trotsky, Cannon et bien d'autres n'aient pas fait de distinction fondamentale entre les fonctions exécutives et législatives n'est pas une grande découverte de notre part. Nos prédécesseurs ne considéraient tout simplement pas la question sous un angle aussi formaliste. Ruminer sur la séparation des pouvoirs, choisir le terrain sur lequel mener la bataille ou l'outil à utiliser, c'est un luxe qu'ils ne pouvaient pas se permettre et une méthode qu'ils rejetaient sans réserve.

Les bolchéviks avaient déclaré la guerre à la société bourgeoise dans son ensemble et ils avaient compris que la bataille devait être menée dans toutes les sphères de la vie sociale. Les communistes élus au parlement ou à la tête des municipalités, dans les syndicats, les coopératives, les milices ouvrières ou tout autre poste de responsabilité devaient lutter pour le communisme et agir en conséquence sous la discipline du parti, un point c'est tout.

Les bolchéviks comprenaient que les actions du parti révolutionnaire devaient se baser non pas sur des abstractions mais sur les exigences de la lutte des classes. Ils comprenaient que le parti devait se lier au mouvement de la classe ouvrière et rester flexible dans toutes les situations, capable de s'adapter à ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif final. Ils ont cherché à enseigner aux aspirants révolutionnaires que le rôle du parti était de guider le prolétariat à chaque étape de sa prise de conscience politique, en utilisant son expérience pour lui enseigner que le réformisme avait fait faillite et qu'il fallait la dictature du prolétariat. C'est ce que notre parti doit apprendre à faire pour les batailles à venir, et c'est pourquoi nous devons être impitoyables vis-à-vis de notre passé. ■

La LCI répudie l'expulsion de sa section polonaise

En avril 2019, le Comité exécutif international (CEI) de la LCI a exclu deux membres du Spartakusowska Grupa Polski (SGP) pour « violations du centralisme démocratique », liquidant ainsi la section polonaise. On trouvera ci-dessous une motion adoptée en mars dernier par le CEI élu lors de la VIII[e] Conférence internationale de la LCI, faisant droit à l'appel de la section polonaise pour faire annuler son exclusion bureaucratique.

* * *

Motion : De faire droit à l'appel du SGP et d'annuler son exclusion. Le CEI est d'accord avec la caractérisation suivante, faite par Wartecki et Jedniak, de leur exclusion en mars 2019 :

> « Nous ne sommes pas d'accord avec la décision du SI [Secrétariat international] et nous pensons que, sous prétexte d'un incident anodin, le SI a mis fin à une discussion interne qui ne lui convenait pas. » (Motion du SGP du 24 mars 2019 citée dans la lettre de Jedniak et Wartecki du 17 septembre 2023)

L'« incident anodin » en question était l'envoi d'un SMS à un non-membre au sujet de frustrations à l'égard du parti, ce qui ne constituait pas une collaboration politique, contrairement à ce que soutenait le SI à l'époque. Il est vrai que le camarade Wartecki n'aurait pas dû faire cela, ainsi qu'il l'a reconnu à l'époque, mais cet acte ne justifiait pas l'exclusion.

L'exclusion de Wartecki et de Jedniak signifiait la liquidation de la section polonaise de la LCI. Nous sommes d'accord, en outre, avec l'argument des camarades polonais soutenant que la décision constituait une violation des statuts de la LCI qui stipulent que « les sections ne peuvent être acceptées ou exclues de la LCI que par la conférence internationale ou par décision du CEI soumise à la ratification de la conférence internationale suivante » (article IV).

Cette décision était la conséquence bureaucratique d'un programme révisionniste vis-à-vis de la Pologne, qui rendait la LCI fondamentalement incapable de s'adresser à l'oppression nationale de la Pologne et à la bureaucratie stalinienne, et donc incapable de traiter les diverses questions politiques soulevées à plusieurs reprises par les camarades. Partant de ce cadre révisionniste, nous les avons ensuite calomniés en les qualifiant d'arriérés sur la question femmes et la question juive, de stalinophobes et de capitulards devant le nationalisme polonais.

Nous notons que les camarades de l'ex-SGP ne souhaitent pas, pour le moment, être membres de la LCI. Nous cherchons à ouvrir des discussions avec les camarades polonais sur ce qui constitue une perspective révolutionnaire pour la Pologne d'aujourd'hui et sur les tâches des marxistes dans ce contexte. Nous devons faire publiquement état dans le prochain numéro de *Spartacist* de cette décision sur leur recours en appel y compris, et c'est important, du caractère calomnieux de nos soi-disant critiques de leur politique.

Les marxistes et la Palestine : Cent ans d’échec



Universal Images Group

1948 : Alors que les Palestiniens se font expulser de leur patrie pendant la Nakba, une affiche communiste israélienne salue le soutien de Staline à l’État sioniste – une trahison monumentale.

L’article suivant est basé sur une présentation de Lital Singer lors d’une réunion du Comité exécutif international de la LCI en mars 2024.

Gaza est en cendres. Les bombardements et offensives terrestres des Israéliens ont causé le massacre d’innombrables Palestiniens et transformé cette prison à ciel ouvert en véritable enfer. En Cisjordanie, les soldats israéliens et des bandes de nervis sionistes chassent les Palestiniens de chez eux et détruisent leurs maisons à coups de bulldozer pour construire de nouvelles colonies juives. Les manifestations de masse qui se sont multipliées partout dans le monde après l’offensive déclenchée par le Hamas le 7 octobre 2023 n’ont pas arrêté ce génocide, et le mouvement s’essouffle. De leur côté, les États arabes se sont principalement contentés de gestes de solidarité symboliques avec les Palestiniens assiégés. Les négociations pour un cessez-le-feu menées avec le soutien des États-Unis, les résolutions de l’ONU et les enquêtes de la Cour pénale internationale ne sont qu’un faux-semblant diplomatique alors que les Américains et les autres puissances impérialistes continuent à armer et soutenir l’État sioniste. Pendant ce temps, Israël se rapproche de l’objectif des sionistes : occuper toute la Palestine, du Jourdain jusqu’à la mer.

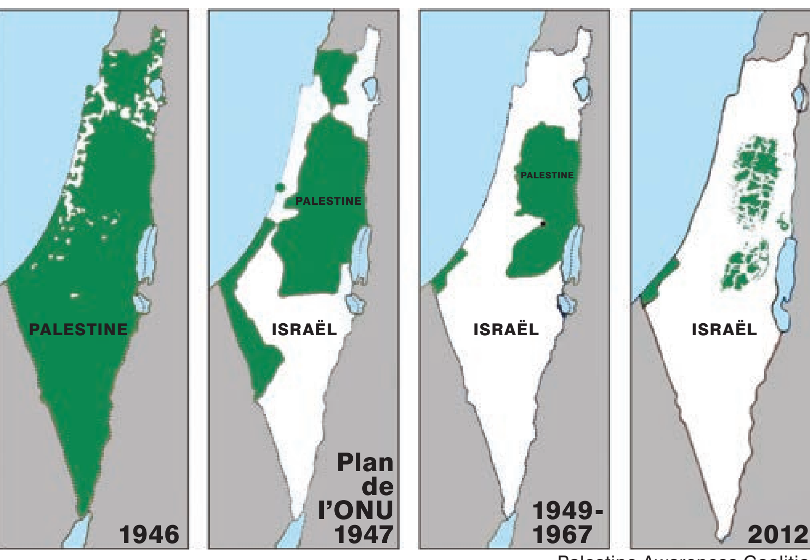
Alors même que s’abat cette catastrophe, la plupart des militants de gauche, faisant écho aux nationalistes palestiniens, affirment stupidement que la lutte progresse favorablement et qu’elle est sur la voie de la victoire. On entend souvent scander « la Palestine est presque libre ». Il est vrai que la cause palestinienne est très populaire, qu’Israël a perdu plusieurs centaines de soldats et que sa

LEÇONS ET PERSPECTIVES

réputation internationale en a pris un coup. Mais ce à quoi font face les Palestiniens, c'est l'anéantissement, pas la libération. Pour faire avancer la lutte palestinienne, il faut commencer par dire la vérité sur la situation actuelle. La plupart des groupes marxistes au niveau international sont loin de le faire : ils acclament le mouvement alors qu'il court à la défaite. Au lieu de lutter pour changer de trajectoire, ils se mettent à la remorque de la direction du mouvement, qu'elle soit libérale ou nationaliste. En conséquence, alors même que les marxistes autoproclamés sont omniprésents dans cette lutte, ils n'ont eu pratiquement aucune incidence sur son résultat.

Ce n'est pas un problème nouveau, loin de là : ce n'est qu'un exemple de plus de l'incapacité du mouvement marxiste, depuis cent ans, à élaborer une stratégie révolutionnaire pour la lutte de libération palestinienne. Depuis les zigzags du Parti communiste de Palestine (PCP) des premières années jusqu'à l'adulation envers l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) de Yasser Arafat dans les années 1970, en passant par le soutien de Staline à la Nakba en 1948, le mouvement marxiste traîne le poids d'une histoire désastreuse sur la question palestinienne. Il n'a jamais réussi à se constituer en pôle sérieux d'opposition au sionisme, au nationalisme et à l'impérialisme. Aujourd'hui plus que jamais, il est urgent de tirer les leçons de ces échecs et de tracer une perspective pour vaincre l'État sioniste et ouvrir la voie à la libération et à l'émancipation sociale des Palestiniens.

C'est là le but du présent document. Sur la base d'une analyse matérialiste de la question palestinienne, nous allons expliquer la cause des échecs passés en montrant une véritable voie vers la victoire.



Palestine Awareness Coalition

La disparition de la Palestine.

La nature de la question palestinienne

Pour comprendre la question palestinienne, il faut étudier son origine et son évolution. Pendant la Première Guerre mondiale, les Britanniques s'étaient emparés de la Palestine en l'arrachant à l'Empire ottoman en décomposition. À cette époque la population juive n'était qu'une petite minorité, pour la plupart installée depuis longtemps dans la région. Mais avec la Déclaration Balfour de 1917 les Britanniques accordèrent leur soutien au projet colonial sioniste consistant à découper un « foyer national » juif dans la chair de ce pays arabe. Cette déclaration était une manœuvre cynique visant à attiser un conflit national dans la région afin de renforcer la domination britannique. Des colons juifs européens émigrèrent en Palestine, achetèrent des terres aux grands propriétaires fonciers arabes et en chassèrent de nombreux paysans. Comme le sionisme avait besoin pour survivre du soutien direct de l'impérialisme – d'abord britannique puis américain –, la colonie de peuplement juive se construisit comme une forteresse de la réaction impérialiste dirigée contre le reste du Moyen-Orient.

Le sionisme était depuis le début une réponse nationaliste réactionnaire à l'oppression des Juifs, reposant sur la spoliation et l'expulsion du peuple palestinien de son pays. Les sionistes arrivèrent en Palestine avec comme mots d'ordre « la conquête du travail » et « la conquête de la terre », sachant pertinemment que pour conquérir le travail et la terre il fallait chasser la population arabe. Les sionistes de droite, qu'on appelait les « révisionnistes », n'ont jamais cessé de poursuivre cet objectif. Le sionisme libéral, qu'on qualifiait autrefois de « socialiste » ou « travailliste », a toujours été hypocrite : il cherche à concilier les nobles principes du « socialisme » et de la démocratie libérale avec la logique génocidaire du projet sioniste.

Naturellement, l'expansion sioniste de la première moitié du XXe siècle provoqua une réaction croissante de la part de la population arabe ; des révoltes de plus en plus violentes éclataient. C'est dans ces luttes que les Palestiniens développèrent une conscience nationale distincte de celle des populations arabes du reste de la région. Initialement,



Nicolas St-Pierre/Journal de Montréal

Montréal, 4 novembre 2023. Le mouvement dirigé par les pacifistes libéraux est dans l'impasse. Pour la libération palestinienne il faut une direction révolutionnaire.


Hulton Archive
Prisonniers arabes à Jérusalem sous occupation britannique en 1938.

les dirigeants de la lutte palestinienne provenaient des élites arabes traditionnelles, dont les intérêts étaient directement menacés par les sionistes. Mais ces élites étaient elles aussi liées aux Britanniques, qui garantissaient leur position privilégiée par rapport aux masses arabes. Depuis les élites traditionnelles des premières années jusqu'aux nationalistes contemporains, la direction du mouvement palestinien a toujours représenté les intérêts d'une couche supérieure qui est bien obligée d'affronter le projet sioniste mais qui, compte tenu de sa position de classe, est incapable de vaincre l'impérialisme et le sionisme.

L'exploitation brutale des Palestiniens et leur résistance héroïque les placent à l'avant-garde de la lutte contre l'impérialisme au Moyen-Orient. Mais les masses arabes, turques et iraniennes sont divisées, séparées entre des États rivaux gouvernés par des cliques de monarques, de religieux et de dictateurs qui font passer leurs intérêts réactionnaires avant la lutte contre l'impérialisme et le sionisme. Le problème historique du mouvement de libération palestinien, c'est qu'il cherche le soutien de ces couches privilégiées au lieu d'unifier toute la population laborieuse du Moyen-Orient dans une lutte contre ses propres dirigeants et leurs maîtres impérialistes. Ce problème est inhérent au nationalisme : il ne voit les conflits qu'à travers le prisme des antagonismes nationaux. Ainsi, les nationalistes palestiniens ne peuvent concevoir la lutte que contre la nation israélienne tout entière – une bataille qu'ils ne peuvent gagner –, s'appuyer sur les régimes arabes – sur lesquels ils ne peuvent compter – et manœuvrer entre les différentes grandes puissances qui bénéficient directement de l'oppression des Palestiniens.

Le nœud de la question palestinienne, c'est que deux nations revendiquent le même territoire et qu'aucune des deux n'a d'autre endroit où aller. On ne peut remédier aux injustices historiques infligées aux Palestiniens en créant un État palestinien croupion, établi sur un lambeau du territoire historique de la Palestine et sous la menace permanente d'un État sioniste beaucoup plus puissant. On n'y arrivera pas non plus en confrontant la nation israélienne tout entière, qui ne manquera pas de se battre jusqu'à la mort pour son existence nationale. Il faut au contraire briser l'État sioniste de l'intérieur en coupant le lien qui enchaîne les masses laborieuses au projet sioniste. Pour y parvenir, il faut faire appel aux intérêts de classe des travailleurs d'Israël, qui sont eux-mêmes exploités par la bourgeoisie sioniste et dont les conditions de vie sont dégradées par l'oppression des Palestiniens et par le rôle de pions de l'impérialisme qu'on leur fait jouer dans la région. L'émancipation de la classe ouvrière israélienne passe par la libération nationale de la Palestine. Comme l'écrivait Engels, une nation qui en opprime une autre ne peut être libre.

Au cœur de la question palestinienne se trouve un problème national, mais ce problème ne peut être résolu dans un cadre strictement national. Le moindre pas vers la libération de la Palestine se heurte à tout l'ordre capitaliste au Moyen-Orient. De ce fait, il est évident que la lutte de libération palestinienne a besoin d'une direction révolutionnaire qui puisse fusionner la cause nationale et l'émancipation sociale de la classe ouvrière dans toute la région. Autrement dit, le programme trotskyste de la révolution permanente. C'est sur la base de cette approche que nous allons chercher à faire le bilan du mouvement marxiste sur la question palestinienne.

La question juive : Communisme contre sionisme

Le mouvement marxiste a des bases solides sur la question nationale et sur la question juive. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, le trotskyste belge Abraham Léon avait développé une analyse marxiste de l'oppression des Juifs (*Conception matérialiste de la question juive*, Pionniers, 1946). Il y expliquait comment, sous le féodalisme, les Juifs avaient assuré une fonction économique spécifique comme prêteurs d'argent, qui devint superflue sous le capitalisme. En Europe de l'Ouest, les révolutions bourgeoises ouvrirent les portes des ghettos, et l'assimilation des Juifs sembla être un fait accompli.

Mais en Europe de l'Est, quand l'effondrement de la société féodale priva les Juifs de la base matérielle de leur existence, il n'y avait pas d'industrialisation à grande échelle qui aurait permis à ces millions d'intermédiaires devenus inutiles de s'intégrer dans le prolétariat. En particulier dans la « Zone de résidence », la région occidentale de l'Empire russe, les Juifs vivaient dans la misère des shtetels (villages juifs) et étaient victimes de fréquents pogroms. Une petite partie de la population juive devint capitaliste ou prolétarienne ; une part plus importante émigra, rompant ainsi la tendance à l'assimilation dans les pays occidentaux. La plus grande partie des Juifs restèrent réduits à la condition misérable de petits marchands « étouffés entre deux systèmes : le féodalisme et le capitalisme, dont chacun accentue la putréfaction de l'autre », comme l'écrivait Abraham Léon.

La Révolution bolchévique de 1917 libéra les Juifs de l'Empire russe, conduisant beaucoup d'entre eux à se ranger derrière l'étendard du communisme et à s'éloigner du sionisme. Ils voyaient leur avenir dans la destruction du vieil ordre économique, qui ne leur accordait aucune place, et dans la construction d'une nouvelle société socialiste. Le communisme et le sionisme étaient naturellement opposés, et l'Internationale communiste (IC) des premières années

« Au nom du prolétariat juif et des masses ouvrières, nous protestons donc très vigoureusement contre le fait que, sous prétexte de libération nationale, une minorité juive privilégiée est artificiellement implantée dans la population de Palestine. Cette politique constitue une violation directe du droit des masses laborieuses arabes en lutte pour l'indépendance et pour la souveraineté sur leur terre et tout le produit de leur travail.

« Le slogan du prolétariat juif et de tous les amis des masses travailleuses et de tous les combattants pour la libération nationale doit être "Ne touchez pas à la Palestine !" »

– Extrait de la Déclaration sur la Palestine du Bureau central des Sections juives du Parti communiste de Russie, Bakou 1920



Harvard College Library

Le Congrès des peuples de l'Orient du Comintern à Bakou en 1920.

lutta contre l'influence du sionisme. Comme l'expliquaient les « Thèses et additions sur les questions nationale et coloniale » du IIe Congrès de l'IC en 1920 :

> « Comme exemple frappant des duperies pratiquées à l'égard de la classe des travailleurs dans les pays assujettis par les efforts combinés de l'impérialisme des Alliés et de la bourgeoisie de telle ou telle nation, nous pouvons citer l'affaire des sionistes en Palestine, où, sous prétexte de créer un État juif, en ce pays où les juifs sont en nombre insignifiant, le sionisme a livré la population indignée des travailleurs arabes à l'exploitation de l'Angleterre. »
>
> – *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste*, Librairie du travail, 1934

Suite à la demande d'adhésion au Comintern du groupe Poale Zion (Travailleurs de Sion), le Comité exécutif de l'IC lui écrivit dans une lettre d'août 1921 que « ***votre mouvement renferme des tendances incompatibles avec les principes de l'Internationale Communiste*** ». La lettre s'opposait à l'idée que la colonisation juive en Palestine puisse être émancipatrice et insistait que « ***le rejet absolu de cette idée : telle est la condition primordiale que nous nous voyons contraints de vous imposer*** » (*Bulletin du Comité exécutif de l'Internationale communiste* n° 2, 20 septembre 1921). De plus, la lettre exigeait que Poale Zion s'oppose à l'émigration juive en Palestine et prenne le nom de « Parti communiste de Palestine » afin de témoigner de sa détermination à représenter non seulement les travailleurs juifs mais aussi les masses laborieuses arabes. Quand la majorité de Poale Zion refusa d'accepter ces conditions, l'Internationale communiste expliqua qu'elle avait été « prête à consentir au prolétariat israélite de larges concessions pour ce qui concerne l'organisation et la propagande, afin de lui faciliter sa marche vers le communisme ». Elle ajoutait : « Après le rejet des conditions d'admission proposées, les seules relations qui puissent exister entre les communistes et le Poaley Sion sont celles du combat le plus acharné » (« Le Poaley Sion et l'Internationale – L'Exécutif de l'IC aux travailleurs de tous les pays et au prolétariat juif », *La Correspondance internationale*, 3 août 1922).

Le Parti communiste de Palestine : Entre sionisme et nationalisme arabe

Quand l'adhésion du Parti communiste de Palestine fut acceptée en 1924, les staliniens s'étaient déjà emparés du pouvoir politique en Union soviétique et l'IC avait entamé sa dégénérescence. Auparavant instrument de la révolution mondiale, elle se transformait en auxiliaire de la politique étrangère stalinienne sur la base de la perspective réactionnaire de la construction du socialisme dans un seul pays, coexistant pacifiquement avec l'impérialisme. De ce fait, les interventions de l'IC dans le PCP n'étaient pas motivées par ce qu'il fallait faire pour construire un parti révolutionnaire.

Au moment de sa fondation, le PCP s'opposait officiellement au sionisme mais cette rupture était partielle. Le PCP s'était constitué à partir de l'aile gauche de Poale Zion et ses militants continuaient à s'identifier au sionisme de gauche. Il se composait principalement de colons juifs qui étaient arrivés sans rien connaître de la Palestine et qui n'avaient presque pas conscience de la population qui y vivait. Ses militants se renouvelaient rapidement ; beaucoup, une fois gagnés au communisme, quittaient tout simplement la Palestine pour échapper à « l'enfer sioniste ».

Le PCP chercha bien à favoriser l'unité entre Arabes et Juifs, mais sans s'opposer frontalement au sionisme. Par exemple, le tract publié pour le Premier Mai 1921 par le prédécesseur du PCP appelait les travailleurs arabes à se joindre à la manifestation communiste et déclarait que les travailleurs juifs étaient venus en Palestine comme alliés dans la lutte commune contre les capitalistes arabes et juifs. Dans un contexte où les sionistes chassaient les paysans arabes de leur terre et les ouvriers arabes de leur emploi, cela tombait bien entendu dans l'oreille d'un sourd. L'approche du PCP revenait implicitement à exiger des masses arabes, comme condition préalable à l'unité, qu'elles renoncent à leurs aspirations nationales légitimes ; la lutte contre le sionisme devait être mise de côté pour « s'unir » contre les patrons.

Cette position était complètement à l'opposé de l'approche léniniste de la question nationale. Comme l'expliquait Lénine dans « La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes » (janvier-février 1916) :

> « Le prolétariat des nations oppressives ne peut se contenter de phrases générales, stéréotypées, rabâchées par tous les bourgeois pacifistes, contre les annexions et pour l'égalité en droits des nations en général […]. Il doit revendiquer la liberté de séparation politique pour les colonies et les nations opprimées par "sa" nation. Sinon, l'internationalisme du prolétariat demeure vide de sens et verbal ; ni la confiance, ni la solidarité de classe entre les ouvriers de la nation opprimée et de celle qui opprime ne sont possibles. »


Hulton Archive


Matson Photograph Collection

À gauche : Une « brigade volante » sioniste dans les années 1930. À droite : La Révolte arabe contre la domination britannique éclata en 1936 alors qu'une immigration juive massive accélérait la spoliation des Palestiniens.

Même si la question posée en Palestine n'était pas la séparation politique, l'argumentation de Lénine reste pleinement valable. La responsabilité des communistes juifs en Palestine était et demeure, d'abord et avant tout, de s'opposer à l'oppression nationale des Palestiniens. C'est seulement sur cette base qu'on peut ne serait-ce que commencer à parler d'unité de classe.

C'est précisément cette leçon que beaucoup de soi-disant communistes rejettent aujourd'hui quand ils lancent des appels à l'unité qui ne prennent pas pour point de départ la libération des opprimés. Lutte ouvrière (LO) est bien connue sur ce plan : elle est fière de défiler dans les rues de Paris derrière des banderoles comme « Contre l'impérialisme et ses manœuvres, contre Netanyahou et le Hamas, prolétaires de France, de Palestine, d'Israël… unissons-nous ! » Encore une fois, l'unité ne se réalisera ***qu'au travers de la libération nationale palestinienne*** – une cause que LO rejette. Comme il fallait s'y attendre, LO enjolive aussi l'histoire du PCP des premières années.

Du milieu des années 1920 au milieu des années 1930, l'IC intervint pour obliger le PCP à s'orienter vers la majorité arabe. C'était effectivement nécessaire, mais les staliniens mirent en œuvre cette politique par des méthodes bureaucratiques et au service d'objectifs réformistes. L'IC finit par exiger des militants du PCP qu'ils réadhèrent au parti en s'engageant à soutenir son arabisation, et elle remplaça la majorité de sa direction juive par des Arabes. Au niveau politique, ce tournant s'accompagna de zigzags entre des dénonciations catégoriques et stériles de la direction nationaliste arabe, qualifiée de « tout simplement un instrument de la réaction », et une attitude totalement conciliatrice envers ces mêmes dirigeants (cité par Joel Beinen dans « Le Parti communiste de Palestine 1919-1948 », *MERIP Reports*, mars 1977).

Ces changements dans le parti coïncidèrent avec l'arrivée au pouvoir d'Hitler en Allemagne, qui provoqua un flot d'émigrés juifs allemands vers la Palestine. De 1933 à 1936, plus de 130 000 Juifs arrivèrent en Palestine et le Yichouv, l'entité constituée par l'ensemble des colons juifs, connut une croissance d'environ 80 %. Cela porta les tensions entre Juifs et Arabes à un niveau inégalé, conduisant à la Grande Révolte arabe de 1936-1939, un soulèvement qui fut marqué par des manifestations, des révoltes paysannes, une grève générale et une insurrection armée.

Les communistes palestiniens soutinrent la direction de cette révolte ; au début ils mirent toute leur influence au service du mufti de Jérusalem Amin al-Husseini, qui en avait pris la tête. Le PCP salua en lui une figure « appartenant à l'aile la plus extrêmement anti-impérialiste du mouvement nationaliste » (cité par Ghassan Kanafani dans *La révolte de 1936-39 en Palestine*, Committee for Democratic Palestine, 1972). Le PCP enjolivait la réalité, c'est le moins qu'on puisse dire. À la tête d'une famille de riches propriétaires fonciers, al-Husseini avait été nommé en 1921 par le haut-commissaire britannique, qui le considérait comme un maillon essentiel pour maintenir la stabilité en Palestine. Al-Husseini était loyal envers l'Empire britannique mais il considérait le projet sioniste comme une menace pour l'élite arabe qu'il représentait, ce qui le conduisit initialement à


ullstein

Amin al-Husseini, grand mufti de Jérusalem dans les années 1930.

prendre la tête de la révolte. Mais à mesure que le mouvement se développait, les ouvriers et les paysans insurgés commençaient à menacer les intérêts des grands propriétaires fonciers, une classe à laquelle il appartenait. En conséquence, le mufti conclut en 1936 un accord avec les Britanniques pour mettre fin à la grève générale et il les aida à réprimer la première phase de la Révolte arabe.

Le PCP avait parfaitement raison de soutenir cette révolte et même de lutter aux côtés du mufti. Mais il fallait le faire de façon critique, en montrant aux masses à chaque étape comment le mufti freinait la lutte, y compris de par son antisémitisme qui empêchait de gagner à la cause les travailleurs juifs. Au lieu de cela, le PCP accorda son soutien à ce dirigeant clérical, qui non seulement conduisit le mouvement à la défaite mais en plus présida carrément à des massacres de communistes. Dans « Le Parti communiste de Palestine 1919-1948 », Beinen montre que la liquidation du PCP dans le mouvement nationaliste alla jusqu'à demander à ses militants juifs de participer à des actions terroristes contre la communauté juive.

Il n'est pas étonnant que la politique du PCP n'ait pas été très populaire auprès de sa base juive. Elle déchira le parti. Reflétant des divisions nationales croissantes au sein du parti, le Comité central du PCP créa une nouvelle structure appelée la Section juive. Cette section critiquait le soutien trop zélé à la Révolte arabe et elle s'adapta de plus en plus au sionisme. Invoquant l'existence de « cercles progressistes au sein du sionisme », elle appela à un front populaire avec des groupes et des partis sionistes. Finalement le Comité central, dirigé par des Arabes, exigea la dissolution de la Section juive. Celle-ci refusa, ce qui conduisit à une scission.

La répression de la révolte de 1936-1939 consolida la base militaire et économique pour un État sioniste séparé. L'impérialisme britannique utilisa la Haganah, une milice sioniste forte de plus de 10 000 hommes, pour réprimer le soulèvement. Près de 10 % des hommes arabes palestiniens furent tués, blessés, emprisonnés ou exilés, y compris le mufti et presque toute la direction nationaliste palestinienne. En même temps, un réseau de routes fut construit pour relier les principales colonies sionistes ; ce réseau allait constituer plus tard un élément essentiel de l'infrastructure de l'économie sioniste. La route principale entre Haïfa et Tel Aviv fut goudronnée, le port de Haïfa fut agrandi et dragué et l'on construisit à Tel Aviv un port qui signifia l'arrêt de mort du port arabe de Jaffa. De plus, les sionistes monopolisèrent les contrats pour approvisionner les troupes britanniques qui avaient commencé à affluer en Palestine au début de la Deuxième Guerre mondiale.

Ce nouveau conflit accéléra la trajectoire catastrophique suivie par le PCP : en particulier, suivant les ordres de Staline, il enjoignit aux Palestiniens tout comme aux Juifs de se battre aux côtés des Britanniques dans la guerre « démocratique » contre l'Allemagne fasciste. Dans une polémique contre le petit groupe des trotskystes en Palestine, écrite juste avant la guerre, Léon Trotsky insista sur l'importance de s'opposer aux deux camps impérialistes :

> « Faut-il renoncer au défaitisme révolutionnaire dans les pays non fascistes ? C'est là le nœud de la question ; c'est là-dessus que l'internationalisme révolutionnaire tient bon, ou s'effondre.
>
> « Par exemple, les 360 millions d'Indiens doivent-ils renoncer à toute tentative d'utiliser la guerre pour leur propre libération ? Leur insurrection, en pleine guerre, contribuerait sans doute à la défaite de la Grande-Bretagne. Mieux, dans le cas d'une insurrection aux Indes […], les ouvriers britanniques devraient-ils la soutenir ? Ou seraient-ils, au contraire, tenus de pacifier les Indiens, de les bercer afin de les endormir, et ce, pour la cause de la lutte de l'impérialisme britannique "contre le fascisme" ? Quelle route suivre ? »
>
> – « Un pas vers le social-patriotisme », mars 1939



Années 1930 : Affiche pour le Premier Mai publiée par l'aile gauche de Poale Zion avec des mots d'ordre travaillistes sionistes : « Libre entrée sur la terre d'Israël » et « Israël socialiste ».

Trotsky touchait là précisément au problème qui divisait le PCP. Effectivement, le soutien à l'impérialisme britannique était impopulaire parmi ses militants arabes. Même s'ils ne s'opposaient pas forcément au soutien des staliniens à l'impérialisme britannique dans cette guerre, ils ne pouvaient pas avaler le fait que le PCP recrute des Arabes pour l'armée britannique détestée. En quelques années, cette divergence et des divisions nationalistes de plus en plus profondes conduisirent les militants arabes du PCP à scissionner et à fonder une nouvelle organisation de gauche, la Ligue de libération nationale. Le PCP était une fois encore réduit à ses militants juifs. Cette nouvelle capitulation prépara le terrain à ce qui allait devenir la trahison la plus importante du PCP : son soutien à Israël pendant la Nakba.

Le soutien à la Nakba : La grande trahison de Staline

À la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'Empire britannique était en train de s'effondrer sous le poids de son effort de guerre et des difficultés à maintenir son empire colonial. Cela conduisit au retrait britannique de Palestine, l'autorité sur le territoire étant transférée aux Nations unies. En 1947, l'Assemblée générale de l'ONU adopta un plan de partition qui divisait la Palestine entre un État arabe et un État israélien. On accorda au second une grande partie du



Affiche communiste israélienne de 1950 prônant la coopération et la paix entre Juifs et Arabes... sur la terre volée aux Palestiniens.

territoire, dont beaucoup de zones habitées par une population majoritairement arabe.

Pour les sionistes ce n'était pas assez. Dès que l'ONU eut voté la partition de la Palestine, ils déclenchèrent une offensive qui aboutit au déplacement de plus de 700 000 Palestiniens et à la conquête de 78 % du territoire de la Palestine historique. Des villes entières furent vidées de leurs habitants palestiniens, et leurs vergers, leurs installations industrielles, leurs transports, leurs usines, leurs maisons et autres biens furent confisqués. Les Palestiniens appellent ce nettoyage ethnique massif, qui donna naissance à Israël, la Nakba – la catastrophe.

Le déclenchement de l'offensive sioniste secoua tout le monde arabe. Dans son livre *The Hundred Years' War on Palestine* (Henry Holt and Company, 2020), Rashid Khalidi explique comment se déroula cette tragédie :

> « Dans cette première phase de la Nakba avant le 15 mai 1948, un nettoyage ethnique méthodique provoqua l'expulsion et le départ en catastrophe d'environ 300 000 Palestiniens au total, ainsi que la dévastation de beaucoup de centres urbains essentiels pour la majorité arabe sur le plan économique, politique, administratif et culturel. La deuxième phase débuta après le 15 mai, quand la nouvelle armée israélienne vainquit les armées arabes qui étaient entrées dans la guerre. En décidant tardivement d'intervenir militairement, les gouvernements arabes agissaient sous l'intense pression de l'opinion publique arabe, profondément troublée par la chute successive des villes et des villages palestiniens et par l'arrivée de vagues de réfugiés dépossédés dans les capitales des pays voisins. »

Comme l'explique Khalidi, la Ligue arabe (une coalition réunissant principalement l'Égypte, la Transjordanie, l'Irak et la Syrie) était intervenue contre Israël. Le roi de Transjordanie Abdallah 1er joua un rôle central dans ce conflit. Après avoir initialement intrigué avec les Britanniques et les sionistes pour empêcher la formation d'un État palestinien et pour annexer une partie de la Palestine, il fut finalement poussé à la confrontation avec Israël. Il représentait la force militaire la plus sérieuse de la coalition. Son rôle traître contribua grandement à la défaite de la coalition, défaite qui scella le sort des Palestiniens.

Mais le roi Abdallah n'avait jamais prétendu être un révolutionnaire marxiste. Joseph Staline, lui, a trahi la cause palestinienne au nom du communisme et de l'Union soviétique. Ce fut Staline, avec le président américain Truman, qui fit pression pour que l'ONU adopte la résolution sur la partition. Et l'Union soviétique fut le premier pays à reconnaître officiellement l'État d'Israël. Pour Abba Eban, futur ministre des Affaires étrangères israélien, la reconnaissance soviétique représentait « une incroyable opportunité ; en un instant, tous nos plans sur la discussion à l'ONU ont complètement changé ». Au-delà des trahisons diplomatiques, le bloc soviétique envoya de 1948 à 1949 des armes à la Haganah par l'intermédiaire de la Tchécoslovaquie, fournissant ainsi un équipement indispensable aux milices sionistes qui ravageaient les villes et les villages palestiniens.

Le soutien de l'Union soviétique à la Nakba fut une trahison de proportions historiques, tout particulièrement parce que l'URSS était considérée dans le monde entier comme la direction de la classe ouvrière et de la révolution coloniale. Naturellement, les divers partis communistes et organisations staliniennes qui aujourd'hui participent aux manifestations pour la Palestine escamotent ou nient cet héritage lamentable. Par exemple, le Parti communiste de Grèce (KKE) refuse de reconnaître ce crime ; il écrit que « le massacre des Juifs par les nazis, l'antisémitisme promu avant la Seconde Guerre mondiale par les classes bourgeoises dans de nombreux pays capitalistes ont conduit à l'acceptation par l'URSS et le mouvement ouvrier mondial de la création de l'État d'Israël, à côté d'un État de Palestine » (« Brèves réponses sur des questions idéologico-politiques d'actualité à propos de l'attaque d'Israël et le massacre dans la bande de Gaza contre le peuple palestinien », inter.kke.gr, 20 novembre 2023).

Les trotskystes et la Nakba : Sionisme et centrisme

Outre le Parti communiste, il existait aussi en Palestine un petit noyau trotskyste. Venant principalement du sionisme, avec lequel ils ne rompirent jamais complètement, ces militants étaient organisés à la fin des années 1930 dans la Ligue communiste révolutionnaire (LCR). Tony Cliff, un des dirigeants de la LCR, était issu d'une famille sioniste éminente dans la Palestine sous occupation britannique, et dans sa jeunesse il avait adhéré à une organisation sioniste travailliste. Dans les années 1950, Cliff vivait en Grande-Bretagne ; devenu l'un des dirigeants du groupe Socialist Review, précurseur du Socialist Workers Party, il soutenait alors avec enthousiasme le nationalisme arabe. Mais en 1938, Cliff tenait un tout autre discours : « Il est évident que les Britanniques savent parfaitement comment exploiter les besoins élémentaires de l'ouvrier juif, à savoir l'immigration et la colonisation ; ***ni l'un ni l'autre n'est en contradiction avec les vrais besoins des masses arabes*** » (« La politique britannique en Palestine », *The New International*, octobre 1938, souligné par nous). Il va sans dire que l'immigration massive de Juifs en Palestine et la colonisation de celle-ci étaient ***bel et bien*** en contradiction avec les vrais



Universal Images Group

Navire de réfugiés juifs en 1947. La Grande-Bretagne et les États-Unis refusèrent l'entrée aux Juifs, forçant ainsi des milliers d'entre eux à émigrer en Israël.

besoins des masses arabes. Ces mots sont d'autant plus révélateurs qu'ils furent écrits au beau milieu de la Grande Révolte arabe contre la colonisation sioniste.

Ces positions ne faisaient pas l'unanimité dans le mouvement trotskyste. Les trotskystes sud-africains critiquèrent vivement Cliff :

> « Les apologistes critiques du sionisme venant de la "gauche", qui se disent socialistes et communistes, aiment ***parler*** de Marx et de dialectique, mais leur socialisme n'est pas plus profond que leur épiderme. Ils sont choqués que la colère des Arabes se tourne non seulement contre l'impérialisme britannique mais aussi contre les Juifs en Palestine. Ces libéraux sont incapables de comprendre pourquoi les Arabes, alors qu'ils font face à un front unique sioniste de la bourgeoisie et des travailleurs, un front unique hostile, allié à leur ennemi l'impérialisme britannique et le soutenant, en tirent la conclusion que tous les Juifs en Palestine sont des sionistes et par conséquent leurs ennemis. Cette conclusion est évidemment erronée, mais où sont les signes qui pourraient le faire comprendre aux Arabes ? »
>
> – « Le sionisme et la lutte arabe », novembre 1938, reproduit dans *The New International*, février 1939

C'était là une critique clairvoyante, mais elle ne fut jamais intégrée à la pratique ni au programme des trotskystes en Palestine.

Les difficultés qu'eut le mouvement trotskyste international à élaborer un programme correct sur la question de la Palestine étaient dues en grande partie au fait qu'il avait été décimé pendant la Deuxième Guerre mondiale. Trotsky lui-même avait été assassiné en 1940 sur ordre de Staline, et beaucoup des cadres les plus expérimentés de la IVe Internationale, comme Abraham Léon, avaient été tués par les staliniens ou par les nazis. Le mouvement trotskyste sortit de la guerre affaibli et désorienté par les profonds changements qui se produisaient dans le monde. En ce qui concerne la Palestine et la question juive, ce mouvement affaibli subissait une forte pression pour s'accommoder du sionisme : on était au lendemain de l'Holocauste et des centaines de milliers de survivants, interdits d'entrer dans les pays impérialistes, croupissaient dans des camps de personnes déplacées. Ces pressions étaient d'autant plus fortes que les staliniens, les sociaux-démocrates et la plupart du mouvement syndical américain et européen soutenaient la création d'Israël.

La désorientation des trotskystes se refléta dans le « Projet de thèses sur la question juive après la IIème guerre impérialiste » de 1947. Ces thèses, rédigées par Ernest Mandel, un des dirigeants de la IVe Internationale, contiennent beaucoup d'arguments corrects, dont notamment ceci :

> « Si donc la IVème Internationale doit faire tout son possible pour déconseiller aux réfugiés juifs l'émigration vers la Palestine, si dans le cadre d'un mouvement de solidarité mondiale, elle doit essayer de leur faire ouvrir les portes d'autres pays, et les avertir que la Palestine constitue pour eux un véritable guet-apens, elle doit dans sa ***propagande concrète***, en face de la question de l'immigration juive, partir de la ***souveraineté*** de ***la population arabe.*** »
>
> – *Bulletin intérieur du secrétariat international de la IVème Internationale*, octobre 1947, reproduit dans les *Cahiers du C.E.R.M.T.R.I.* n° 63, décembre 1991

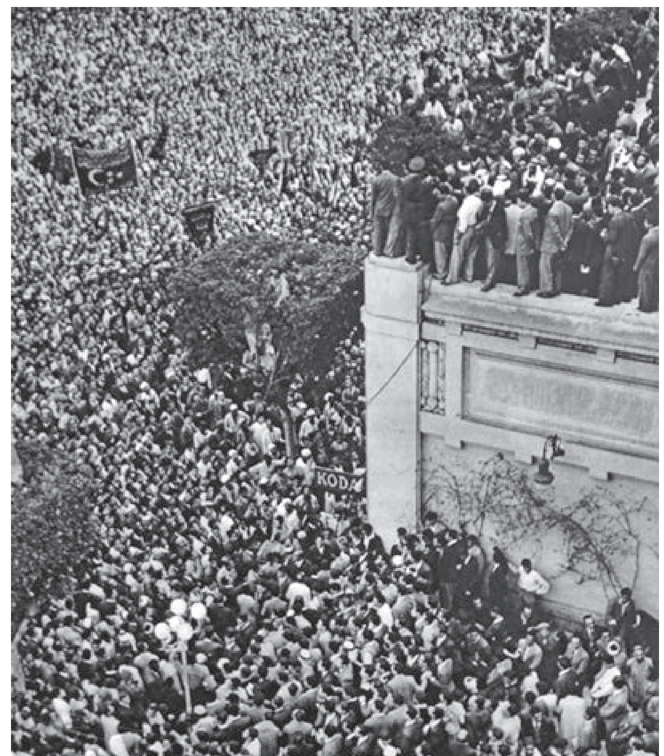
Mais ces Thèses affirmaient aussi que la création d'un État sioniste était utopique, alors même que les bases militaires et économiques de l'État d'Israël avaient déjà été jetées. Elles appelaient aussi les masses arabes à utiliser les attaques contre les Britanniques pour « opposer chaque fois concrètement la revendication du retrait immédiat des troupes britanniques ». Mais ces attaques étaient perpétrées par l'Irgoun, une milice ultra-sioniste, contre des restrictions à l'immigration juive ! Les Thèses ne reconnaissaient pas que les Britanniques étaient en réalité en train de se retirer de Palestine et que le terrorisme sioniste était le précurseur du déplacement en masse des Palestiniens.

Quant à la Nakba elle-même, la capitulation la plus flagrante devant le sionisme fut le fait du Workers Party (WP) de Max Shachtman aux États-Unis. Le WP soutenait la création d'Israël en prétendant que la guerre de ce dernier contre les pays arabes était une guerre de libération nationale. Il salua la Déclaration d'indépendance israélienne et dénonça en ces termes l'intervention des États arabes :

> « En envahissant les défenses [d'Israël] et en menaçant son indépendance, l'offensive réactionnaire a été menée par certaines des monarchies et des dynasties les plus arriérées et les plus réactionnaires du monde, les oppresseurs semi-féodaux du peuple arabe.
>
> « Cette invasion réactionnaire a été déclenchée dans un seul but – précisément pour priver le peuple israélien de son ***droit d'autodétermination***. »
>
> – Hal Draper, « Comment défendre Israël », *The New International*, juillet 1948

Cette politique sioniste réactionnaire était le résultat direct de la scission entre le WP et les trotskystes du Socialist Workers Party (SWP) aux États-Unis en 1940. Cette scission, provoquée par le refus de Shachtman et de sa clique de défendre l'Union soviétique, reflétait les pressions de l'opinion publique petite-bourgeoise, en particulier dans le milieu socialiste juif new-yorkais.

Quant à la IVe Internationale, au moins elle s'opposa au plan de l'ONU pour la partition de la Palestine. Le Revolutionary Communist Party britannique écrivit par exemple que « la partition de la Palestine est réactionnaire à tous points de vue – ni les Juifs ni les masses arabes n'ont quoi que ce soit à y gagner » (*Socialist Appeal*, décembre 1947). De son côté, le SWP américain publia un éditorial affirmant à juste titre que les Juifs « ne peuvent pas se tailler un État aux dépens des droits nationaux des peuples arabes. ***Il ne s'agit pas là d'autodétermination, mais de la conquête du territoire d'un autre peuple*** » (*The Militant*, 31 mai 1948, souligné par nous).


World History Archive


AP

À gauche : Manifestation monstre au Caire contre la partition de la Palestine. Ci-dessus : Le roi Abdallah de Transjordanie avec des soldats de la Légion arabe juste avant la prise de la vieille ville de Jérusalem par les forces arabes en mai 1948.

Toutefois, dans la guerre entre les sionistes et la Ligue arabe, la IVe Internationale refusa de prendre parti pour les Arabes ; elle dénonça les deux camps, qui pour elle étaient tout aussi réactionnaires. Le même éditorial du SWP affirmait :

> « Les dirigeants arabes ne mènent pas non plus une lutte progressiste pour l'indépendance nationale et contre l'impérialisme. Avec leur guerre contre les Juifs, ils tentent de détourner la lutte contre l'impérialisme et d'utiliser les aspirations à la libération nationale des masses arabes pour étouffer l'opposition sociale à leur pouvoir tyrannique. »

En Palestine, la LCR développa la même position dans un éditorial intitulé « Contre le courant » : « Nous disons aux travailleurs juifs et arabes : l'ennemi est dans votre propre camp ! » (*Fourth International*, mai 1948).

C'était totalement faux. La guerre de 1948 était une guerre d'expansion nationale menée par les sionistes contre la population arabe palestinienne. Malgré la nature réactionnaire du roi Abdallah et des autres dirigeants arabes et malgré toutes leurs machinations, ils luttaient objectivement contre le nettoyage ethnique des Palestiniens. Il est tout simplement faux de prétendre que la victoire de la Ligue arabe aurait été tout aussi réactionnaire que celle d'Israël. Pour les Palestiniens, une victoire arabe leur aurait permis de rester sur ce qui était historiquement leur terre. Si la guerre s'était d'une façon ou d'une autre transformée en guerre d'oppression contre la population juive, son caractère aurait changé, ce qui aurait appelé une réponse différente. Mais il ne fut jamais le moins du monde question de cela.

À l'époque comme aujourd'hui, certains ont argumenté que les liens entre la Ligue arabe et l'impérialisme britannique étaient la preuve que dans cette guerre les deux camps étaient réactionnaires. Il est vrai qu'Israël tout comme le camp arabe étaient soutenus, dans une mesure ou une autre, par diverses puissances impérialistes. Mais c'était un facteur secondaire. Cette guerre n'avait pas pour objet la concurrence de diverses ambitions impérialistes dans la région mais l'expulsion des Palestiniens de leur terre. La guerre de 1948 et toutes celles qui l'ont suivie – 1967, 1973, 1982, etc. – étaient des guerres d'expansion de la part des sionistes. La seule position juste pour les marxistes dans ces conflits était de soutenir le camp de la Palestine et des Arabes.

Les trotskystes ont refusé en 1948 de le faire, capitulant ainsi devant le sionisme face à la Nakba – une trahison totale. Pourtant, presque tous les trotskystes actuels y voient un exemple à suivre, ce qui rend impossible une intervention révolutionnaire aujourd'hui : c'était le cas de notre organisation (jusqu'à récemment), et ça l'est toujours pour l'Internationale communiste révolutionnaire, les deux Tendances bolchéviques, la Ligue pour la Quatrième Internationale et la Fraction Trotskyste pour la Quatrième Internationale. Révolution permanente (qui fait partie de cette dernière Internationale) écrit ainsi : « Nous pensons que les trotskystes juifs palestiniens de la fin des années 1940 avaient la seule vision réaliste pour résoudre le conflit » (« La farce de la "solution à deux États" et la perspective socialiste pour la Palestine », revolutionpermanente.fr, 24 décembre 2023). Nous laissons à Révolution permanente le soin d'expliquer comment une position défaitiste sur la Nakba a contribué en quoi que ce soit à résoudre le conflit.

La Ligne verte

Les frontières établies suite à la victoire israélienne dans la guerre de 1948 constituent ce qu'on appelle la « Ligne verte » et ont été reconnues par la Résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU après la guerre de 1967. Cette résolution est devenue une pierre angulaire du conflit israélo-palestinien ; elle a servi de base aux traités de paix conclus par Israël avec l'Égypte (1979) et la Jordanie (1994), aux accords d'Oslo de 1993 et à toutes les discussions sur une solution à deux États. Voici ce que Nayef Hawatmeh,

dirigeant du Front démocratique pour la libération de la Palestine, écrivait à juste titre sur la Résolution 242 :

> « L'acceptation de cette résolution implique directement :
>
> « (1) L'approbation de la conquête et des pertes de territoires qu'a subies le peuple de Palestine en 1948.
>
> « (2) La liquidation du mouvement de résistance palestinien pour garantir les frontières de l'État d'Israël.
>
> « (3) La perpétuation de l'existence d'un État expansionniste étroitement lié à l'impérialisme américain en vertu des intérêts communs des deux parties à préserver l'existence d'Israël en tant qu'instrument d'expansion et de répression du mouvement de libération nationale au Moyen-Orient. »
>
> – « Une solution démocratique au problème de la Palestine », 12 janvier 1970, reproduit dans la brochure du FDPLP *The August Program and a Democratic Solution*, non datée

Il devrait clairement découler de tout cela qu'on ne peut parler de libération de la Palestine sur la base de la Ligne verte et de la Résolution 242. Mais les libéraux propalestiniens comme le mouvement BDS, les sionistes libéraux comme Norman Finkelstein et le groupe Goush Shalom, ainsi que les réformistes comme le KKE défendent la Ligne verte, qui constitue pour eux les frontières légitimes d'Israël. Cet argument vise à créer une fausse distinction entre les terres volées aux Palestiniens pendant la guerre de 1948 et celles qui l'ont été dans les phases d'expansion ultérieures. Ce sont donc alors seulement les territoires occupés après 1967 qui sont considérés comme des « territoires occupés ». Il est facile pour des sionistes libéraux fortunés habitant à Tel Aviv de parler avec mépris des Juifs plus pauvres qui vivent en Cisjordanie en les qualifiant de « colons ». La réalité, c'est que l'État d'Israël tout entier est une colonie de peuplement bâtie sur la dépossession des Palestiniens. Les 700 000 colons de Cisjordanie, dont certains vivent là depuis des décennies, ne sont pas fondamentalement différents de ceux qui vivent dans le reste d'Israël.

Au-delà de permettre aux sionistes libéraux à Tel Aviv ou New York d'avoir bonne conscience, le fait de s'opposer uniquement aux expansions israéliennes d'après 1967 nourrit l'illusion qu'il pourrait y avoir une solution à la question palestinienne en forme de demi-mesure réformiste où les Israéliens ouvriraient les yeux, se retireraient derrière la Ligne verte et laisseraient les Palestiniens construire un État-croupion. Croire à cela, c'est ne rien comprendre au projet sioniste, dont les défenseurs lutteront jusqu'à la mort pour chaque centimètre carré de la « terre promise » volée aux Palestiniens.

Avancer des mots d'ordre comme « la fin de l'occupation » et « soldats israéliens et colons, hors des territoires occupés » (en référence aux seuls territoires au-delà de la Ligne verte), c'est accepter implicitement la légitimité de l'État d'Israël. Il faut évidemment résister militairement aux empiétements de colons fanatiques sur les terres palestiniennes, et de façon plus générale à l'occupation. Mais croire que le problème des 700 000 colons qui occupent la Cisjordanie pourrait être résolu sans briser l'État d'Israël est une dangereuse illusion que les sionistes peuvent exploiter pour lier les mains du mouvement palestinien.

La tradition spartaciste

Nous devons aborder ici l'héritage entaché de notre propre tendance sur la question de la Palestine. La Tendance révolutionnaire, c'est-à-dire l'opposition à l'intérieur du SWP américain qui donna naissance à la Spartacist League dans les années 1960, était dirigée par un groupe de cadres originaires de l'Independent Socialist League de Shachtman. En dépit de leur bataille correcte contre la dégénérescence du SWP, ils apportèrent avec eux la tradition shachtmaniste sur la Palestine. On le voit le plus clairement dans l'article de 1968 « Le conflit israélo-arabe : Retournez les fusils ! » (*Spartacist* n° 11, mars-avril 1968, en anglais), qui non seulement adoptait rétrospectivement une position de soutien à Israël dans la guerre de 1948 mais de plus préconisait le défaitisme des deux côtés dans la guerre d'expansion sioniste de 1967. Cet article réclamait « la signature d'un traité de paix sur la base de la ligne d'armistice de 1949, et ainsi la reconnaissance par les Arabes du droit à l'existence d'une nation hébraïque ».



Articles fondateurs de la Tendance spartaciste, qui capitulaient devant le sionisme.

Cette position pro-israélienne fut modifiée dans un article majeur, « Naissance de l'État sioniste », deuxième partie (*Workers Vanguard* n° 45, 24 mai 1974) ; la Tendance spartaciste y adopta la ligne un peu moins réactionnaire du SWP sur la guerre de 1948 – le défaitisme des deux côtés. De façon ridicule, nous avions justifié ce changement non pas par le fait que la position antérieure était ouvertement sioniste, mais par l'apparition de « faits nouveaux ».

De plus, cet article développait la soi-disant théorie des peuples interpénétrés : « La question démocratique de l'autodétermination pour chacune des deux nationalités, ou





AP

Ci-dessus : Le président égyptien Nasser au Caire en 1958, deux ans après la nationalisation du canal de Suez qui lui valut une immense popularité. Ci-dessous : Des frappes aériennes israéliennes détruisirent l'armée de l'air égyptienne au début de la guerre de 1967.

Hulton Archive



peuples, qui s'interpénètrent géographiquement ne peut être résolue de façon équitable que dans le cadre de la prise du pouvoir par le prolétariat. » Il est vrai que pour résoudre équitablement le conflit palestinien, il faut que le prolétariat prenne le pouvoir. Mais l'objectif de cette théorie était de présenter la lutte pour l'autodétermination des Palestiniens comme illégitime en invoquant l'épouvantail que toute lutte en ce sens violerait le droit à l'autodétermination des Israéliens. Dans ce cadre, la Tendance spartaciste lançait des appels abstraits à l'unité de classe en avançant des mots d'ordre comme « Pas Juifs contre Arabes mais classe contre classe ! » Ces dernières années, la propagande de notre tendance dénonçait fermement la terreur sioniste mais refusait toujours de mettre la question de la libération nationale des Palestiniens au centre de toute perspective révolutionnaire.

La question de l'autodétermination pour Israël est un leurre. Les Israéliens ont déjà un État, dont la raison d'être est d'empêcher les Palestiniens d'avoir le leur. Dans la situation actuelle, refuser de lutter pour l'autodétermination palestinienne au nom de celle des Israéliens revient simplement à défendre le statu quo sioniste. La question qui se pose en réalité est que les Palestiniens doivent exercer ***leur*** droit à l'autodétermination d'une manière compatible avec le maintien de l'existence d'une nation juive au Proche-Orient. Ce sera possible seulement sous la forme d'un État unifié binational basé sur la résolution de l'injustice historique commise à l'encontre des Palestiniens, et où les deux nations jouiront des pleins droits démocratiques en matière de langue, de culture et de religion. Un tel État ne pourra être créé qu'en brisant l'État sioniste et par un bouleversement révolutionnaire de toute la région.

La LCI a désormais fermement rejeté la théorie pseudo-marxiste des peuples interpénétrés ; mais d'autres organisations héritières de notre tradition – la Ligue pour la Quatrième Internationale, la Tendance bolchévique et la Tendance bolchévique internationale – continuent à défendre cet héritage de capitulation devant le sionisme.

Le nationalisme arabe et la défaite de 1967

Dans la période suivant la Deuxième Guerre mondiale, des soulèvements anticoloniaux éclatèrent aux quatre coins du monde, du Vietnam à l'Amérique latine en passant par l'Algérie. En Égypte, le coup d'État des Officiers libres en 1952 chassa le roi Farouk, un fantoche britannique, et porta au pouvoir le colonel Gamal Abdel Nasser, un nationaliste radical. En réaction à la défaite subie face à Israël en 1948, Nasser cherchait à libérer l'Égypte de l'impérialisme et à moderniser le pays. Il défendait vigoureusement le nationalisme panarabe et l'unité des États de la Ligue arabe pour chasser les impérialistes et les sionistes de la région. En 1956 Nasser nationalisa le canal de Suez en expropriant ses propriétaires britanniques et français et il y interdit le passage des navires israéliens. Cette action fut extrêmement populaire au Moyen-Orient et dans tout le tiers-monde. En réponse, Israël envahit l'Égypte aux côtés de la Grande-Bretagne et de la France. Mais, confrontées à une forte pression des États-Unis et de l'URSS, les forces d'invasion se retirèrent peu après, subissant une humiliante défaite.

En mai 1967 Nasser ferma à nouveau le canal aux navires israéliens. Israël riposta à nouveau ; il détruisit presque toute l'armée de l'air égyptienne par une frappe préventive et lança ensuite une offensive terrestre dans la péninsule égyptienne du Sinaï ainsi que dans la bande de Gaza alors occupée par l'Égypte. Cela provoqua une nouvelle guerre entre la Ligue arabe et Israël, qui se termina une fois encore par une défaite désastreuse pour les Arabes. À la fin de ce qu'on appela la guerre des Six Jours, Israël s'était emparé du plateau du Golan syrien, de la Cisjordanie jusque-là annexée par la Jordanie (y compris Jérusalem-Est) et de la bande de Gaza. Environ 300 000 Palestiniens, sur un peu moins d'un million, furent expulsés de Cisjordanie ; c'était un nouveau déplacement de population qui devait avoir des conséquences à long terme.

Jusqu'à cette époque, les nationalistes palestiniens avaient placé leurs espoirs de libération dans des régimes arabes comme celui de Nasser. Mais la défaite de 1967 montrait clairement qu'Israël, soutenu par les impérialistes, surpassait de très loin les forces arabes dans une guerre conventionnelle. À la suite de cette défaite, et confrontés aux trahisons sans fin des régimes arabes, les nationalistes palestiniens tirèrent la conclusion qu'ils avaient besoin d'une plus grande indépendance par rapport à leurs parrains et ils intensifièrent leur stratégie de lutte de guérilla inspirée des modèles cubain et vietnamien.

Dans ce contexte, l'OLP de Yasser Arafat devint la principale force du mouvement nationaliste palestinien. Reflétant cette nouvelle orientation, Arafat révisa en 1968 la Charte



Bruno Barbey/Magnum

Ghassan Kanafani, un dirigeant du groupe de gauche FPLP, fut assassiné par le Mossad en 1972.

nationale palestinienne, qui affirma désormais que « l'action des commandos constitue le centre de la guerre de libération populaire palestinienne ». L'OLP avait toujours besoin du soutien des régimes arabes, soutien qu'elle s'assura en adoptant un principe de « neutralité », c'est-à-dire en s'engageant à ne pas critiquer ces régimes. Le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et le Front démocratique pour la libération de la Palestine, deux organisations plus à gauche s'inspirant du marxisme-léninisme, critiquèrent cette capitulation mais ils partageaient dans l'ensemble la stratégie guérilliste de l'OLP. La fin des années 1960 et les années 1970 furent marquées par une série de détournements d'avions, d'attentats à la bombe et de prises d'otages, dont celle qui se termina par la mort d'athlètes israéliens pendant les Jeux olympiques de Munich en 1972.

Le terrorisme individuel en tant que tactique a toujours été rejeté par le mouvement marxiste, qui base sa perspective sur la mobilisation des masses laborieuses. La nature du conflit palestinien donne à la voie guérilliste un rôle encore plus désespéré et contre-productif. Tout d'abord l'État israélien, contrairement aux « républiques bananières » maintenues par la corruption impérialiste, repose sur le bras armé de toute une nation. Étant donné de plus le soutien massif que l'État d'Israël reçoit de ses parrains impérialistes, les Palestiniens ne peuvent pas le briser par des moyens militaires conventionnels, et encore moins par des tactiques guérillistes. Deuxièmement, les actes terroristes contre des civils israéliens, y compris ceux perpétrés par le Hamas le 7 octobre 2023, n'affaiblissent pas la forteresse sioniste mais au contraire la renforcent en soudant plus étroitement la population à ses dirigeants. Troisièmement, l'objectif de la voie guérilliste en Palestine a toujours été de faire pression sur les régimes arabes ou sur les puissances impérialistes pour qu'ils intercèdent en faveur des Palestiniens – une entreprise futile et suicidaire.

Cela ne veut pas dire que les marxistes rejettent la résistance armée. Bien au contraire. La résistance militaire, y compris dans des fronts uniques avec des forces nationalistes, a une importance cruciale. Mais elle doit faire partie intégrante d'une stratégie révolutionnaire plus large qui doit inclure des efforts pour gagner des secteurs de la société israélienne, notamment la classe ouvrière. Ce n'est pas pour des raisons humanitaires mais parce que c'est une nécessité vitale pour la cause palestinienne. Il n'y a tout simplement pas d'autre choix que de briser Israël de l'intérieur. Même si Israël était vaincu par des moyens purement militaires, il suffit de se souvenir de Massada, où les Juifs assiégés par les Romains choisirent le suicide en masse plutôt que la défaite, pour comprendre ce que les fanatiques sionistes seraient prêts à faire s'ils étaient confrontés à une menace existentielle venant de l'extérieur.

Après 1967, la plus grande partie de la gauche occidentale bascula : après avoir capitulé devant le sionisme libéral, elle se mit à acclamer la résistance nationale palestinienne, y compris en justifiant le guérillisme. Cela empêcha de gagner au communisme les meilleurs militants nationalistes. En fin de compte, une grande partie de cette génération de courageux combattants furent massacrés par le Mossad ; ainsi Ghassan Kanafani, un dirigeant du FPLP, fut assassiné en 1972 avec une bombe placée dans sa voiture.

Aujourd'hui comme alors, il faut s'opposer à la méthode du terrorisme individuel. Au lieu de cajoler les nationalistes palestiniens, le devoir des marxistes est de les gagner à une perspective ouvrière internationaliste. Comme l'expliquait Lénine dans l'article déjà cité :

> « D'autre part, les socialistes des nations opprimées doivent s'attacher à promouvoir et à réaliser l'unité complète et absolue, y compris sur le plan de l'organisation, des ouvriers de la nation opprimée avec ceux de la nation oppressive. Sans cela, il est impossible de sauvegarder une politique indépendante du prolétariat et sa solidarité de classe avec le prolétariat des autres pays, devant les manœuvres de toutes sortes, les trahisons et les tripotages de la bourgeoisie. Car la bourgeoisie des nations opprimées convertit constamment les mots d'ordre de libération nationale en une mystification des ouvriers. »

Les socialistes israéliens de Matzpen

L'organisation la plus radicale et antisioniste de la gauche israélienne était Matzpen. Fondé en 1962, ce groupe se développa après la guerre de 1967, quand il commença à affirmer qu'Israël avait été dès sa création un État colonial de peuplement, et à revendiquer l'autodétermination des Palestiniens. Matzpen adopta la position que « c'est la reconnaissance de la nature fondamentale de l'idéologie sioniste et la rupture totale avec celle-ci qui permet d'affirmer une position internationaliste et qui constitue par conséquent la base d'une lutte commune entre révolutionnaires israéliens et palestiniens » (« Escalade militaire au sein de la société israélienne », matzpen.org, 10 février 1972). Toutefois, il ne pensait pas que la classe ouvrière israélienne était capable de rompre avec le sionisme :

> « Les luttes de classes, si elles existent bien dans la société israélienne, sont limitées par le fait que cette société dans son ensemble reçoit une aide de l'extérieur. Ce statut privilégié est lié au rôle joué par Israël dans la région, et aussi longtemps qu'Israël continuera à le jouer, il y a peu de chances pour que les conflits sociaux internes prennent un caractère révolutionnaire. Cependant un bouleversement révolutionnaire dans le monde arabe modifierait cette situation. »
>
> – « La nature de classe de la société israélienne », matzpen.org, 15 décembre 1971

Matzpen considérait que son rôle en Israël consistait à attendre que la révolution arabe vienne de l'extérieur. De plus, il pensait que seule la jeunesse israélienne, c'est-à-dire les



Matzpen

Les socialistes du groupe israélien Matzpen luttaient pour l'autodétermination palestinienne mais ne croyaient pas qu'il était possible d'arracher les travailleurs juifs au sionisme.

étudiants et les intellectuels, étaient capables de rompre avec le sionisme, pas la classe ouvrière. Cette approche petite-bourgeoise place ses espoirs dans les idées « progressistes » volatiles de cette couche sociale et non dans les travailleurs qui ont un intérêt matériel à une révolution. De ce fait, l'appel du Matzpen à « dé-sioniser » Israël se résumait à des appels moralistes adressés à la classe moyenne éclairée.

Aujourd'hui, des groupes comme le Socialist Workers Party britannique font l'éloge de Matzpen mais en reprennent le point le plus faible. Ils prétendent que la classe ouvrière d'Israël ne luttera jamais pour la révolution, contrairement aux travailleurs partout ailleurs, parce qu'elle profite de l'oppression des Palestiniens. Ils disent par exemple : « Le salaire moyen des travailleurs israéliens est presque le double de celui des Palestiniens » (« Quel est le rôle de la classe ouvrière israélienne ? », socialistworker.co.uk, 16 janvier 2024).

Il est vrai que les travailleurs israéliens ont un statut privilégié dans la région, du fait de l'alliance d'Israël avec l'impérialisme américain. Mais l'oppression des Palestiniens n'est pas dans l'intérêt de classe des travailleurs israéliens. Les conditions de vie des masses israéliennes sont bien pires qu'en Grande-Bretagne, aux États-Unis ou en Allemagne – Israël arrive deuxième en termes de taux de pauvreté dans les pays développés. Les conditions de vie oppressantes – la militarisation de la société, le rôle dominant de la réaction religieuse, l'oppression raciale, les inégalités criantes – sont toutes le produit de l'oppression des Palestiniens. Cette poudrière théocratique d'oppressions de classe, ethnique et de genre ne tient pour l'essentiel que grâce à l'idéologie sioniste. Il y a bien une base matérielle pour gagner la classe ouvrière israélienne à la révolution et à la libération des Palestiniens, ce qui exige une rupture complète avec le sionisme.

Prenons l'exemple des Juifs arabes, les Mizrahim. Ces Juifs, qui vivaient autrefois dans tout le Moyen-Orient, ont été contraints d'émigrer en Israël par la montée de l'antisémitisme attisé par les régimes arabes ainsi que par des provocations sionistes après la Nakba. En Israël, ils ont été traités comme les sionistes traitaient les autres Arabes, c'est-à-dire comme des sauvages arriérés. Dans les années 1970, les Mizrahim représentaient 50 % de la population juive israélienne. Bien que leur statut fût plus élevé que celui des citoyens palestiniens d'Israël, ils étaient maintenus au bas de l'échelle dans la société juive israélienne par la classe dirigeante ashkénaze et ils étaient condamnés aux pires emplois et aux pires conditions de vie régies par la ségrégation. C'est toujours le cas aujourd'hui.

Les Mizrahim ont beaucoup à gagner à lutter pour la libération des Palestiniens, qui sont opprimés par le même État et la même bourgeoisie sioniste qu'eux. Mais en cherchant à s'intégrer dans la société israélienne, cette couche sociale adopte souvent les positions sionistes les plus extrêmes. Cette contradiction touche au cœur du problème de la révolution en Israël. Les couches qui sont idéologiquement les plus réactionnaires sont celles qui ont les plus fortes raisons matérielles de se révolter, tandis que les couches libérales, vers lesquelles se tourne la majorité de la gauche, sont en fait davantage attachées matériellement au statu quo.

L'ordre mondial postsoviétique et la défaite d'Oslo

Les années 1980 furent une période de défaite et de recul pour la lutte palestinienne. La guerre du Liban de 1982 se termina en désastre pour l'OLP, et en 1987 la première intifada fut brutalement réprimée dans la bande de Gaza et en Cisjordanie. Avec ces défaites militaires, l'OLP se trouva de plus en plus isolée dans un contexte international marqué par une belligérance américaine accrue et le retrait des Soviétiques. Avec l'effondrement de l'URSS en 1991-1992, l'ordre mondial subit un changement fondamental. Cela provoqua un glissement idéologique dans la lutte palestinienne : sa direction devenait de plus en plus conservatrice, réticente à combattre et pressée de parvenir à tout prix à un accord.

En mars 1991, le président américain George Bush père annonça que « le temps est venu de mettre fin au conflit israélo-arabe » et il organisa les premières négociations de paix entre Israël et la Palestine, avec la participation de l'Égypte, de la Syrie, de la Jordanie et du Liban. Son successeur Bill Clinton continua sur cette lancée et se proclama l'artisan de la paix au Moyen-Orient. Ces nobles prétentions de l'impérialisme américain étaient symptomatiques d'une période caractérisée par l'hégémonie américaine et le triomphe du libéralisme dans la Guerre froide. Les États-Unis pouvaient se permettre de s'engager dans de gran-



Edmonds/AP

Septembre 1993 : La poignée de mains entre Yasser Arafat et Yitzhak Rabin à la Maison Blanche scella la capitulation de l'OLP lors des accords d'Oslo parrainés par les impérialistes.







Photos : Le Bolchévik

Entre Révolution permanente et le NPA-R qui prônent la simple solidarité libérale, et LO qui renvoie dos à dos Nétanyahou et le Hamas, la gauche trotskyste française refuse de donner une direction révolutionnaire au mouvement pro-Palestine.

dioses projets pour la « paix sur terre » dans le cadre de la Pax Americana. Bien sûr, leur version de la paix, c'était la perpétuation de l'asservissement du peuple palestinien et la stabilisation de la sécurité d'Israël.

Cette initiative se solda par les accords d'Oslo, conclus au début des années 1990 sous l'égide des États-Unis. Ces accords représentaient une capitulation majeure de la part de l'OLP : elle reconnaissait l'État sioniste, reniant ainsi la Charte de l'OLP de 1968 qui définissait la Palestine comme « une unité territoriale indivisible ». De plus, l'OLP acceptait que les implantations juives en Cisjordanie demeurent sous contrôle israélien et elle acceptait de créer l'Autorité palestinienne (AP) qui, en assurant le maintien de l'ordre dans les territoires sous contrôle palestinien, jouerait le rôle de policier pour le compte d'Israël en Cisjordanie et à Gaza. Sous prétexte que les négociations se poursuivaient, ces accords laissaient à Israël le contrôle des ressources en eau et stipulaient que l'AP n'aurait aucune compétence en matière de politique étrangère ou de sécurité extérieure, ni aucune juridiction sur les Israéliens dans les territoires sous administration palestinienne. Les accords d'Oslo créaient un mini-État en forme de bantoustan, une promesse grotesque qui n'a même pas été réalisée.

L'objectif des accords d'Oslo était d'obliger les Palestiniens à se tenir tranquilles et de geler le conflit en faisant miroiter l'espoir d'une solution à deux États. Les sionistes profitèrent de la capitulation de l'OLP pour pressurer davantage encore les Palestiniens en réduisant petit à petit leur territoire et en lançant des attaques continuelles contre Gaza et la Cisjordanie. Ce processus atteignit son point culminant avec la signature sous l'administration Trump des accords d'Abraham de 2020, qui jetaient les bases de la normalisation des relations entre les États arabes et Israël en reconnaissant la souveraineté de ce dernier. Présentés comme un triomphe pour Israël, ces accords promettaient que la cause palestinienne serait reléguée aux confins de l'histoire.

Toutefois, serrer ainsi la vis aux Palestiniens allait forcément provoquer une réaction. La trahison patente de l'OLP conduisit les Palestiniens à se tourner de plus en plus nombreux vers le Hamas et autres forces islamistes, qui proposaient une confrontation plus radicale avec Israël. Une décennie d'affrontements sporadiques entre Israël et le Hamas a abouti à l'attaque frontale contre Israël lors de l'opération « Déluge d'Al Aqsa » du 7 octobre 2023. Cette attaque, et la réaction génocidaire israélienne qui a suivi, a fracassé le statu quo dans la région et enfoncé le dernier clou dans le cercueil des accords d'Oslo. L'intensité et la brutalité accrues de ce conflit coïncident avec le déclin de l'hégémonie américaine, qui provoque de plus en plus de crises dans le monde. C'est dans ce nouveau contexte que les révolutionnaires doivent envisager les prochaines étapes de la lutte pour la libération palestinienne.

Perspectives marxistes aujourd'hui

Si l'attaque du Hamas a ébranlé le statu quo dans la région, dans la gauche marxiste le statu quo politique n'a pas bougé d'un pouce. Il reste marqué par la désorientation et la capitulation. Les socialistes de toutes tendances continuent à zigzaguer entre les deux pôles du sionisme et du nationalisme arabe.

À droite on trouve des groupes comme Lutte ouvrière en France et Lotta Comunista en Italie : bien qu'ils s'opposent aux bombardements israéliens à Gaza, ils dénoncent la lutte de libération palestinienne, qu'ils qualifient de cause nationaliste réactionnaire. Légèrement plus à gauche mais globalement dans la même catégorie, on trouve le Comité pour une Internationale ouvrière et l'Alternative socialiste internationale, qui dissimulent leur rejet de la libération nationale de la Palestine sous un vernis de solidarité libérale avec le mouvement et derrière des abstractions vides, comme par exemple ceci :

> « Ce qu'il faut, c'est un mouvement ouvrier international de masse pour faire pièce au militarisme, au nationalisme et au sectarisme. Ce mouvement doit s'opposer aux classes dirigeantes de tous les pays qui profitent du maintien du statu quo, et unir les travailleurs pour abattre tous les régimes réactionnaires sur la base d'un programme socialiste révolutionnaire pour la paix et la stabilité pour tous. »
>
> – « Mettons fin au massacre à Gaza une bonne fois pour toutes », socialistalternative.org, 4 juin 2024

Les platitudes de ce genre sur l'unité ouvrière contre le capitalisme ne servent à rien si elles ne partent pas du principe de la libération nationale des Palestiniens. Ce qu'il faut comprendre, c'est que le point de départ pour réaliser l'unité entre les travailleurs de Palestine et d'Israël doit être le rejet

du sionisme, et que la révolution socialiste n'est possible qu'en plaçant les aspirations nationales des Palestiniens au premier plan.

À l'autre bout du spectre, on trouve les groupes de gauche qui acclament sans la moindre critique la direction du mouvement palestinien. Le Party for Socialism and Liberation (PSL) aux États-Unis est parfaitement clair sur ce point : « Le rôle du mouvement aux États-Unis n'est pas de critiquer l'idéologie ou la stratégie du mouvement de libération palestinien mais au contraire de faire notre part du travail en soutenant la lutte des Palestiniens pour briser le joug du colonialisme, de façon à ce qu'ils puissent décider eux-mêmes comment ils souhaitent organiser leur société » (« Pourquoi le mouvement palestinien est une lutte pour la libération nationale », liberationnews.org, 3 mars 2024). La plupart des groupes, comme le SWP britannique, ne sont pas aussi explicites et critiquent les méthodes et l'idéologie du Hamas. Mais ces réserves ne visent aucunement à remettre en cause l'emprise du nationalisme sur la lutte des Palestiniens.

Pour tous ces groupes, le rôle des communistes n'est pas de donner au mouvement une direction révolutionnaire mais de servir de sous-fifres aux libéraux et aux nationalistes. C'est là où ces deux courants se rejoignent. Quelle que soit leur position sur la Palestine elle-même, la plupart des groupes marxistes applaudissent le mouvement de protestation en évitant soigneusement de parler du fait qu'il est dirigé par des libéraux pro-impérialistes, ou en faisant ouvertement de la retape pour ces gens – qu'il s'agisse de la politicienne du Parti démocrate américain Rashida Tlaib ou du député travailliste et laquais de l'OTAN John McDonnell en Grande-Bretagne.

Ce sont les centristes comme Left Voice, de la Fraction trotskyste (Révolution permanente en France) qui jouent le rôle le plus perfide. Ils n'ont aucune difficulté à identifier certaines des questions fondamentales du mouvement. Ainsi ils écrivent dans un article sur les États-Unis :

> « Déjà au début du mouvement, des groupes comme Jewish Voice for Peace et le Party of Socialism and Liberation ainsi que des dirigeants d'organisations à but non lucratif ont positionné le mouvement pour en faire une campagne de pression et non un mouvement visant à construire la force indépendante de la classe ouvrière et des opprimés. »
>
> – « Le mouvement pour la Palestine a besoin d'une politique ouvrière indépendante », leftvoice.org, 7 avril 2024

C'est tout à fait vrai. Mais quelles conclusions pratiques Left Voice tire-t-elle de cette analyse ? Ses interventions dans le mouvement propalestinien sont-elles centrées sur la nécessité de rompre avec sa direction libérale, pro-Parti démocrate ? Pas du tout. L'essentiel de son activité consiste à lancer des appels vides de contenu à « massifier le mouvement » et à organiser « des actions unitaires dans la rue ». Quand Left Voice polémique avec des groupes comme le PSL, elle est capable de montrer comment ils capitulent devant le Hamas et le Parti communiste de Chine, et même de critiquer leur attitude conciliatrice envers le Parti démocrate. Mais elle ne dit pas un mot sur leur soutien à Rashida Tlaib, la principale figure du Parti démocrate qui enchaîne le mouvement propalestinien à ce parti du génocide. En fait, Left Voice évite soigneusement de dénoncer le rôle traître que joue Tlaib.

Démasquer Tlaib aux États-Unis, Mélenchon en France et John McDonnell en Grande-Bretagne n'est pas une question secondaire. Si l'on veut sérieusement que le mouvement propalestinien rompe avec sa trajectoire libérale, c'est précisément ce genre de personnalités « de gauche » qu'il faut démasquer. C'est une chose de dire « Il faut s'opposer aux Démocrates », c'en est une autre de dire « Il faut s'opposer à Rashida Tlaib ». La première attitude est acceptable pour les libéraux radicaux. La deuxième s'en prend directement à leurs illusions.

C'est précisément le type de centrisme de Left Voice que dénonçait Lénine dans ses polémiques contre Kautsky. Ce dernier était capable de dénoncer la guerre en général, et même l'aile droite de la social-démocratie, mais il refusait de lutter pour une scission avec les éléments sociaux-chauvins dans le mouvement ouvrier. Aujourd'hui Left Voice peut bien appeler à rompre avec les Démocrates en général. Mais elle refuse de lutter pour une scission avec les composantes bourgeoises « de gauche » du mouvement.

C'est pourtant la tâche centrale des communistes, et cela a été le principe directeur de l'intervention de la LCI dans le mouvement propalestinien depuis le 7 Octobre. Dans les pays où nous sommes intervenus, nous avons cherché à montrer qu'il faut une direction communiste en mettant en avant une perspective qui fasse concrètement avancer le mouvement tout en dénonçant les limites et la traîtrise de ses dirigeants actuels. C'est là la différence entre les centristes, qui observent le problème pour mieux l'éviter, et les révolutionnaires, qui tracent une perspective pour déblayer les obstacles à la victoire.

* * *

La lutte de libération palestinienne entre dans un nouveau chapitre qui une fois de plus met les marxistes à l'épreuve. En Palestine, les révolutionnaires doivent activement parti-



Workers Hammer

Cortège de la Spartacist League/Britain à la manifestation du 13 avril 2024 à Londres.



Rebours/AP

Près de la ville de Gaza en octobre 2000 pendant la deuxième intifada.

ciper à la lutte contre l'offensive israélienne et l'organiser, y compris par des actions unitaires avec les autres groupes de la résistance palestinienne. Mais ils doivent refuser de mélanger les drapeaux ; ils doivent au contraire utiliser chaque occasion de soumettre la stratégie islamiste à une critique impitoyable en faisant toujours passer en premier les intérêts du mouvement dans son ensemble. En même temps, les révolutionnaires doivent travailler à l'intérieur de la société israélienne, et surtout dans la classe ouvrière et dans l'armée, pour attiser toutes les manifestations de colère dirigées contre le gouvernement sioniste, les lier à la cause palestinienne et encourager la rupture avec toutes les formes de sionisme.

Dans le monde musulman, les révolutionnaires doivent galvaniser les sentiments propalestiniens largement répandus parmi les masses laborieuses, faire le lien avec l'oppression impérialiste de la région tout entière et orienter ces sentiments vers une lutte contre les cliques corrompues qui sont au pouvoir. L'opposition inconditionnelle à l'impérialisme et une opposition intransigeante aux nationalistes sont des conditions préalables pour l'unité de tous les travailleurs et paysans, et en particulier ceux appartenant aux minorités nationales opprimées que les impérialistes cherchent à utiliser afin de diviser pour régner (par exemple les Kurdes). Dans les pays du Sud global, les boycotts et les appels à la diplomatie ne signifient rien. Les révolutionnaires doivent orienter la lutte vers l'affaiblissement de la position de l'impérialisme américain, qui est la principale puissance derrière Israël et aussi le principal oppresseur dans ces pays.

En Occident, comme indiqué précédemment, les révolutionnaires doivent lutter pour une scission avec les dirigeants libéraux et réformistes du mouvement. En particulier, ils doivent lutter dans le mouvement ouvrier pour démasquer la politique social-chauvine des directions syndicales en montrant comment leur soutien à Israël (déclaré ou dissimulé) va de pair avec leur sabotage des luttes les plus élémentaires pour les moyens de subsistance des travailleurs.

Sur tous les fronts, dans la lutte pour faire avancer la cause de la libération palestinienne, les révolutionnaires sont confrontés à la nécessité de s'opposer frontalement à ceux qui la dirigent. Cent ans de capitulations du mouvement marxiste devant le sionisme ou le nationalisme ont été payées du sang des Palestiniens ; elles ont conduit à d'innombrables trahisons et défaites et les ont privés d'une solution prolétarienne à leur oppression nationale. La tâche que nous devons accomplir est de construire une direction communiste de la lutte palestinienne et anti-impérialiste – l'élément fondamental qui manque depuis cent ans. ■

Le carnage sioniste s'étend

Pourquoi personne ne peut arrêter Nétanyahou ?

4 octobre 2024 – Depuis le 7 Octobre, la machine infernale sioniste a massacré des dizaines de milliers de Palestiniens. L'escalade n'a pas cessé et aujourd'hui elle menace de provoquer une guerre régionale majeure. En avril dernier, Israël a bombardé l'ambassade d'Iran en Syrie, en juillet il a assassiné à Téhéran le chef du Hamas, Ismaïl Haniyeh, et depuis il s'est engagé dans une offensive contre le Hezbollah, faisant exploser des milliers de bipeurs, tuant ses dirigeants – dont Hassan Nasrallah – et menant des raids dans le Sud du Liban. Face aux crimes d'Israël, des millions de personnes ont manifesté, la Cour internationale de Justice (CIJ) a ouvert une enquête, et l'Iran et le Hezbollah ont tiré des missiles sur Israël. Cependant, rien ne semble dissuader Israël de poursuivre son escalade.

Cela s'explique en partie par le fait que le gouvernement de Nétanyahou, composé de bouchers et de fanatiques, a un objectif clair : le nettoyage ethnique des Palestiniens, du fleuve à la mer. L'obstacle auquel il fait face, c'est que, depuis plusieurs décennies, l'Iran a progressivement érodé la domination militaire d'Israël dans la région. Non seulement l'Iran a développé des armes de pointe, y compris la capacité de développer des armes nucléaires, mais il a également profité des guerres désastreuses menées par les États-Unis dans la région pour consolider un réseau de puissantes milices. Ces évolutions sont considérées comme des menaces existentielles pour le projet sioniste d'Israël.

La droite sioniste voit aujourd'hui une occasion historique de porter un coup dévastateur à l'Iran. La population israélienne a été embrigadée depuis le 7 Octobre dans une frénésie génocidaire ; la réputation internationale d'Israël est déjà en lambeaux et les États-Unis promettent un soutien inconditionnel. Dans ce contexte, Nétanyahou pense qu'en intensifiant continuellement le conflit il peut soit obtenir une capitulation majeure de l'Iran et de ses alliés, soit entraîner les États-Unis dans une guerre directe avec la République islamique. Dans les deux cas, il espère assurer l'expansion sur les terres palestiniennes restantes sans rencontrer d'opposition, et la défense à long terme des frontières d'Israël.

Mais la question demeure : « Pourquoi personne ne peut arrêter Nétanyahou ? » Dans certains cas, la réponse est évidente. Peut-être que les États-Unis ne considèrent pas une guerre avec l'Iran comme souhaitable actuellement, mais c'est tout à fait secondaire par rapport à leur engagement à défendre Israël quoi qu'il arrive. Même si Biden n'était pas sénile, le manque de détermination politique à mettre fin à l'agression israélienne demeurerait. Quant aux gouvernements de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, de la France, du Japon et d'autres « démocraties » avancées, ce sont des larbins déterminés à défendre l'ordre mondial américain même si cela conduit à la dévastation de leurs propres économies. Ils ne vont pas en faire toute une histoire.

Et les forces qui s'opposent à Israël, comme l'Iran ? Ou les millions de personnes qui manifestent contre le génocide à Gaza ? Pourquoi n'ont-elles pas été capables d'arrêter la spirale sanglante en Asie occidentale ? Là il faut regarder non seulement l'équilibre des forces militaires mais aussi les perspectives politiques des différentes oppositions à Nétanyahou. Comme on va le voir, la véritable raison pour laquelle son gouvernement n'a pas été stoppé, c'est que ses opposants n'ont pas de programme audacieux et cohérent pour vaincre le sionisme et se débarrasser de la domination impérialiste sur la région.

Le choix de l'ayatollah : Capitulation ou djihad ?

Il faut tout d'abord examiner l'Axe de la résistance mené par l'Iran, qui comprend le Hezbollah et les houthistes au Yémen. Contrairement à la plupart des autres régimes musulmans qui condamnent Israël en paroles tout en restant en pratique alignés sur les États-Unis, le régime iranien et ses alliés affrontent directement Israël, y compris en lançant des missiles sur son territoire. Cela dit, les démonstrations de force comme celle du 1er octobre ne prouvent pas que l'Axe de la résistance soit déterminé à lutter pour la libération de la Palestine, ni qu'il ait le moindre plan cohérent pour vaincre Israël ou, ce qui est plus important, les États-Unis. En vrai c'est tout le contraire.

La priorité absolue des dirigeants iraniens est de préserver le régime théocratique chiite. Depuis qu'il a été mis en place en renversant le shah, qui était une marionnette des États-Unis, le régime est en conflit permanent avec les intérêts impérialistes dans la région. En même temps, la nature théocratique et capitaliste du régime limite la capacité de l'Iran à repousser et à vaincre l'impérialisme en unissant les peuples d'Asie occidentale dans une lutte commune.

Les problèmes du régime commencent avec les Iraniens eux-mêmes : beaucoup d'entre eux détestent la vie sous le



AP (à gauche) ; Getty (ci-dessus)

Ci-dessus : Nétanyahou à l’Assemblée générale de l’ONU le 27 septembre. À gauche : Bombardement israélien du quartier de la Dahiyé dans la banlieue Sud de Beyrouth au Liban, le 2 octobre.

joug de la loi islamique et des mollahs. Les femmes en particulier se voient refuser les droits démocratiques les plus élémentaires, y compris celui de décider de leur tenue vestimentaire. L’Iran compte également différentes nationalités et groupes religieux qui subissent la répression et le déni de leurs droits nationaux. Ces tensions internes sont apparues au grand jour en 2022, lors de l’explosion sociale qui a suivi la mort en détention de Jina Amini.

Cette situation intérieure tendue signifie que toute menace provenant des impérialistes et d’Israël doit être mise en regard de la stabilisation du front intérieur, qui semble sous bien des aspects plus dangereux pour les religieux au pouvoir. Cela explique pourquoi, en plein génocide israélien à Gaza, l’ayatollah a permis à Massoud Pezeshkian de se présenter à l’élection présidentielle et de se faire élire sur un programme d’apaisement vis-à-vis de l’Occident. Ce n’était pas un revirement mais l’aboutissement logique de la doctrine proclamée de « patience stratégique » à l’égard d’Israël. L’aile réformatrice du régime pense que si elle peut éviter une confrontation directe avec Israël et obtenir des concessions économiques de la part de l’Occident, elle sera en mesure de réduire les tensions internes et d’assurer la stabilité du régime.

Les réformateurs sont conscients que le prix à payer pour ces concessions est de poignarder dans le dos les Palestiniens et leurs autres alliés. Fin septembre, alors même qu’Israël s’activait à décapiter le Hezbollah, le principal allié de l’Iran dans la région, le président Pezeshkian était à New York pour appeler à rouvrir les négociations sur le nucléaire de 2015. La choquante inaction face à l’agression israélienne contre le Liban a été justifiée ainsi par un membre du régime cité dans le *Financial Times* (26 septembre) : « inévitablement, certaines questions importantes sont mises de côté au profit de questions plus urgentes, au moins temporairement. C’est le prix à payer lorsqu’on ajuste son approche dans une bataille ».

Il y a bien entendu une autre aile de la classe dirigeante, les « partisans de la ligne dure », qui veulent imposer un ordre religieux plus draconien à l’intérieur du pays et mener une politique plus conflictuelle à l’égard d’Israël. Il est en effet possible que, dans une longue guerre d’usure avec Israël et les États-Unis, l’Iran sorte vainqueur. Mais le prix à payer serait terrible et le régime courrait de grands risques.

Les États-Unis et Israël sont bien sûr très puissants sur le plan militaire. Mais de plus l’effort de guerre de l’Iran serait entravé par son caractère religieux. Compte tenu de la nature de la République islamique, toute guerre serait largement fondée sur le confessionnalisme chiite. Il est impossible sur une telle base d’unir les peuples de toute la région contre l’impérialisme et le sionisme. Une telle guerre serait un repoussoir pour une grande partie de l’Asie occidentale et permettrait à l’ennemi – et aux régimes sunnites hostiles aux chiites – de fomenter des conflits religieux et nationaux entre les différents groupes opprimés. Cette considération rend une guerre avec Israël beaucoup plus coûteuse et son issue beaucoup plus incertaine pour les religieux au pouvoir.

Le Liban illustre bien ce problème. Les colonialistes français ont sciemment construit le Liban selon des lignes de fracture confessionnelles afin de dresser les différents groupes religieux les uns contre les autres et de maintenir leur domination. Mais au lieu de surmonter ces divisions et de s’efforcer d’unir les sunnites, les chiites et les chrétiens contre l’impérialisme et Israël, l’Iran a concentré ses efforts sur la construction du Hezbollah, une milice basée sur la communauté chiite. Cela signifie que dans tout conflit avec Israël, le Hezbollah doit non seulement affronter l’ennemi extérieur mais aussi équilibrer ses relations avec les autres groupes religieux au Liban. Cette considération est certainement un facteur important dans la retenue du Hezbollah depuis le 7 Octobre.

Il est clair que ni le Hezbollah ni l’Iran n’ont confiance dans leur capacité à affronter Israël à l’heure actuelle. Ces dernières semaines, Nétanyahou a su exploiter l’indécision et le flottement de ses adversaires avec un effet dévastateur. Israël a réussi à décapiter la direction du Hezbollah et a montré au grand jour que l’Iran n’est pas un allié fiable. Face à l’humiliation, le régime iranien a finalement réagi en tirant une salve de 180 missiles balistiques sur Israël. L’initiative est maintenant de nouveau entre les mains d’Israël, qui décidera s’il souhaite poursuivre l’escalade dans le conflit.

Il faut garder à l’esprit qu’il n’est pas du tout certain qu’une guerre totale au Moyen-Orient renforcerait la posi-



ZUMA Press/Alamy

Téhéran, 2 octobre : Rassemblement en hommage au chef du Hezbollah Hassan Nasrallah, tué par l'armée israélienne.

tion des États-Unis et d'Israël – en fait, c'est tout à fait le contraire qui est probable. Cela dit, pour faire avancer la libération palestinienne et l'émancipation de la classe ouvrière, il ne faut pas compter sur l'Axe de la résistance. Ce qu'il faut au contraire, c'est un programme qui soit intransigeant dans son opposition à l'impérialisme et qui puisse unir les peuples du Moyen-Orient. Les piliers d'un tel programme doivent être les suivants :

- ***Défense de Gaza, de la Cisjordanie, du Yémen, du Liban et de l'Iran contre les attaques sionistes et impérialistes !***
- ***Libération nationale de la Palestine et reconnaissance des pleins droits nationaux, y compris l'autodétermination pour toutes les nations !***
- ***Pas de religion d'État, pas d'imposition du voile !***
- ***Nationalisation des biens des impérialistes et de leurs valets locaux !***

Le sionisme libéral : Réactionnaire et impuissant

Même si les idéologues de l'Axe de la résistance prennent leurs désirs pour des réalités, Israël n'est pas un tigre de papier. Il ne s'effondrera pas si sa version des choses est démystifiée ou s'il subit des coups, même sévères, sur le plan économique. Les deux piliers de la force d'Israël sont le soutien qu'il reçoit des États-Unis et l'existence d'une nation juive consolidée sur le territoire de la Palestine. Cela signifie que même s'il était possible d'infliger à Israël une défaite militaire désastreuse qui remettrait en question son existence même, il ne fait aucun doute que les sionistes seraient en mesure d'infliger des destructions catastrophiques et qu'une grande partie de la population israélienne se battrait jusqu'au bout pour son existence nationale. La confrontation militaire avec l'ensemble de la nation israélienne garantit une résistance et une destruction maximales. C'est pourquoi, si l'on veut sérieusement la libération palestinienne, il faut avoir une stratégie visant à saper l'unité nationale d'Israël et à détacher du sionisme une partie importante de la population.

Ces dernières années ont montré qu'il existe effectivement d'importantes fissures au sein d'Israël. Ces tensions intérieures reflètent le glissement inexorable du pays vers une théocratie militarisée totalitaire, même pour les Juifs. Cette trajectoire montre qu'une société fondée sur l'oppression nationale non seulement avilit les opprimés – en l'occurrence les Palestiniens – mais entraîne aussi la nation oppressive dans la barbarie.

Les manifestations de masse de 2023 contre la réforme judiciaire antidémocratique de Nétanyahou et les manifestations plus récentes exigeant un cessez-le-feu pour libérer les otages à Gaza étaient des mouvements basés sur l'aile libérale de la classe dirigeante sioniste. Ce pôle de la société israélienne s'oppose aux aspects les plus belliqueux et théocratiques de la politique gouvernementale, tout en étant pleinement dévoué au sionisme, c'est-à-dire l'oppression nationale des Palestiniens. Cela confère au sionisme libéral un caractère réactionnaire. Cela signifie également qu'il est totalement impuissant face à l'aile droite de la société israélienne.

La logique du sionisme est telle que la fraction de la classe dirigeante qui est la plus enragée et qui cherche le plus la confrontation sera toujours plus conséquente que ceux qui se drapent dans de grands idéaux tout en continuant à défendre le crime historique de la dépossession des Palestiniens. La faillite des mouvements sionistes libéraux est clairement démontrée par le fait qu'ils s'évaporent dès que la défense nationale d'Israël est posée de manière un tant soit peu sérieuse. Après le 7 Octobre, certains des plus fervents opposants de Nétanyahou se sont empressés de rejoindre son gouvernement d'unité nationale. Et à la suite des offensives israéliennes contre le Liban, le mouvement pour la libération des otages s'est employé immédiatement à se démobiliser. Le fait est qu'il ne peut y avoir d'opposition sérieuse à la bande de fanatiques de Nétanyahou sans rompre politiquement avec le sionisme et défendre la libération palestinienne.

Il existe bien en Israël des forces, petites, qui s'opposent à l'oppression palestinienne. Cependant, même si elles sont en butte à une répression intense, elles n'affrontent pas l'obstacle que représente le sionisme libéral. Dans le cas de groupes comme l'Internationalist Socialist League (affiliée au CCRI – Courant communiste révolutionnaire international), ils soutiennent que, parce qu'Israël est un État colonial de peuplement, on ne peut pratiquement rien faire pour amener la classe ouvrière israélienne à rompre avec le sionisme. Pour eux, la tâche consiste simplement à faire preuve d'une solidarité libérale avec les Palestiniens sans chercher à influencer la société israélienne. Il y a ensuite des organisations comme Socialist Struggle (affiliée à l'ASI – Alternative socialiste internationale), qui applaudissent les

mouvements sionistes libéraux. Par exemple, ils ont salué la grève générale d'une journée début septembre sans manifester aucune opposition au sionisme, et en mettant sous le tapis le fait qu'elle était organisée par une bureaucratie syndicale entièrement acquise à l'oppression nationale des Palestiniens. Dans les deux cas, il y a un refus ou une incapacité de confronter les croyances sionistes profondément enracinées chez les travailleurs.

Pour faire éclater le bloc que constitue la société israélienne, il est essentiel d'aller au-delà des idées que les gens ont dans le crâne et d'examiner les intérêts matériels des différentes classes. Si Israël bénéficie d'un niveau de vie plus élevé en raison de son rôle de gros bras des impérialistes dans la région, les conditions de vie des travailleurs israéliens – y compris des travailleurs juifs – ne sont pas bonnes. L'oppression des Palestiniens ne profite pas aux travailleurs juifs : elle les tire vers le bas en les rendant impuissants à défendre leurs propres intérêts face aux patrons et à la bourgeoisie patriotes. Elle les transforme également en agents de l'oppression barbare des Palestiniens, ce qui met leur vie et celle de leur famille en danger et avilit leur propre humanité.

La clé pour débloquer ces contradictions consiste à saper le sionisme avec un programme dirigé à la fois contre son aile droite *et* contre son aile libérale.

- ***Pleins droits démocratiques pour tous les Palestiniens, du fleuve à la mer – les travailleurs israéliens ne seront jamais libres tant que les Palestiniens seront opprimés.***
- ***Rupture du lien avec les États-Unis – servir d'agents de l'impérialisme n'apportera jamais la sécurité.***
- ***Redistribution des terres et des richesses capitalistes aux travailleurs et aux Palestiniens.***

Hara-kiri pour Harris

Pour arrêter l'offensive israélienne, il est essentiel de stopper l'afflux d'armes en provenance de l'Occident, principalement des États-Unis. Il y a eu depuis un an d'innombrables manifestations propalestiniennes et même un mouvement étudiant éphémère mais combatif contre le génocide à Gaza. Toutefois, ces dernières semaines, le mouvement aux États-Unis s'est en grande partie liquidé afin de ne pas nuire aux perspectives électorales de Kamala Harris, dont tout le monde sait qu'elle est engagée à fond dans la défense d'Israël.

Rien n'illustre mieux l'impasse actuelle que le minable mouvement des « non-engagés ». Il y a quelques mois ce mouvement encourageait les électeurs aux primaires du Parti démocrate à inscrire la mention « non engagé » sur leur bulletin de vote comme tactique pour faire pression sur la direction du parti. Bien que des milliers de personnes aient suivi l'appel du mouvement, celui-ci n'a, comme on pouvait s'y attendre, rien obtenu et il a été jeté au caniveau par les démocrates, qui ont même rejeté la revendication pathétique du mouvement d'autoriser ne serait-ce qu'un orateur palestinien – quel qu'il soit – à s'adresser à la convention démocrate de Chicago. Aujourd'hui, après avoir rampé pendant des semaines sans aucun résultat malgré ses efforts, le mouvement non engagé a refusé de soutenir Harris, préconisant au lieu de cela de voter contre Trump… mais pas pour un troisième parti – c'est-à-dire de voter pour Harris.

Ce spectacle lamentable, applaudi à chaque étape par la majorité de la gauche, explique en grande partie pourquoi le



mouvement palestinien en Occident a été si inefficace pour arracher la moindre concession, et encore moins pour stopper les livraisons d'armes. Au lieu de construire une opposition de la classe ouvrière aux deux partis de l'impérialisme américain, qui se battent pour paraître chacun plus sioniste que l'autre, le mouvement a cherché à tirer le Parti démocrate du côté de la Palestine. L'absurdité de cette stratégie est démontrée par le fait que même la députée américaine d'origine palestinienne Rashida Tlaib, qui s'est attiré les foudres de l'ensemble des médias et de l'establishment américains, est restée dans le Parti démocrate malgré le soutien de celui-ci au génocide. Cela montre que ce n'est pas le mouvement palestinien qui a influencé le Parti démocrate mais que le mouvement s'est sacrifié pour les démocrates.

Par ailleurs, des dizaines de milliers de métallos de Boeing et de dockers de l'ILA – syndicat des dockers – sont en grève. Même si l'ILA a criminellement continué à charger les armes, les grèves ont certainement causé plus de perturbations pour les fabricants d'armes américains que toutes les occupations de campus réunies. Le problème est que le mouvement propalestinien est totalement incapable de faire la liaison avec ces travailleurs, dont beaucoup détestent l'establishment libéral jusqu'à la moelle et préféreraient voter pour Trump. Au mieux, les militants libéraux font la morale aux travailleurs en leur expliquant pourquoi ils devraient soutenir la Palestine ; au pire, ils traitent les travailleurs conservateurs avec mépris et les considèrent comme « faisant partie du problème ».

Ce que les libéraux ne comprennent pas, c'est le fait fondamental qu'il n'est pas dans l'intérêt des travailleurs américains d'expédier des missiles causant la mort et le chaos dans le monde entier. Ce sont les enfants des travailleurs américains qui seront les premiers à être envoyés pour tuer et se faire tuer pour les profits de l'impérialisme américain. De nombreux travailleurs savent instinctivement que l'augmentation de l'insécurité et de la précarité à laquelle ils sont confrontés dans leur vie quotidienne a beaucoup à voir avec les guerres incessantes de l'Amérique. Au lieu de s'aplatir devant le parti même qui commet le génocide et brise des

grèves, et au lieu d'essayer de colporter des balivernes libérales à la classe ouvrière, le mouvement propalestinien doit chercher à lier la cause palestinienne à celle de l'émancipation de la classe ouvrière aux États-Unis mêmes.

- ***Arrêt des livraisons d'armes à Israël ! Les crimes américains à l'étranger seront commis aux dépens des travailleurs américains.***
- ***Pour la libération des noirs, pour la libération des Palestiniens !***
- ***Opposition aux démocrates et aux républicains ! Pour un parti ouvrier – votez PSL (Party for Socialism and Liberation) !***

Où sont les BRICS ?

Une alliance efficace est une alliance dont l'ensemble est plus fort que la somme de ses parties. Le bloc des BRICS+ est précisément l'inverse. Lorsqu'il s'agit de la Palestine, ou d'ailleurs de tout autre grand conflit géopolitique, il est absolument impotent. Le problème, c'est que chaque pays membre a des intérêts très différents et souvent contradictoires. Sur la question de la guerre à Gaza par exemple, un État membre, l'Iran, est en conflit direct avec Israël. Et ensuite il y a l'Inde, qui entretient des relations étroites avec Israël et qui est dirigée par un parti chauvin antimusulmans. Il est clair qu'en ce qui concerne la Palestine, les BRICS+ en tant que bloc ne joueront aucun rôle indépendant.

Et les autres grands pays qui composent ce bloc, comme la Russie et la Chine ? La Russie a fourni un certain soutien militaire à l'Iran, notamment des batteries de défense aérienne. Toutefois, la Russie semble plus désireuse d'éviter une escalade régionale que de faire avancer la cause de la libération de la Palestine. En fin de compte, malgré les clameurs contre un impérialisme russe, rien n'indique que la Russie tente de profiter de la situation pour repousser l'influence américaine hors de la région. La Russie se concentre au contraire sur terminer la guerre en Ukraine et conclure un accord avec les États-Unis concernant la future architecture de sécurité de l'Europe.

Et la Chine ? Sans doute un régime se réclamant du communisme ne manquerait pas d'apporter un soutien matériel à la résistance palestinienne, comme l'Union soviétique l'avait fait pour l'Organisation de libération de la Palestine. Tu parles ! À part des gestes vides et des platitudes pacifistes, le Parti communiste (PCC) n'a pas levé le petit doigt pour la cause palestinienne. Et ce, même si la libération de la Palestine et l'expulsion de la puissance américaine de l'Asie occidentale contribueraient grandement à réduire la menace que les États-Unis font peser sur la Chine en Asie orientale. Le PCC est trop occupé à s'acoquiner avec les pires autocrates du Golfe et les capitalistes israéliens pour accorder la moindre attention à l'anti-impérialisme et aux luttes de libération nationale, sans parler de la révolution prolétarienne mondiale.

De tous les pays fondateurs des BRICS, l'Afrique du Sud est probablement celui qui a le plus fait pour indiquer qu'il se tient moralement aux côtés de la Palestine. Il a porté plainte en grande pompe devant la CIJ contre Israël pour génocide. Le résultat ? Rien, bien sûr. La CIJ a pour seul but de cibler des dictateurs africains déchus et des ennemis des États-Unis. Cette démonstration de force vide de tout contenu avait beaucoup plus à voir avec requinquer Ramaphosa et le flanc gauche de l'ANC avant les récentes élections qu'avec un quelconque engagement sérieux en faveur de la libération de la Palestine. En fait, juste après les élections, le président Ramaphosa s'est précipité dans une coalition avec les héritiers du régime d'apartheid, des sionistes enragés. Ce n'est certainement pas de ce gouvernement que la Palestine recevra une quelconque aide.

Cela signifie-t-il que la situation soit désespérée ? Loin de là. Il n'est pas nécessaire de faire l'éloge des BRICS pour admettre que l'emprise de l'Amérique sur le monde s'affaiblit. Des milliards de travailleurs et d'opprimés n'ont que la misère et la guerre à attendre des États-Unis et de leur ordre qui s'effondre. Une fois que l'on cesse de faire confiance aux régimes pourris qui concilient et soutiennent le statu quo, il devient évident qu'il existe un énorme potentiel pour unir les victimes de l'impérialisme américain dans le monde entier – de la Palestine au Mexique en passant par les Philippines et les États-Unis eux-mêmes.

- ***Pour un front anti-impérialiste contre Israël et les États-Unis !***
- ***Nationalisation de tous les actifs impérialistes et annulation des dettes !***
- ***Pas d'illusions dans les BRICS – Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !***

Et après ?

La situation est sombre. Chaque jour, davantage de Palestiniens sont tués par l'armée israélienne et des centaines de milliers d'entre eux sont confrontés à la famine et à la maladie. En Cisjordanie, de nouvelles terres palestiniennes sont volées. Israël montre aujourd'hui tous les signes de sa volonté de transformer le Liban en un nouveau Gaza et de bombarder l'Iran jusqu'à la soumission. Quant à savoir s'il y parviendra, c'est une autre affaire. Toutefois, si l'année écoulée a montré une chose, c'est qu'il n'y a pas de place pour l'optimisme béat. L'ONU, la communauté internationale, la CIJ, les BRICS, les régimes musulmans – aucun d'eux ne viendra à la rescousse des Palestiniens. Il est temps de faire face à la dure réalité et de tirer les leçons des résultats désastreux des douze derniers mois. Les dirigeants actuels de la résistance palestinienne ne sont pas à la hauteur de la tâche. Le mouvement propalestinien international non plus.

Les communistes et les socialistes ont peu d'influence dans le monde arabe, notamment parce qu'ils n'ont pas proposé jusqu'à présent de voie pour une véritable libération nationale (voir « Les marxistes et la Palestine : Cent ans d'échec », page 28). Cependant, il devient chaque jour plus clair que les forces de l'islam politique n'ont pas non plus de réponse. Cela donne au mouvement ouvrier une ouverture pour se jeter dans la mêlée au côté des Palestiniens et proposer une alternative.

La tâche à accomplir est de fusionner à l'échelle internationale les luttes des travailleurs dans leur propre pays avec la lutte de libération palestinienne. Cela ne sera possible que si l'on lutte contre la voie faillie proposée par les bureaucrates syndicaux, les libéraux et les conciliateurs qui ont mené la danse jusqu'à présent. C'est la responsabilité urgente de tous les socialistes, militants de la classe ouvrière et activistes palestiniens de commencer à débattre et à organiser cette lutte pour en changer la trajectoire. Nous ne pouvons pas permettre que l'année prochaine soit comme la précédente. ■

Vent de réaction...

(Suite de la page 2)

nulle part réussi à s'imposer comme force politique sérieuse capable de transformer la situation et d'imposer ses intérêts face à la bourgeoisie.

Il en va de même de la gauche et des mouvements socialistes qui, dans presque toutes les sociétés, sont de plus en plus insignifiants. Au lieu de tirer parti de l'affaiblissement des impérialistes américains, les socialistes de tous bords se sont dissous dans des coalitions réactionnaires avec des politiciens libéraux et « progressistes », comme le Nouveau Front populaire en France et la coalition dirigée par le Congrès en Inde. Ou alors par sectarisme ils s'isolent de la masse des travailleurs. Dans les deux cas, le mouvement ouvrier se retrouve enchaîné aux forces du statu quo, paralysé et discrédité aux yeux de millions de gens.

En conséquence, la seule force politique ayant réellement progressé est l'extrême droite, qui a le vent en poupe au niveau international. Des couches croissantes de travailleurs considèrent les démagogues de droite comme les seuls à s'opposer à l'insupportable statu quo. Le consensus libéral des dernières décennies s'avérant incapable de résoudre la crise qui secoue le monde, des pans de plus en plus larges de la bourgeoisie placent leur sort entre les mains de ces démagogues. La réélection de Donald Trump en est le dernier signe (voir la déclaration page 3).

La détérioration de la situation politique de la classe ouvrière survient à la veille de chocs majeurs. Tout d'abord, il y a l'économie mondiale. Bien qu'elle ait connu une relative stabilisation depuis 2023, elle reste extrêmement instable car elle repose sur une spéculation frénétique. On peut raisonnablement s'attendre à un ralentissement économique, voire un krach, dans un avenir proche. La société étant déjà en proie aux conflits et aux tensions, cela entraînera nécessairement de profonds bouleversements politiques. Deuxièmement, l'Ukraine est en train de se faire écraser sur le champ de bataille. Une victoire russe, qu'elle soit militaire ou qu'elle soit le résultat d'un accord avec les États-Unis, semble l'issue la plus probable de cette guerre, Trump ne cachant pas sa préférence pour un accord y mettant fin.


Vucci/AP

Montée inquiétante de la droite en 2024.

Cela aurait un impact majeur sur l'ensemble de l'ordre politique et militaire en Europe et au-delà.

Troisièmement, il y a la Chine. Son modèle de croissance, reposant sur les fondations de la stabilité postsoviétique, se heurte à un mur. Le pays est soumis à une pression militaire et économique accrue de la part des États-Unis, et les tensions internes se multiplient. Coincée entre l'impérialisme et le gigantesque prolétariat chinois, la clique dirigeante du Parti communiste réagira aux crises de manière brutale et chaotique, ce qui est typique des bureaucraties staliniennes. Cela fera d'autant plus ressortir les deux voies qui s'offrent à la Chine : soit la restauration du capitalisme, soit la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière, régénérant ainsi la République populaire. Pour guider la classe ouvrière dans les conflits à l'horizon, il est crucial d'avoir une compréhension matérialiste correcte, ce qui est le sujet de notre article de fond « La nature de classe de la Chine » (voir page 76).

Qu'il s'agisse d'une crise économique, de l'issue des guerres en Ukraine et au Moyen-Orient ou de l'évolution de la situation en Asie de l'Est, ces événements vont forcément provoquer de nouveaux chocs économiques et géopolitiques. Mais compte tenu de la position de la classe ouvrière dans le monde et de son absence en tant que facteur politique décisif, tout cela risque de profiter, dans un premier temps, à la droite. Les valeurs et institutions libérales seront de plus en plus délaissées en faveur d'un arrangement plus réactionnaire aux dépens des travailleurs et des opprimés. Ce processus ne peut que s'amplifier avec l'élection de Trump, et cela va resserrer l'étau sur les défenseurs du statu quo libéral – auxquels la majeure partie de la gauche continue de s'accrocher –, entraînant la panique et l'hystérie habituelles.

La lutte de la classe ouvrière et son entrée en scène sont le seul élément pouvant changer cette dynamique dans une direction progressiste. Les socialistes doivent


Libkos/AP

Tranchée ukrainienne, mars 2023.



Spartacist

Décembre 2019 : Grève des cheminots en France contre la réforme des retraites. La défaite de cette lutte, puis de celle de 2023, a alimenté la montée de la réaction.

impérativement se battre à chaque étape pour cet objectif. Sans cela, nous nous dirigeons vers une période de réaction et d'attaques contre la gauche et le mouvement ouvrier – d'où le titre de cet éditorial. Il ne fait aucun doute que les chocs à venir créeront de nouvelles possibilités de lutte et même des explosions sociales au potentiel révolutionnaire – les récents évènements au Nigeria, au Kenya et au Bangladesh en donnent un aperçu. Mais il est complètement illusoire de croire, comme le font certains à gauche, que les tendances générales soient favorables au mouvement révolutionnaire ou que l'heure soit à l'offensive.

Au contraire. La tâche des révolutionnaires dans la période immédiate est de préparer des luttes défensives contre la montée de la réaction, de travailler patiemment à s'implanter dans la classe ouvrière et de mener des luttes politiques avec d'autres organisations de gauche qui connaîtront très probablement des crises dans leurs rangs. Il est essentiel que la période à venir soit mise à profit pour mener la lutte contre les dirigeants de la classe ouvrière qui ont conduit le prolétariat dans cette situation, ainsi que contre leurs suivistes de « gauche » qui n'ont cessé de les couvrir. Une lutte résolue doit être menée contre ceux qui, sous les coups de la réaction, chercheront à enchaîner davantage le mouvement ouvrier à la petite bourgeoisie libérale et à répéter les trahisons qui nous ont menés à la situation actuelle.

On ne peut poursuivre ces objectifs que sur la base d'une compréhension correcte de la situation mondiale. À bien des égards, le contenu de ce numéro de *Spartacist* est notre contribution à ces luttes à venir.

Des occasions trahies

Si le monde est dans une tourmente incessante depuis des années, les marxistes auraient tort de se laisser aveugler par l'idée d'une « crise sans fin » et de ne pas voir les flux et reflux de notre époque. Il faut pouvoir distinguer quand les luttes de la classe ouvrière sont mûres pour passer à l'offensive et quand il faut battre en retraite et adopter une position défensive. Par exemple, les chocs économiques et sociaux provoqués par la pandémie, la fin des confinements et le déclenchement de la guerre en Ukraine ont entraîné dans un premier temps une recrudescence des luttes de classes et des luttes sociales, offrant à la classe ouvrière d'importantes opportunités de passer à l'offensive et de renverser la vapeur en sa faveur. D'importants mouvements de grève ont secoué la France, la Grande-Bretagne, les États-Unis et de nombreux autres pays, tandis que des explosions sociales ébranlaient l'Iran et le Sri Lanka.

Les grèves en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis sont encore saluées comme de superbes exemples par de nombreux militants de gauche (« la classe ouvrière est de retour », disent-ils), qui omettent (comme par hasard) le fait que cette vague de luttes a été sabotée et trahie par ses propres dirigeants. Comme ceux qui dirigent le mouvement ouvrier sont des larbins de l'impérialisme, ils ont refusé de lancer une offensive sérieuse contre la bourgeoisie alors que la situation était propice. Au lieu de cela, les grèves ont été étouffées et contenues en Grande-Bretagne et en France jusqu'à ce qu'elles s'essoufflent, aboutissant à la défaite et la démoralisation. Aux États-Unis, les bureaucrates syndicaux ont fait capoter les luttes des principaux syndicats (les Teamsters, les dockers de l'ILWU et plus récemment de l'ILA dans les ports, l'UAW dans l'automobile et l'IAM chez Boeing) en acceptant des accords salariaux qui étaient littéralement des pots-de-vin accordés sous la pression de la Maison Blanche pour apaiser le mouvement syndical et l'empêcher de faire irruption sur la scène politique en tant que force indépendante. À l'automne 2023, le puissant mouvement syndical québécois était probablement le mieux placé en Occident pour mener une offensive, mais le rouleau compresseur de son appareil bureaucratique a réussi à écraser le demi-million de syndiqués pendant les négociations salariales du Front commun, sabordant ainsi la lutte avant qu'elle ne démarre réellement.

De ces différentes manières, des opportunités majeures pour changer l'équilibre des forces de classe ont été sabotées, ce qui a affaibli la position de la classe ouvrière dans son ensemble. Dans tous ces cas, la tâche des révolutionnaires consistait à former des groupes d'opposition à l'intérieur des syndicats afin de pousser à une vaste offensive basée sur une stratégie complètement opposée à toutes les ailes de la bureaucratie syndicale. Au lieu de cela, l'essentiel de l'extrême gauche a soutenu les bureaucrates syndicaux et les politiciens aux belles paroles « de gauche » ; elle saluait aveuglément les luttes tout en limitant ses critiques aux questions de tactique (quand faire grève, pour combien de temps, etc.). En conséquence, ces défaites ont encore accéléré le virage à droite de la scène politique. Tous les pays mentionnés ci-dessus ont vu la montée de la démagogie anti-immigrés à la suite de la défaite des grèves.

En Iran, le meurtre de Jina Amini a déclenché un puissant mouvement de protestation. Bien qu'il ait fait l'objet d'une répression féroce de la part du régime clérical, le mouvement n'a pas réussi à rallier politiquement des couches plus larges de la population, en partie du fait de son association aux



Présidence turque/Murat Cetinmuhurdar

Istanbul, octobre 2023 : le président turc Erdoğan à un rassemblement pro-Palestine organisé par l'AKP, le parti au pouvoir.

forces pro-impérialistes et monarchistes. Le régime a pu faire appel au sentiment anti-impérialiste profondément ancré dans les masses pour maintenir son emprise et neutraliser le soutien populaire à la révolte. Cela a en retour consolidé l'opposition derrière une politique pro-impérialiste. Aujourd'hui, de nombreux militants iraniens de gauche refusent de défendre la cause de la Palestine précisément parce qu'ils recherchent une alliance avec l'impérialisme occidental.

L'exemple de l'Iran illustre le problème plus large auquel font face les militants de gauche dans le « tiers-monde » : ils sont constamment pris entre le soutien aux nationalistes de diverses tendances, au nom de l'« anti-impérialisme », et l'alignement derrière les libéraux, les ONG et autres forces pro-impérialistes. Dans les deux cas, ces soi-disant révolutionnaires finissent par se liquider dans des forces hostiles aux intérêts des masses laborieuses et se retrouvent marginalisés et discrédités. Cela montre que la seule voie progressiste en Iran, et plus largement dans le Sud global, passe par une opposition révolutionnaire à l'impérialisme mais aussi aux nationalistes – qu'ils soient de gauche ou conservateurs – en raison de leur incapacité à combattre l'impérialisme et de leur tendance inhérente à le concilier.

La lutte de libération palestinienne dans l'impasse

La guerre génocidaire menée par Israël à la suite de l'opération Déluge d'Al-Aqsa, lancée par le Hamas le 7 octobre 2023, a été au centre de la plupart des mouvements de protestation de ces derniers mois. Mais la lutte est dans l'impasse. Malgré des mois de manifestations de masse dans le monde arabe, en Occident et au-delà, le mouvement reste impuissant ; il s'est avéré incapable de stopper net Israël et de mettre fin au soutien qu'il reçoit des puissances occidentales. Pourtant, la majeure partie de la gauche dans le monde prétend que la lutte est en plein essor ; certains vont même jusqu'à scander que « la Palestine est presque libre » ! Cette évaluation délirante sert à éviter de confronter les problèmes politiques du mouvement qui, comme le détaille l'article principal de ce numéro, remontent à un siècle.



Hughes/PC

La trahison par les bureaucrates syndicaux de toute une série de grèves en Occident à la suite de la pandémie n'a fait que renforcer le vent de droite. Ci-dessus, manifestation du Front commun des employés publics au Québec en septembre 2023.

La cause palestinienne est une lutte de libération nationale. De ce point de vue, il est évident que la Palestine n'a jamais été aussi loin de la libération. Gaza a été rasée, une nouvelle Nakba est en cours et la terreur sioniste en Cisjordanie et au Liban atteint de nouveaux sommets (voir page 44). Nombreux sont ceux qui soulignent le fait que la réputation internationale d'Israël en a pris un coup ou que la cause palestinienne retient désormais l'attention au niveau mondial. C'est vrai, mais secondaire. Ce qui compte en fait, c'est que l'objectif du mouvement sioniste, à savoir l'expulsion et l'extermination des Palestiniens entre le fleuve et la mer, avance à un rythme beaucoup plus rapide qu'auparavant. La destruction de Gaza et la profonde unité nationale en Israël derrière la guerre montrent que la stratégie du Hamas – provoquer une violente réaction israélienne pour ensuite compter sur l'intervention de l'ONU, de la « communauté internationale » et des régimes arabes traîtres – a causé un désastre pour les Palestiniens.

En Occident, le mouvement est bloqué par des idées libérales et par ses liens avec les mêmes bourgeoisies et partis qui soutiennent le génocide. En Grande-Bretagne, les manifestations de masse sont dirigées par des bureaucrates syndicaux et des politiciens qui soutiennent le Parti travailliste pro-israélien. Aux États-Unis, ce sont des politiciens « de gauche » du Parti démocrate qui sont à la barre, ainsi que les Socialistes démocrates d'Amérique (DSA), qui soutiennent le Parti démocrate pro-génocide et ont fait campagne pour lui. En Allemagne, malgré le courage de militants qui font face à un consensus sioniste quasi total, le mouvement reste lié au Parti de gauche (Die Linke) et au gouvernement dirigé par le SPD, qui soutiennent à fond Israël. En conséquence, dans tous ces pays, le mouvement ouvrier n'est pas



Imago

Erfurt, Allemagne : Populistes de droite de l'AfD manifestant en avril 2023.

entré dans la lutte et les appels à l'action syndicale pour stopper les livraisons d'armes à Israël – ce qui pourrait réellement renverser la situation – sont largement restés lettre morte.

Dans les pays du Sud global la dynamique est différente, mais pas fondamentalement. Au Moyen-Orient, le mouvement propalestinien est souvent mené par les régimes eux-mêmes – comme en Türkiye, en Iran ou en Égypte –, qui prononcent des paroles en faveur des Palestiniens pour maintenir la stabilité politique interne, mais de façon à ne pas compromettre leurs relations avec l'impérialisme américain. Souvent, les seules forces qui s'opposent frontalement aux régimes sont des islamistes ou des formations libérales, dont la stratégie ne peut libérer la Palestine et dont le programme divise la classe ouvrière.

Que ce soit dans le Sud global ou dans le monde occidental, les objectifs, les revendications et les méthodes du mouvement (comme les suppliques adressées à l'ONU, les campements sur les universités, les manifestations soutenues par le gouvernement) sont tous limités par les contraintes d'une alliance avec une aile de la bourgeoisie. Cela garantit leur impuissance et conduira nécessairement à la démoralisation tout en éloignant encore davantage le mouvement ouvrier de la cause palestinienne, permettant ainsi aux forces de droite de passer à la contre-attaque et réprimer le mouvement encore plus brutalement. Ce processus s'observe déjà.

Dans ces conditions, il est criminel pour les révolutionnaires de se contenter d'applaudir le mouvement. Nous devons au contraire nous battre pour une ligne de conduite fondamentalement différente contre le libéralisme et le nationalisme, qui sont des impasses politiques. Ce n'est pas pour rien que nous avons intitulé notre article principal « Les marxistes et la Palestine : Cent ans d'échec » (page 28). Tant que le mouvement socialiste continue d'enjoliver la lutte et de refuser de reconnaître l'impasse où il se trouve, ceux qui se battent pour la libération palestinienne sont condamnés à répéter les mêmes erreurs. Les nationalistes finissent par concilier l'impérialisme américain et l'État sioniste, puis sont ensuite dépassés par des islamistes plus radicaux dont les actions renforcent la forteresse sioniste, tandis que les militants libéraux à l'étranger applaudissent quiconque dirige le mouvement.

Les résultats des élections et la classe ouvrière

Cette année aura été marquée par un grand nombre d'élections. Bien qu'elles ne soient certainement pas le moteur du changement, leurs résultats indiquent des tendances sociétales et donnent une image des polarisations actuelles. C'est dans ce domaine que l'extrême droite a enregistré ses gains les plus évidents, remportant des victoires non seulement aux États-Unis mais aussi en Italie, aux Pays-Bas et en Argentine et gagnant rapidement du terrain en Allemagne, en Autriche, en France et dans de nombreux autres pays. L'Afrique du Sud est désormais dirigée par une coalition de l'ANC avec l'Alliance démocratique, un parti ouvertement pro-impérialiste dominé par les blancs.

Tous les *think tanks* de droite ont les yeux tournés vers l'Argentine où Javier Milei a remporté la présidence en 2023 avec un programme ouvertement pro-américain visant à attaquer tous les acquis de la classe ouvrière et l'industrie nationalisée. Comme le montrent nos articles « Paroles en l'air et sectarisme », « Pour vaincre Milei, il faut lutter pour la libération nationale » et « Réveillez-vous » (voir notre site en anglais et en espagnol ; le troisième article est paru en français dans *Le Bolchévik* n° 235, mai 2024), Milei avance avec son plan réactionnaire. Face à lui les dirigeants du mouvement ouvrier refusent obstinément de mener une lutte sérieuse. Ces dirigeants syndicaux sont liés à la clique détestée des péronistes qui ont ruiné le pays pendant des décennies et dont le régime a pavé la voie à Milei. Pour sa part le mouvement trotskyste argentin, qui est de taille considérable, est sur une trajectoire sectaire et stérile ; il refuse d'affronter les dirigeants syndicaux tout en niant que la classe ouvrière se dirige manifestement vers une défaite historique si elle ne change pas fondamentalement de stratégie.

Partout dans le monde, beaucoup de militants de gauche se sont réjouis des résultats électoraux en Inde et en France. Modi a été réélu avec une majorité très réduite le contraignant à former une coalition, ce que de nombreux militants de gauche et libéraux considèrent comme une grande victoire pour la « démocratie » indienne et l'alliance de front populaire dirigée par le Congrès. Comme l'explique l'article « Le combat contre Modi : Perspectives » (voir page 5), si Modi a subi des pertes électorales, c'est à cause des limites et des échecs du modèle de croissance du BJP et non à cause de l'alliance impotente dirigée par le Congrès, qui va des partis communistes aux chauvins hindous. La soi-disant aile libérale de la bourgeoisie indienne à laquelle s'accroche la gauche n'a pas la moindre réponse aux problèmes du développement de l'Inde, qui sont ancrés dans la dépendance à l'égard des capitaux étrangers et dans la propriété capitaliste. Cette aile libérale ne peut que nourrir ces mêmes forces de droite auxquelles elle prétend faire obstacle.

On a entendu les mêmes échos triomphalistes en France, et le même problème se pose. Le Nouveau Front populaire, arrivé en tête des élections législatives, est une grande coa-



Spartacist

Mineurs en grève à Lázaro Cárdenas (Mexique) votant le 19 juillet 2024 pour renforcer les piquets de grève. Quelques heures plus tard, les bureaucrates syndicaux mettaient fin à la grève. Nos camarades mexicains se sont battus contre cette trahison, pour étendre la grève et pour construire des noyaux révolutionnaires dans le syndicat.

lition allant de l'extrême gauche à certains des représentants les plus réactionnaires de l'impérialisme français qui ont mené des attaques anti-ouvrières brutales lorsqu'ils étaient au pouvoir. Son programme ouvertement pro-impérialiste est un projet incohérent dont le seul but est de préserver l'existence de ce bloc instable. Nos camarades français ont été les seuls à s'opposer à cette coalition réactionnaire, l'extrême gauche l'ayant ouvertement rejointe (PCF, NPA-A, etc.) ou ayant capitulé devant le front populaire au second tour des élections (LO, NPA-R et RP) – voir *Le Bolchévik* n° 236, août 2024. Alors que les libéraux et les militants de gauche se sont réjouis, on a là une réédition tragique du « front républicain », cette succession d'arrangements de collaboration de classe au nom du « barrage à l'extrême droite », dont les seuls résultats ont été d'attaquer la classe ouvrière et… d'alimenter l'extrême droite.

De l'Inde à la France en passant par l'Argentine, les résultats électoraux soulignent le fait que le mouvement ouvrier est constamment enchaîné à une aile de la bourgeoisie qui est responsable de la misère, ce qui à son tour alimente les forces de la réaction. La pression pour faire l'unité avec des éléments de la bourgeoisie s'intensifie au fur et à mesure qu'augmente la menace de la réaction d'extrême droite. De nombreux « révolutionnaires » se proposent pour servir de ciment à ces alliances au lieu de se tenir debout, de dénoncer toute cette affaire réactionnaire et de mettre en avant une voie indépendante pour lutter pour ce dont la classe ouvrière a réellement besoin.

Mais certains pays ne correspondent pas à la tendance décrite ici, notamment le Mexique. Les récentes élections y ont abouti à une victoire éclatante contre la droite remportée par le parti populiste de gauche Morena pour un second mandat. Mais cette exception n'est pas due à l'action des dirigeants du mouvement ouvrier, qui sont liquidés dans le populisme bourgeois de Morena, mais à la position particulière du Mexique dans l'ordre mondial actuel. Au fur et à mesure que les impérialistes détournent leurs capitaux de la Chine, le Mexique devient un phare pour les investissements étrangers ; l'année dernière il a dépassé la Chine pour devenir le premier exportateur de marchandises vers les États-Unis. Cela a permis au gouvernement de renforcer sa position vis-à-vis des États-Unis, qui tolèrent un gouvernement populiste de gauche (pour l'instant). Mais cela a également conduit à l'essor du prolétariat mexicain, qui travaille dans de grandes usines modernes et tient entre ses mains une part croissante de l'économie américaine. D'autres pays connaissent une évolution similaire, notamment en Asie du Sud-Est.

C'est cette force énorme, qui n'a pas encore montré tout son potentiel, qui détient la clé du progrès et qui peut faire basculer le monde dans une direction progressiste. En effet, les puissants mineurs de Lázaro Cárdenas, dans le Michoacán au Mexique, ont lancé l'été dernier une grève combative contre le conglomérat impérialiste ArcelorMittal avant d'être poignardés dans le dos par leurs dirigeants syndicaux, derrière lesquels se tient le gouvernement Morena. Les mineurs ont donné au monde un avant-goût de leur puissance sociale mais ils ont également appris et montré que la question de la direction révolutionnaire déterminera toutes les autres. Au Mexique, cela signifie briser le carcan du populisme qui entrave la lutte contre l'asservissement du pays au capital étranger.

Une année de travail, la gauche et les tâches à venir

Nous avons souligné plus haut que de nombreux marxistes voient les mouvements d'aujourd'hui sous un jour radieux et prédisent des bouleversements révolutionnaires dans un avenir immédiat. Constituée récemment, l'Internationale communiste révolutionnaire incarne probablement le plus clairement cette tendance, interprétant l'instabilité croissante et le fait qu'elle a récemment recruté parmi les étudiants et la petite bourgeoisie, comme la preuve que les masses se tourneraient vers le communisme.

Ils nous accuseront sans doute d'être des pessimistes. Ce n'est pas être pessimiste d'affirmer que la classe ouvrière est confrontée à des temps difficiles. Être révolutionnaire exige de l'optimisme. Mais l'optimisme révolutionnaire ne signifie pas colporter des illusions et de faux espoirs comme le fait le reste de la gauche. La seule base de l'optimisme

est le réalisme révolutionnaire ancré dans une compréhension matérialiste des conditions sociales et politiques. En tant que marxistes, nous évaluons la direction générale de la lutte des classes selon que se renforce ou non la position du prolétariat face à la bourgeoisie. Notre optimisme révolutionnaire découle de notre compréhension des lois de la lutte des classes et de notre confiance dans la classe ouvrière comme la force déterminante pour le progrès historique mondial. C'est une base beaucoup plus solide que l'optimisme gonflé par l'impressionnisme et la futilité.

Si l'évolution de la situation mondiale a conduit certaines organisations d'extrême gauche à regarder le monde avec un optimisme illusoire, d'autres incarnent littéralement la crise de la gauche. Nous trouvons ici des groupes comme le Comité pour une Internationale Ouvrière, l'Alternative socialiste internationale, l'International Socialist Tendency et d'autres qui ont lié leur destin aux mouvements, aujourd'hui disparus, derrière Syriza, Jeremy Corbyn et Bernie Sanders. Ils sont désorientés et démoralisés, espérant ressusciter la « magie » révolue du milieu des années 2010. Enfin, il y a les innombrables groupes sectaires qui s'accrochent à des dogmes et des formules rigides totalement déconnectés des réalités de la lutte des classes, ce qui les rend insignifiants face à l'actualité politique.

Qu'il s'agisse des impressionnistes, des démoralisés ou des insignifiants, ce que toutes ces tendances rejettent est précisément ce que notre propre organisation a réaffirmé lors de sa récente réorientation majeure : la tâche des marxistes est de mettre de l'avant une stratégie révolutionnaire pour faire avancer les luttes des travailleurs et des opprimés contre leurs dirigeants bureaucratiques, libéraux et nationalistes. Au fond, notre principale divergence avec toutes les autres organisations de gauche se résume à la question de la direction révolutionnaire.

Depuis un an, les sections de notre Internationale cherchent à intervenir dans les luttes dans leur propre pays pour constituer des pôles révolutionnaires, non pas en débitant un verbiage révolutionnaire mais en proposant des lignes d'action qui fassent avancer la lutte, contre le sabotage de leurs dirigeants actuels. Nous sommes intervenus dans les vagues de grèves britanniques, françaises et américaines en proposant un chemin vers la victoire et en confrontant les bureaucraties sur des questions fondamentales de stratégie. Nous sommes intervenus dans la lutte propalestinienne, que ce soit en cherchant à organiser des grèves étudiantes aux États-Unis, en lançant des actions de défense de front unique en Allemagne ou en constituant des cortèges dans des manifestations en Australie appelant à rompre le lien avec les États-Unis. Dans chacun de ces cas nous avons cherché à pousser à la scission avec les forces pro-impérialistes qui entravent le mouvement.

Nos camarades grecs sont intervenus de toutes leurs forces dans les luttes étudiantes début 2024 pour s'opposer frontalement au sabotage des dirigeants staliniens du KKE : ils ont cherché à orienter la lutte contre l'UE et à la relier à la classe ouvrière. Nous avons également cherché à intervenir davantage dans les pays du Sud global, où notre présence est faible, en effectuant des voyages en Argentine, au Brésil, aux Philippines, au Nigeria et ailleurs.

Nos interventions dans le prolétariat industriel ont été d'une importance capitale. Nos camarades allemands ont travaillé avec un comité militant de dockers de Hambourg créé pour lutter contre la privatisation du port et le soutien criminel de la direction nationale du syndicat à cette attaque. Nos camarades commencent à être connus là-bas comme « ceux qui ne lâchent rien ».

Aux États-Unis, notre intervention soutenue dans la grève du syndicat de l'automobile (UAW) ainsi que dans la grève des dockers de l'ILA dans les ports de la côte Est du pays et celle de l'IAM chez Boeing a permis à *Workers Vanguard* d'obtenir une véritable audience avec des centaines d'abonnements vendus aux travailleurs. Nous avons travaillé avec un comité de mobilisation dans l'IAM, pendant la grève chez Boeing, qui luttait pour une véritable alternative à la direction du syndicat et contre les accords pourris que celle-ci a soumis au vote des grévistes. En Californie, nous avons soutenu la campagne contre les statuts d'emploi différenciés des dockers menée par Emily Turnbull, membre du bureau exécutif de la section syndicale nº 10 de l'ILWU. D'autres efforts pour construire des pôles lutte de classe contre les







Photos Spartacist

Hafenarbeiterkomitee

Comité de travailleurs du port de Hambourg soutenu par les spartacistes dans une manifestation syndicale en juin 2024 (en haut) ; cortège du Premier Mai 2024 à New York (à droite) ; la LCI lors d'un débat télévisé à l'occasion de la Conférence du centenaire de Lénine à Abuja au Nigeria en janvier 2024 (ci-contre).

bureaucraties syndicales sont en cours notamment dans les transports, le syndicat des électriciens, la santé.

Nous avons porté l'un de nos principaux efforts au cours de l'année écoulée sur la lutte au sein du mouvement socialiste pour le réorienter fondamentalement. Nous avons cherché à mener des actions de front unique avec d'autres groupes chaque fois que c'était possible et nous avons débattu avec d'autres organisations pour clarifier les divergences politiques sur des questions clés pour le mouvement marxiste. L'article sur la Chine dans ce numéro est le fruit de tels efforts. L'article « Principes marxistes et tactiques électorales réexaminés » (page 18) s'inscrit dans le même cadre. Outre la correction de notre ancienne approche sectaire vis-à-vis des élections, il explique plus largement comment les marxistes peuvent utiliser les élections et appliquer des tactiques d'une manière révolutionnaire. Les discussions sur cette question nous ont permis de mener des interventions intenses et fructueuses dans les campagnes électorales en Grande-Bretagne, en France, en Afrique du Sud et aux États-Unis.

Nos efforts pour comprendre le monde et les sociétés dans lesquelles nous travaillons et pour approfondir la réorientation politique de la LCI ont été au cœur de tout cela. En octobre 2023, notre section sud-africaine a lancé le premier numéro de son nouveau journal, *AmaBolsheviki Amnyama*, avec un article de fond sur les leçons de la lutte contre l'apartheid (voir sur notre site, en anglais, « Pour la libération nationale et le pouvoir au prolétariat noir »). Notre section australienne a fusionné avec le groupe des Bolchéviks-léninistes sur la base d'interventions clés dans le mouvement ouvrier et de documents de haut niveau abordant des questions fondamentales de la politique australienne, publiés dans son nouveau journal, *Red Battler*. Nos camarades italiens ont produit un article substantiel (reproduit dans *Le Bolchévik* n° 236, août 2024) détaillant comment les liens du mouvement ouvrier avec l'ordre euro-atlantiste, qui remontent à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, paralysent ses luttes aujourd'hui, notamment contre Meloni. Ces avancées qualitatives font suite aux conférences nationales qui se sont tenues ces dernières années aux États-Unis, au Mexique et en Grande-Bretagne, où nous avons cherché à ce que nos sections nationales s'ancrent profondément dans leur société en s'adressant aux questions brûlantes de chacune.

Intervention active dans divers mouvements pour leur donner une direction révolutionnaire ; actions de front unique avec d'autres organisations du mouvement ouvrier ; implantation patiente dans la classe ouvrière pour construire des pôles de lutte contre la bureaucratie syndicale ; et, chose essentielle, débat et lutte au sein de la gauche pour clarifier ce qui se passe dans le monde et quelles sont les tâches des révolutionnaires : c'est le travail que nous avons mené et c'est ce qui se pose à tout révolutionnaire sérieux dans la période à venir. Bien sûr, nous sommes une petite organisation et nous savons que ce travail est de proportions modestes. Mais il n'est pas modeste dans ses objectifs.

Un vent de réaction souffle. La droite relève la tête dans un monde libéral postsoviétique fracturé. Les groupes de gauche sans boussole et démoralisés seront anéantis. Ceux qui sont aveugles à la dynamique de la période et qui croient que les défis à venir peuvent être surmontés en criant « Vive le communisme » apprendront à leurs dépens que le mouvement communiste ne peut pas se développer indépendamment du mouvement général de la classe ouvrière.

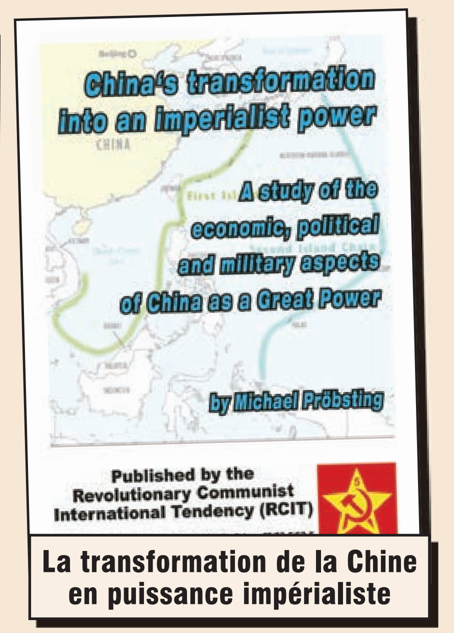
Nous ne prétendons pas avoir toutes les réponses. Mais nous pensons avoir résolu certains problèmes clés qui affligent la gauche aujourd'hui. Nous espérons que ce numéro de *Spartacist* ainsi que le précédent aideront ceux qui veulent sérieusement lutter pour la révolution à se préparer pour les temps à venir et pour les inévitables conflagrations qui s'annoncent. ■



L'impérialisme chinois et la nouvelle Guerre froide



La longue marche de la Chine vers le capitalisme



La transformation de la Chine en puissance impérialiste

Brochures de l'Alternative socialiste internationale, de l'Internationale communiste révolutionnaire et du Courant communiste révolutionnaire international prétendant que la Chine est capitaliste et impérialiste.

Chine...

(Suite de la page 76)

est capitaliste et impérialiste s'alignent simplement derrière les États-Unis et leurs alliés. Pour ce qui est des arguments utilisés, ils rejettent les principes de base du marxisme sur l'État et l'impérialisme. Dans un premier temps, nous montrerons pourquoi la Chine n'est pas impérialiste. Nous argumenterons ensuite que malgré une importante pénétration capitaliste, la Chine conserve les caractéristiques fondamentales d'un État ouvrier déformé. Notre argument central, développé tout au long de cet article, est que pour défendre les intérêts de la classe ouvrière, il faut commencer par s'opposer à l'ordre mondial ***dominé par les États-Unis***. C'est une tâche qui exige de défendre ce qui reste des acquis de la Révolution chinoise de 1949, mais aussi de lutter pour une révolution politique contre la bureaucratie stalinienne du PCC, dont la stratégie et la politique mènent la Chine au désastre.

PREMIÈRE PARTIE : LA CHINE N'EST PAS IMPÉRIALISTE

1) Marxisme contre empirisme

Le terme « impérialisme » est repris par toutes sortes de gens dans toutes sortes de contextes. Pour répondre de façon objective à la question de savoir si la Chine est impérialiste, il faut laisser de côté les clameurs libérales et aborder la question d'un point de vue marxiste. La difficulté ici n'est pas de définir l'impérialisme. La plupart des militants de gauche seront d'accord avec la conception de Lénine :

> « L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes. »
>
> – *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1916

Les désaccords émergent quand il s'agit de déterminer quels pays sont aujourd'hui impérialistes. Certains mettent la Chine, le Brésil et même la Grèce dans un continuum avec les États-Unis, tandis que d'autres nient que le Japon et l'Allemagne comptent parmi les grandes puissances.

Cette grande diversité d'opinions est tout autant un problème de méthode que de programme. Il est essentiel d'aborder la question de l'impérialisme non pas d'un point de vue moral ou en partant d'idéaux abstraits mais en considérant son développement historique concret, c'est-à-dire avec le matérialisme dialectique. Par exemple, Marx examine dans son analyse du système capitaliste comment celui-ci est apparu comme mode de production distinct à partir de la lutte des classes au sein de l'ordre féodal qui l'a précédé. L'impérialisme doit être abordé de la même manière : comme un système vivant qui a évolué dans la lutte des classes du siècle dernier, et où la place d'un pays donné s'insère dans un tout.

Mais ce ***n'est pas*** la méthode utilisée par la gauche. On peut trouver un exemple grossier mais représentatif de leur approche dans l'article de l'ASI « La Chine est-elle impérialiste ? » (chinaworker.info, 14 janvier 2022). Pour répondre à cette question, l'article soupèse dans quelle mesure la Chine correspond aux différents points de la définition de Lénine. A-t-elle des monopoles ? Exporte-t-elle du capital financier ? A-t-elle une grande armée ? Une fois toutes les cases cochées, la Chine est déclarée impérialiste.

Cela n'est pas du marxisme mais de l'empirisme. Au lieu d'examiner le développement de la Chine dans le cadre du système mondial, l'ASI détermine sa nature en comparant





Hirarchivum Press/Alamy ; Taipei Times

L’armée paysanne de Mao a vaincu pendant la guerre civile la bourgeoisie chinoise, la faisant fuir à Taiwan.

simplement des faits empiriques (taille de l’armée, quantité de capital exporté, etc.) à une norme abstraite (la définition de Lénine). Si on transpose cette méthode à la biologie, cela reviendrait à classifier les espèces uniquement en fonction de leurs caractéristiques physiques en ignorant leur évolution. Le problème avec cette méthode, c’est qu’elle est presque entièrement subjective, elle ne peut établir objectivement les traits qui sont décisifs pour déterminer la transformation de la quantité en qualité. Avec cette approche, on peut sélectionner un ensemble de faits pour « démontrer » qu’un pays donné est impérialiste, tout comme un choix différent peut démontrer l’inverse.

Pour couper court à ces querelles byzantines sur qui fait partie du club impérialiste, il faut aborder la question en étudiant comment l’impérialisme a évolué concrètement et historiquement. Et pour déterminer la place spécifique de la Chine dans ce système, il faut replacer son évolution dans celle de l’ensemble du système mondial. C’est ainsi seulement que nous pourrons donner une réponse marxiste au problème.

2) L’ordre mondial américain et la Chine

Toute analyse du système impérialiste contemporain doit commencer avec 1945. Les États-Unis sont sortis du plus grand carnage qu’ait connu l’humanité comme la puissance impérialiste dominante. Les piliers essentiels de l’ordre mondial actuel ont été établis dans ce contexte. Le dollar américain comme monnaie de réserve internationale, l’ONU, le FMI, l’OTAN et la Communauté européenne du charbon et de l’acier (l’ancêtre de l’Union européenne [UE]), tous ont été établis pour affronter l’URSS et consacrer des privilèges exorbitants pour les États-Unis. Les autres puissances capitalistes – la Grande-Bretagne, la France, l’Allemagne et le Japon – n’avaient d’autre choix que se ranger derrière les États-Unis. Les vieux empires coloniaux cessèrent vite de jouer un rôle indépendant dans la politique mondiale, leur statut et leurs privilèges dépendant désormais de leurs relations avec les États-Unis.

Quant à la Chine, un siècle de pillage impérialiste l’avait réduite au statut de néocolonie. Le siège permanent qu’elle obtint au Conseil de sécurité de l’ONU reflétait simplement le fait qu’il s’agissait d’un allié des États-Unis contre le Japon. Toutefois, cette relation changea de façon radicale quand, en 1949, le régime nationaliste de Chiang Kai-shek fut vaincu par l’armée paysanne de Mao, ce qui entraîna la fuite à Taiwan de la bourgeoisie chinoise, la libération de la Chine du joug impérialiste et l’instauration d’un État ouvrier. La Révolution chinoise porta un coup humiliant aux États-Unis et elle conduisit directement à une escalade de la Guerre froide. Pour stopper la progression du communisme et éviter « une autre Chine », les États-Unis lancèrent la chasse aux sorcières maccarthyste et intervinrent militairement dans la péninsule coréenne et plus tard au Vietnam. Pendant cette période, les États-Unis et la Chine étaient aux pôles opposés de l’ordre mondial, qui était défini par les conflits sur le communisme, les colonies et l’URSS.



Reuters

L’adhésion de la Chine à l’Organisation mondiale du commerce en novembre 2001 marquait son intégration au marché mondial dominé par les États-Unis.

Les choses changèrent à nouveau brusquement en 1972 quand Nixon et Mao conclurent un pacte contre l'Union soviétique. Les États-Unis, qui étaient en passe d'être vaincus au Vietnam, cherchaient à restabiliser leur position en exploitant le conflit qui avait éclaté entre l'Union soviétique et la Chine. Les relations sino-américaines s'améliorèrent encore quand Deng Xiaoping succéda à Mao et s'engagea sur la voie « de réforme et d'ouverture », un programme de libéralisation économique. Cela dit, ces relations bilatérales avaient un caractère très particulier. Les deux pays travaillaient ensemble à affaiblir l'Union soviétique, mais leurs régimes sociaux demeuraient fondamentalement opposés.

En 1991, l'effondrement de l'Union soviétique marqua un tournant majeur dans la situation mondiale et ouvrit une nouvelle ère dans les rapports entre la Chine et l'Occident. L'URSS ayant disparu, les États-Unis étaient désormais la puissance mondiale incontestée. La domination américaine et l'ouverture du marché chinois créèrent les conditions pour l'expansion massive des investissements étrangers et des échanges qu'on appelle « mondialisation ». La Chine devint le centre industriel du monde, où les grandes entreprises étrangères trouvaient une main-d'œuvre bon marché, une planification d'État et une paix sociale garantie par le PCC.

Du point de vue des États-Unis, la libéralisation du marché chinois représentait une énorme opportunité. D'autant plus qu'avec la victoire de la démocratie libérale dans la Guerre froide, le communisme chinois n'était plus considéré comme une menace mais simplement comme un anachronisme qui serait résorbé par l'intégration économique avec l'Occident. Le président américain Bill Clinton exprimait clairement ce sentiment : il pensait qu'« en rejoignant l'OMC [Organisation mondiale du commerce], la Chine n'accepte pas simplement d'importer davantage de nos produits ; elle accepte d'importer une des valeurs les plus précieuses de la démocratie : la liberté économique […]. Et quand les individus auront le pouvoir […] de réaliser leurs rêves, ils exigeront d'avoir davantage voix au chapitre » (9 mars 2000).



Du point de vue du PCC, la nouvelle ère était pleine de dangers. L'effondrement de l'Union soviétique était un avertissement de ce qui arriverait si le parti desserrait son emprise politique sur le pays. En même temps, le soulèvement de Tiananmen en 1989 avait montré que les masses s'agitaient et réclamaient de meilleures conditions de vie. La situation se débloqua en 1992 avec la « tournée dans le Sud » de Deng, une campagne visant à mobiliser le parti derrière son programme de libéralisation économique. L'idée était qu'une croissance économique suffisante atténuerait le mécontentement politique et consoliderait le pouvoir du régime.

Ce but fut atteint. Contrairement aux attentes des Américains, l'intégration économique de la Chine ne conduisit pas à la chute du PCC ni à la liquidation des monopoles d'État. Les intérêts convergents du PCC et des capitalistes étrangers durant les années 1990 et 2000 diminuèrent les pressions sur le régime et permirent à la Chine de se développer à une vitesse incroyable en combinant contrôle exercé par l'État sur l'économie, libéralisation des flux de capitaux et expansion du commerce.

Il est essentiel de comprendre cette dynamique. La croissance phénoménale de la Chine s'est déroulée grâce à son ***intégration*** dans le système économique américain, ***et non*** en opposition à celui-ci. La politique étrangère de la Chine – comme celle de tous les régimes staliniens – a continuellement été déterminée par l'objectif d'arriver à une coexistence pacifique avec l'impérialisme. En fait, à ce jour la Chine n'a remis en cause aucun des piliers fondamentaux de la domination américaine. Elle a adhéré à l'OMC, elle soutient le FMI et l'ONU, et aujourd'hui encore son commerce et ses investissements se font essentiellement en dollars américains. Et surtout, la Chine n'a rien fait pour remplacer les États-Unis comme gendarme militaire du monde.

3) Le déclin de l'empire américain

La contradiction au cœur de la situation mondiale actuelle est la suivante : l'hégémonie américaine a créé les conditions qui ont permis à la Chine et à d'autres pays du Sud global de connaître une croissance substantielle, mais en retour cela a affaibli la position américaine. La bourgeoisie américaine comprend cela et sape de plus en plus les piliers de son propre système mondial démocratique libéral. Donald Trump, figure emblématique de cette transition, déclarait en 2015 lors de sa première campagne présidentielle :

> « Maintenant réfléchissez à ceci : nous devons 1 300 milliards de dollars à la Chine. Nous devons plus que ça au Japon. Donc ils viennent, ils prennent nos emplois, ils prennent notre argent, et ensuite ils nous reprêtent l'argent, et nous leur versons des intérêts, et ensuite le dollar monte et l'affaire devient encore meilleure pour eux.
>
> « À quel point nos dirigeants sont-ils stupides ? À quel point ces politiciens sont-ils stupides pour laisser faire ça ? À quel point sont-ils stupides ? »

Symbolisant le fait que l'ordre libéral devient un obstacle pour les États-Unis eux-mêmes, Washington menace d'imposer des sanctions contre la Cour pénale internationale parce qu'elle a ouvert une enquête contre Israël ; les États-Unis envisagent de réduire leur financement de l'ONU et s'en prennent même parfois à l'OTAN et à l'UE. Le PCC, pour sa part, croit toujours que la mondialisation est une force historique irrésistible et que la Chine peut continuer à se développer dans le cadre des règles édictées par les

États-Unis. Nous nous retrouvons dans une situation étrange où la Chine prêche le libre-échange et le droit international tandis que les États-Unis et l'UE encouragent le protectionnisme et foulent aux pieds leurs propres règles internationales.

Dans l'ensemble, la période actuelle est très différente de celle qui a conduit à la Première Guerre mondiale, la période classique des rivalités interimpérialistes. À cette époque, les empires français, britannique et russe, bien établis, étaient confrontés à des puissances impérialistes émergentes (l'Allemagne, le Japon et les États-Unis) qui étendaient agressivement leurs propres empires coloniaux. Au début des années 1900, le système impérialiste était ***fracturé***, et l'instabilité était due aux appétits expansionnistes ***d'empires*** nouveaux mais déjà bien en selle.

Depuis 1945, le système impérialiste a été ***unifié***. Aujourd'hui, le cartel impérialiste fortement intégré dominé par les États-Unis se désagrège de plus en plus du fait de l'émergence de différentes ***puissances régionales***. Ce sont des pays qui sont assiégés par les États-Unis et leurs alliés depuis plusieurs décennies, mais qui réclament maintenant que leurs intérêts régionaux et intérieurs soient respectés. Étant donné que la stabilité du système mondial dépend d'une domination américaine incontestée, ces ambitions relativement modestes représentent une menace existentielle, et c'est ce qui est derrière les turbulences de l'époque actuelle.

Quand on replace le développement de la Chine dans le système impérialiste de la période postsoviétique, il est clair qu'il n'a pas suivi une trajectoire impérialiste expansionniste – il faudrait au minimum pour cela rompre avec l'ordre économique américain. En fait, on voit que, malgré son poids économique – bien plus important que ne l'était celui de l'URSS – la Chine suit une politique étrangère fondamentalement axée sur la préservation du statu quo. Mais même si l'on regarde du côté de la Russie, qui a une stratégie plus agressive, on voit qu'il ne s'agit pas de sa part d'un expansionnisme agressif mais plutôt d'une réaction aux machinations des États-Unis à sa périphérie et contre ses alliés (Géorgie, Ukraine, Syrie). La Russie défie les États-Unis mais elle ne lutte pas pour l'hégémonie mondiale. Fondamentalement, la politique mondiale est un jeu à somme nulle. L'émergence d'un nouveau bloc impérialiste ne peut pas se produire sans infliger une défaite majeure à l'alliance impérialiste qui domine le monde depuis 1945, ou sans la briser.

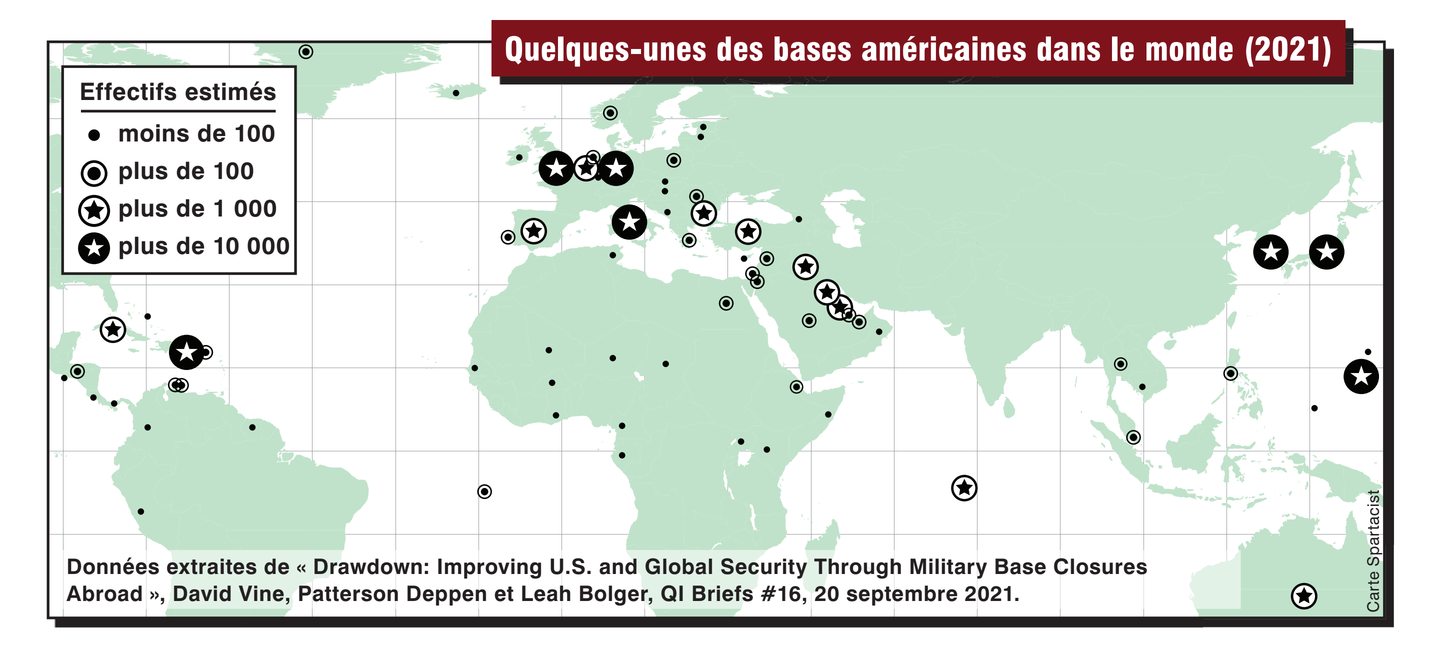

Universal Images Group

Des avions de combat américains survolent des champs pétroliers en flammes au Koweït pendant la guerre du Golfe de 1991.

4) Un impérialisme pacifique ?

La première erreur que font ceux qui prétendent que la Chine est impérialiste est de supposer qu'une nouvelle puissance mondiale impérialiste pourrait émerger par des moyens entièrement pacifiques. Qu'il s'agisse de l'Empire romain de l'antiquité ou du système impérialiste moderne décrit par Lénine, l'impérialisme requiert la coercition militaire. Le militarisme a beau être le produit des rapports économiques, cela n'en fait pas le moins du monde une caractéristique facultative. L'exploitation ne peut être imposée que par la force.

L'importance décisive de la puissance militaire a été quelque peu masquée ces trente dernières années par la domination militaire écrasante des États-Unis. Le caractère incontesté de la puissance américaine a créé les conditions



d'une économie mondiale très unifiée, qui semble à première vue fonctionner largement par des moyens pacifiques. Les milliardaires saoudiens, allemands ou indiens peuvent investir leur argent à l'étranger sans avoir à craindre qu'on saisisse leurs biens ou qu'on annule leurs prêts. C'est parce que l'armée américaine joue le rôle d'huissier pour tout le système impérialiste moderne. En échange des services qu'ils rendent pour garantir les droits de la propriété privée des capitalistes du monde entier, les États-Unis accaparent une part disproportionnée de la plus-value via le dollar et leur emprise sur les centres et institutions névralgiques du capital financier international.

Il est essentiel de comprendre qu'à ce jour, la stabilité de l'économie mondiale repose sur l'armée américaine. Celle-ci possède au moins 750 bases dans 80 pays. Les États-Unis et leurs alliés ont la main sur tous les principaux goulots d'étranglement du trafic maritime : le canal de Panama et celui de Suez, les détroits de Malacca, de Gibraltar et d'Hormuz. La puissance maritime de la Chine s'accroît, mais l'océan Pacifique demeure un lac américain, tout comme l'océan Atlantique, l'océan Indien et la Méditerranée. Depuis 1945, l'armée américaine est intervenue à l'étranger dans plus de 200 conflits. Prises individuellement, beaucoup de ces interventions ne paraissent pas avoir grand sens d'un point de vue économique ou stratégique. Il faut les voir comme des démonstrations de la puissance américaine qui servent à maintenir la stabilité du système international dans son ensemble.

Nous avons déjà vu comment le développement économique de la Chine s'est produit entièrement dans le cadre des institutions clés du système impérialiste américain. Même si la Chine était capitaliste, pour devenir impérialiste il lui faudrait rompre avec le système américain et garantir ses intérêts économiques mondiaux au moyen de sa propre puissance militaire et de ses propres institutions. Un coup d'œil rapide sur la situation mondiale montre clairement que la Chine n'a fait aucun pas sérieux dans cette direction. C'est en fait la seule puissance militaire de taille qui ne soit pas intervenue à l'étranger ces 40 dernières années (les casques bleus de l'ONU ne comptent pas).

Aujourd'hui encore, quand la Chine fait des investissements et accorde des prêts à l'étranger, elle continue à s'appuyer d'abord et surtout sur les institutions de la domination américaine, pas sur sa propre puissance militaire. Sans cet attribut essentiel, la Chine ne peut pas être considérée comme une puissance impérialiste. Prétendre le contraire, c'est peindre l'impérialisme sous des couleurs pacifistes. Cela signifierait que partout dans le monde les pays acceptent d'être surexploités pour des raisons purement commerciales et que le monde a déjà été repartagé entre grandes puissances d'une manière totalement pacifique.

Et les pays comme l'Allemagne et le Japon ? Ils sont eux aussi dépendants de l'armée américaine. Cela veut-il dire qu'ils ne sont pas impérialistes ? Non, pas du tout. L'Allemagne et le Japon ont tous les deux cherché la suprématie aux dépens des États-Unis – avec des conséquences catastrophiques –, et depuis leur défaite ils sont partenaires du système américain. Ils occupent tous les deux des places privilégiées dans l'économie mondiale grâce à leur alliance avec les États-Unis. C'est une différence avec la Chine, qui est toujours demeurée un adversaire malgré l'intégration économique profonde des dernières décennies.

5) Quels pays la Chine opprime-t-elle ?

Il ne peut évidemment pas y avoir d'impérialisme sans l'oppression de pays étrangers. Cela pose la question : quels pays la Chine opprime-t-elle ? Il ne fait pas de doute que le régime politique chinois est oppressif pour son propre peuple. Il est clair aussi que la Chine opprime les minorités nationales à l'intérieur de ses frontières. Mais si cela suffisait pour être impérialiste, l'Irak et le Sri Lanka auraient ce qu'il faut. La plupart des pays oppriment des minorités nationales à l'intérieur de leurs frontières, et tous les pays sont gouvernés au détriment de leur population. Cela n'en fait pas des pays impérialistes.

« Mais, qu'en est-il des "nouvelles routes de la soie" ? », s'exclament l'ASI et consorts. « N'est-ce pas un projet d'exploitation impérialiste ? » Il est vrai que la Chine a investi des milliards (de dollars américains) dans des pays d'Afrique et d'Asie pour construire des infrastructures et au passage accabler ces pays de dettes. Il ne fait pas non plus de doute que la Chine ne procède pas à ces investissements en partant des intérêts des travailleurs. Elle attaque les droits syndicaux, corrompt des responsables, ne tient aucun compte des susceptibilités locales et soutient toutes sortes de régimes réaction-



Carte Spartacist ; sources : Catama, Japan Forward

naires. Mais la question n'est pas de savoir si les actions de la Chine partent de bonnes intentions, mais si des projets comme les nouvelles routes de la soie l'ont transformée en une puissance pouvoir suzerain impérialiste. Autrement dit, la Chine utilise-t-elle la force pour imposer sa volonté aux pays où elle a fait des investissements conséquents ?

Prenons le Sri Lanka, l'exemple souvent cité de la « diplomatie du piège de la dette » chinoise. Il est avéré que le Sri Lanka a été incapable de rembourser les intérêts des prêts chinois qu'il avait contractés pour la construction d'un nouveau port, et qu'il l'a laissé en concession à la Chine pour 99 ans. Mais la Chine gouverne-t-elle le Sri Lanka ? Non. Quand, en 2022, ce pays n'a pas pu rembourser ses créanciers étrangers (en dollars américains), ce n'est pas la Chine qui est intervenue pour imposer ses conditions mais, comme toujours, le FMI, et les négociations clés avec les créanciers se sont déroulées à Washington, pas à Beijing. Même les commentateurs occidentaux étaient forcés de reconnaître que la crise de la dette du Sri Lanka n'était pas due aux prêts chinois.

Et le Pakistan ? En 2017, le Courant communiste révolutionnaire international (CCRI) publiait une déclaration proclamant : « Le corridor économique Chine-Pakistan est un projet de l'impérialisme chinois pour coloniser le Pakistan ! » L'ASI, pour sa part, affirme que le Pakistan fait partie du bloc impérialiste chinois contre les États-Unis (« "L'émergence de la Chine" – une vision dépassée », chinaworker.info, 24 avril). Quiconque a la moindre connaissance du Pakistan sait que c'est complètement absurde. Même si la Chine a des relations étroites avec le Pakistan, ce sont les États-Unis qui mènent la danse. Cela a été démontré avec une parfaite clarté pas plus tard qu'en 2022, quand les États-Unis ont conspiré avec l'élite militaire pakistanaise pour faire destituer et emprisonner le président Imran Khan. En réponse, la Chine n'a rien fait.

Les accusations d'« impérialisme chinois » sont probablement les plus grotesques quand elles concernent l'Afrique. Les puissances occidentales oppriment l'Afrique depuis des siècles et maintiennent le continent dans la misère et la guerre. Le continent est couvert de bases militaires françaises et américaines, mais pas d'avant-postes chinois (la seule base militaire chinoise à l'étranger est à Djibouti). C'est la France qui détient la moitié des réserves de change et contrôle la monnaie de plus d'une dizaine de pays africains. Et comme partout ailleurs, les crises de la dette concernent des paiements en dollars et en euros, pas en renminbi.

Encore une fois, ce n'est pas pour dire que la Chine joue un rôle bienfaisant en Afrique. Loin de là. La question, c'est simplement que la Chine n'impose sa volonté à aucun pays d'Afrique par la coercition. Ce n'est pas la Chine qui a ravagé la Libye, la Somalie, le Mali, le Niger, le Tchad et tant d'autres. Dans tous ces cas, ce sont les impérialistes occidentaux qui sont responsables.

Cela nous amène à la mer de Chine méridionale et à la mer de Chine orientale. La Chine veut-elle transformer le Pacifique en un lac chinois ? Nous ne le pensons pas. Mais même si elle le voulait, cela ne ferait pas d'elle une puissance impérialiste. Il faut être concret : quelle est la situation au moment présent ? Depuis la défaite du Japon dans la Deuxième Guerre mondiale, les États-Unis sont les maîtres du Pacifique. Il n'y a qu'à regarder une carte pour voir que la Chine est totalement encerclée par des alliés des États-Unis, dont la plupart accueillent des troupes américaines sur leur sol. Les Philippines, la Corée du Sud, l'Indonésie, Taiwan – aucun de ces pays n'est opprimé par la Chine, tous sont sous la domination des Américains.



Hans Lucas/AFP

Amiens, mai 2024 : Dirigeants syndicaux et Insoumis détournent la lutte pour l'emploi chez MetEx vers le protectionnisme contre le « dumping chinois ».

Ce processus n'a été ni pacifique ni graduel. Il a été imposé par la destruction de Tokyo à coups de bombes incendiaires, les holocaustes d'Hiroshima et Nagasaki, la guerre de Corée, le massacre des communistes indonésiens et d'innombrables autres crimes. Les apologistes de l'impérialisme occidental poussent les hauts cris devant le renforcement de la puissance militaire chinoise dans la région. Mais qui la Chine a-t-elle envahi ? Il suffit d'examiner les faits objectivement pour voir que l'indignation contre un « impérialisme chinois » dans le Pacifique n'est qu'une capitulation devant le statu quo de la domination états-unienne.

Pour ce qui est de Taiwan, sa situation est singulière. Historiquement, elle faisait partie intégrante de la Chine. Après la Révolution de 1949, elle est devenue le refuge de la classe capitaliste chinoise. Depuis cette date, Taiwan a été soutenue par les Américains comme tête de pont pour ramener la Chine sous la domination impérialiste. Il est vrai qu'aujourd'hui la plupart des habitants de l'île ne souhaitent pas la réunification avec la Chine. C'est en grande partie parce que tout ce que leur propose le PCC, c'est la répression politique et le maintien du capitalisme. Mais cela ne change rien au fait que l'enjeu du conflit à propos de Taiwan porte sur la domination de l'Asie par les États-Unis et le Japon. C'est cette domination qui explique la séparation de Taiwan avec le continent. Une guerre pour Taiwan serait une guerre pour finir la Révolution de 1949 et non une guerre de conquête impériale de la part de la Chine.

6) Implications politiques

L'hystérie contre l'impérialisme chinois et russe sert avant tout à dissimuler le fait que c'est le petit groupe de puissances sous la direction des États-Unis qui opprime toute la planète. Ni la Chine ni la Russie n'oppriment des nations au-delà de leurs frontières ou de leur périphérie immédiate. Ce sont en fait elles qui sont assiégées depuis des décennies par l'impérialisme occidental.

Le point de départ pour une stratégie révolutionnaire et pour unifier le prolétariat en Extrême-Orient ou en Europe

de l'Est doit être l'expulsion de l'impérialisme américain de la région. Cela veut-il dire qu'il faille soutenir le PCC ou le Kremlin ? Bien sûr que non. Leur politique réactionnaire entrave en tout point la lutte contre l'impérialisme. Par exemple, l'oppression nationale des Ukrainiens et des Ouïgours par les gouvernements russe et chinois fait obstacle à l'unité des travailleurs contre les États-Unis et leurs alliés. Reconnaître leurs droits nationaux ***renforcerait*** la lutte contre les puissances qui oppriment l'Extrême-Orient, l'Europe de l'Est et le monde.

Mais une victoire de la Russie ou de la Chine dans une guerre contre les États-Unis ne voudrait-elle pas dire qu'elles prendraient leur place à la tête du système impérialiste mondial ? Tout dépend des circonstances concrètes dans lesquelles une telle victoire serait obtenue. La tâche des communistes est précisément de lutter pour faire en sorte que l'effondrement de l'ordre américain se produise dans des termes favorables à la classe ouvrière, c'est-à-dire de façon internationaliste et révolutionnaire. Pour que la lutte prenne cette direction, il faut y participer activement à toutes les étapes. Ce serait le plus grand des crimes de refuser de lutter pour la défaite des États-Unis, la puissance qui opprime le monde ***aujourd'hui***, de peur que ***demain*** une autre puissance ***puisse*** devenir le nouvel oppresseur.

Au fond, dénoncer « l'impérialisme chinois » n'est qu'un minable prétexte pour refuser de s'opposer à la domination des États-Unis et de leurs alliés. Le poids de cette position dans la gauche reflète le fait que dans les pays alignés sur le camp occidental, on ne peut pas être considéré comme respectable par la bureaucratie syndicale ou les cercles libéraux si l'on défend la Chine contre l'impérialisme. Si certains peuvent penser que tirer un trait d'égalité entre les États-Unis et la Chine est une position radicale, le fait est que les premiers dominent tout le système impérialiste depuis 1945 tandis que la seconde ne domine aucune partie du monde à l'extérieur de ses frontières. Bien sûr, on ne peut pas être un révolutionnaire et défendre la politique du PCC. Mais ce n'est que du vulgaire social-chauvinisme que de rejeter la lutte contre la domination américaine en agitant l'épouvantail de « l'impérialisme chinois ».

DEUXIÈME PARTIE : LA CHINE N'EST PAS CAPITALISTE

1) Le marxisme et l'État

Pour évaluer si l'État chinois est capitaliste ou si c'est toujours un État ouvrier, il faut d'abord une bonne méthodologie de base. Comme avec l'impérialisme, pour la plupart de la gauche la question s'arrête là où elle devrait commencer. Pour ceux qui considèrent que la Chine est capitaliste, il suffit de mentionner le nombre de milliardaires et de sociétés multinationales pour trancher la question. Pour ceux qui défendent la position opposée, le contrôle des industries stratégiques par l'État et la forte croissance économique suffisent à démontrer que la Chine n'est pas capitaliste. Encore une fois, ce n'est pas en regardant quelques photographies isolées que l'on peut régler la question, il faut la considérer dans le cadre de son développement historique concret.

La prolifération de capitalistes et le taux élevé d'industrie nationalisée sont tous deux cruciaux pour comprendre la Chine, mais en soi ils ne prouvent rien. Comme l'indiquait Trotsky dans « La Quatrième Internationale et l'URSS – La nature de classe de l'État soviétique » (octobre 1933), les bolchéviks n'avaient pas nationalisé l'industrie pendant la première année de la Révolution russe ; elle restait entre les mains du secteur privé, sous contrôle ouvrier. En 1921, les bolchéviks réintroduisirent des mécanismes de marché dans l'agriculture avec la Nouvelle politique économique, mais cela ne signifiait pas le retour au capitalisme. De plus, la classe capitaliste elle-même peut nationaliser des pans entiers de l'industrie en réponse à certaines crises (par exemple au Portugal dans les années 1970). Ces exemples montrent simplement que les formes de propriété, prises comme facteur isolé, ne sont pas ***suffisantes*** pour déterminer la nature de classe d'un pays.

Pour les marxistes, le fond de la question c'est l'État lui-même, c'est-à-dire les forces armées et la bureaucratie. La dictature de quelle classe défendent-elles ? Malgré la grande diversité de formes politiques qu'un État peut prendre (démocratique, bonapartiste, fasciste, etc.), il représente toujours le pouvoir d'une classe particulière. C'est ce qu'expliquait Lénine en résumant la conception d'Engels :

> « L'État est le produit et la manifestation de ce fait que les contradictions de classes sont ***inconciliables***. L'État surgit là, au moment et dans la mesure où, objectivement, les contradictions de classes ***ne peuvent*** être conciliées. Et inversement : l'existence de l'État prouve que les contradictions de classes sont inconciliables. »
>
> – *L'État et la révolution*, 1917

Lénine soulignait que les démocrates petits-bourgeois ne comprendront jamais « que l'État soit l'organisme de domination d'une classe déterminée, qui ***ne peut pas*** être conciliée avec son antipode (avec la classe qui lui est opposée) ». Et c'est toujours le cas. Toutes les erreurs sur la nature de classe de la Chine et sur l'avenir de la République populaire de Chine (RPC) reposent sur un rejet de cette conception de l'État énoncée par Lénine.

Le révisionnisme sur cette question commence avec le PCC lui-même. Le programme de Mao détaillé dans « La démocratie nouvelle » (1940) visait une « dictature conjointe de toutes les classes révolutionnaires » de Chine – ce qui était censé inclure la bourgeoisie nationaliste. Cela s'avéra une illusion complète. Quand l'Armée populaire de libération (APL) de Mao vainquit les forces nationalistes du Guomindang, il n'y eut pas de « dictature conjointe ». L'immense majorité des capitalistes s'enfuirent à Taiwan, et ceux qui restèrent furent expropriés. La RPC – une dictature du prolétariat – ne pouvait ***pas*** être conciliée avec son antipode, confirmant ainsi clairement la théorie marxiste. Mais c'est cette même illusion qui était derrière la « politique de réforme et d'ouverture » de Deng et que partage toujours le PCC. De Deng à Xi, le « socialisme avec des caractéristiques chinoises » repose sur le mythe qu'il n'y aurait pas de conflit fondamental entre la bourgeoisie et le socialisme. Ces illusions représentent un danger mortel pour la RPC.

Les socialistes qui considèrent que la Chine est capitaliste commettent la même erreur, mais d'une manière différente. Au lieu de partir de l'idée, comme le fait le PCC, que le capitalisme et le socialisme pourraient cohabiter, ils prétendent qu'il y aurait eu en Chine une transition graduelle et paisible : elle serait passée d'un État ouvrier après 1949 à un État capitaliste dans les années 1990. Selon eux, cette transition aurait



Patrick Piel/Gamma Rapho

Statue de Lénine démolie à Berlin après la contre-révolution capitaliste.

eu lieu sans période de crise aiguë où la structure étatique de la RPC aurait été ***brisée*** et remplacée par un nouvel État. Autrement dit, ils pensent que le même appareil d'État, la même bureaucratie et le même régime pourraient défendre la dictature de deux classes antagonistes. C'est juste une autre manière de faire disparaître le conflit de classes ***inconciliables*** que l'existence même d'un État incarne. Répondant à exactement les mêmes arguments à propos de l'Union soviétique des années 1930, Trotsky écrivait :

> « La thèse marxiste du caractère catastrophique qu'a le passage du pouvoir des mains d'une classe aux mains d'une autre ne se rapporte pas seulement aux périodes révolutionnaires, quand l'histoire se précipite furieusement en avant, mais aussi aux périodes de contre-révolution, quand la société recule. Qui affirme que l'État soviétique s'est transformé graduellement d'État prolétarien en État bourgeois ne fait que dérouler en sens inverse le film du réformisme. »
>
> – « La nature de classe de l'État soviétique »

Pour évaluer la nature de classe de la Chine, le critère fondamental n'est pas le degré auquel le marché ou l'économie planifiée prédomine, même s'il s'agit là de facteurs importants. La question est plutôt de savoir s'il y a eu un changement qualitatif dans la nature et la fonction de l'appareil d'État. Ceux qui croient que la Chine est capitaliste doivent ou bien argumenter que Trotsky avait tort et qu'il est effectivement possible à un État de modifier progressivement sa nature de classe, ou bien ils doivent expliquer quand et comment la contre-révolution se serait produite en Chine.

2) Les contre-révolutions en Europe de l'Est et en URSS

Il y a une différence essentielle entre les arguments théoriques de Trotsky dans les années 1930 et aujourd'hui : nous avons pu voir une série d'exemples historiques clairs de contre-révolutions. Pratiquement personne ne conteste le fait que le capitalisme a été restauré dans les anciens États ouvriers européens et en URSS. Les processus ont été différents en Pologne, en RDA (Allemagne de l'Est), en Yougoslavie et en Union soviétique même, mais tous ces exemples sans exception confirment le « caractère catastrophique qu'a le passage du pouvoir des mains d'une classe aux mains d'une autre ».

Sans entrer dans une histoire détaillée de comment la contre-révolution a triomphé dans ces différents cas, on peut distinguer plusieurs caractéristiques communes à tous. Dans chacun de ces cas, une crise politique aiguë a conduit à l'effondrement du régime stalinien. Bien que, dans certains pays, d'anciens staliniens aient pu conserver une position importante voire dirigeante sous le capitalisme, l'ancien parti communiste n'est nulle part resté au pouvoir. De plus, dans tous les cas, la structure de l'État a été complètement réorganisée. En Yougoslavie, en Tchécoslovaquie, en Allemagne de l'Est et en Union soviétique, l'État s'est désagrégé ou a été liquidé. Mais même là où cela ne s'est pas produit, l'État a réorganisé ses forces armées et a changé de nom, de Constitution et de système juridique.

Il n'y a plus d'armée rouge ni d'armée populaire en Europe. Il n'y a plus de faucille et de marteau sur les drapeaux nationaux (mis à part la Transnistrie), et il n'y a plus de république socialiste ou populaire. Certains diront que les noms et les symboles sont sans importance. Mais c'est faux. Comme une armée conquérante, le capitalisme a apporté avec lui ses drapeaux, ses symboles, ses valeurs et son langage. Ces changements exprimaient une ***rupture*** décisive dans le domaine du pouvoir d'État. Ils représentaient la victoire décisive du capitalisme sur le stalinisme.

Prenons le côté économique de la question. Avant la contre-révolution, beaucoup de pays du bloc de l'Est avaient adopté au fil des années des mesures destinées à libéraliser leur économie. Toutefois, le retour au capitalisme n'a pas été une transition économique graduelle, il s'est produit sous la forme d'un choc catastrophique. Les vieux modèles

Graphique Spartacist ; source : Banque mondiale

économiques se sont brutalement effondrés et un nouveau modèle a été introduit, généralement dicté par le FMI. Les conséquences immédiates ont été la désindustrialisation, le chômage de masse, l'inflation et la récession.

D'après une étude publiée en 1998 par la Banque mondiale (« Revenus, inégalités et pauvreté pendant la transition de l'économie planifiée à l'économie de marché »), la valeur totale des biens et services produits dans les pays ayant effectué une transition vers le capitalisme a diminué d'au moins un quart en termes réels. Dans la plupart des cas, les entreprises d'État ont été liquidées. Le Belarus est l'exception qui confirme la règle ; les entreprises d'État n'ont pas été démantelées mais le choc économique a été tout aussi brutal, avec une diminution de 34 % du PIB par habitant.

Les conséquences sociales de la restauration capitaliste ont été effarantes. Dans la plupart des pays l'espérance de vie a chuté. La Russie a connu une hausse de la mortalité sans précédent en temps de paix dans un pays industrialisé. La Yougoslavie s'est disloquée dans une guerre civile. La pauvreté a explosé dans tous les États anciennement communistes. Dans son étude sur ces pays (en excluant ceux qui étaient en guerre), la Banque mondiale constatait : « Alors qu'en 1989 le nombre de personnes vivant avec moins de 4 dollars par jour (en parité de pouvoir d'achat) était estimé à 14 millions (sur une population d'approximativement 360 millions), plus de 140 millions de personnes vivraient maintenant en dessous de ce même seuil de pauvreté. »

Les conclusions sont claires : partout, la contre-révolution a été un processus brutal. Que ce soit au niveau politique, économique ou social, la transition d'un État ouvrier vers le capitalisme a été abrupte et a représenté une rupture claire avec le passé.

3) Réforme et ouverture en Chine

Comment peut-on comparer les contre-révolutions en Europe de l'Est et en Union soviétique avec la « politique de réforme et d'ouverture » en Chine ? En se focalisant uniquement sur des facteurs isolés, comme le nombre de privatisations et la prolifération des rapports marchands, on peut identifier des ressemblances. Mais si l'on prend un peu de recul et qu'on regarde le tableau d'ensemble, il est parfaitement clair que les deux processus n'ont rien de commun.

C'est au niveau politique que les différences sont les plus évidentes. La Chine n'a pas été épargnée par l'agitation politique qui a secoué les pays non capitalistes en Europe et en Asie centrale à la fin des années 1980. Mais cette agitation a eu un résultat totalement opposé. Le soulèvement massif d'étudiants et de travailleurs déclenché par les manifestations de la place Tiananmen en 1989 a plongé le régime du PCC dans la crise. Mais contrairement aux bureaucraties staliniennes en RDA, en Pologne et en Union soviétique, le PCC ne s'est pas effondré ; il a écrasé le mouvement par une répression sanglante, avec pour résultat que le PCC a renforcé son emprise sur le pouvoir politique. La conséquence des événements de Tiananmen a été la ***continuité*** politique, pas la rupture.

Aujourd'hui, les institutions clés de l'État sont fondamentalement les mêmes dans leur fonctionnement et dans leur apparence. La Chine est toujours dirigée par un parti communiste. Les forces armées sont toujours celles de l'APL, héritière directe de l'armée paysanne de Mao. La République populaire est toujours debout, l'organe suprême est



Archive Photos

Juin 1989 : Le PCC a écrasé le soulèvement de la place Tiananmen pour assurer son maintien au pouvoir.

toujours (officiellement) le Congrès national populaire, et le poste le plus prestigieux est toujours celui de secrétaire général du Parti communiste. Personne ne conteste ces faits – ils sont simplement considérés comme sans importance par ceux qui pensent que la Chine est capitaliste.

Qu'en est-il des sphères économique et sociale ? Trotsky avait prédit que si le régime bureaucratique en URSS se maintenait, cela conduirait à l'effondrement de la dictature du prolétariat, et mènerait « à un arrêt de la croissance économique et culturelle, à une crise sociale terrible et à un recul de toute la société » (« La nature de classe de l'État soviétique »). Nous avons déjà vu comment c'est précisément ce qui est arrivé en Europe de l'Est et en Union soviétique. Mais en Chine on voit l'opposé. Les années 1990 ont vu le ***développement*** le plus extraordinaire des forces productives dans l'histoire, une réduction inégalée de la pauvreté et une amélioration générale des indicateurs socio-économiques.

Ce n'est pas pour dire que la libéralisation du marché en Chine s'est déroulée dans l'intérêt de la classe ouvrière. Outre les conditions de travail abominables dans les nouvelles entreprises capitalistes et les filiales des sociétés étrangères, des couches entières de la classe ouvrière ont terriblement souffert des privatisations et des réformes de marché. Mais prise dans son ensemble, l'économie chinoise n'a tout simplement pas connu le choc destructeur qu'ont subi les pays où s'est produite une contre-révolution. Le processus de réformes a eu des conséquences dramatiques, mais il s'est déroulé de façon progressive et d'une manière qui a préservé la structure générale de la société.

En fait, l'objectif de la « politique de réforme et d'ouverture » n'était pas de restaurer le capitalisme mais de créer des conditions économiques qui permettraient au PCC d'éviter le sort des autres régimes staliniens. Ce que décla-

rait Deng Xiaoping pendant sa « tournée dans le Sud » de 1992, que beaucoup considèrent comme le tournant vers la restauration capitaliste, est instructif à cet égard. On y voit comment la bureaucratie elle-même présentait cette transformation :

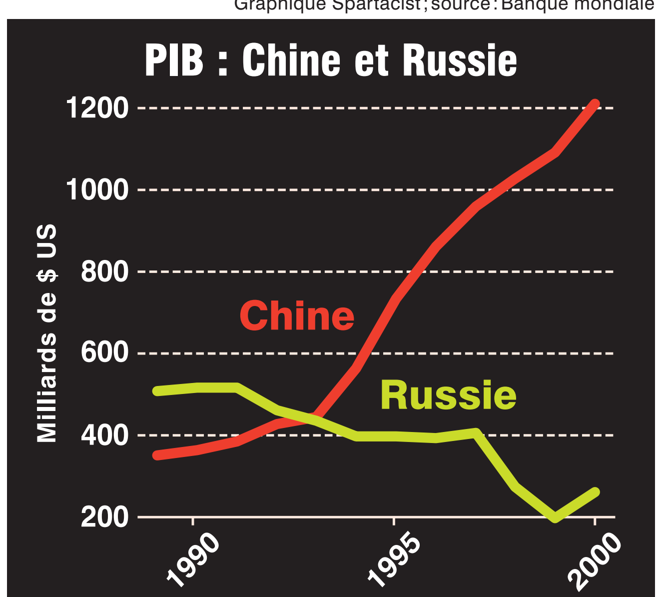
> « Quant aux zones économiques spéciales, les avis ont dès le départ divergé. On s'inquiétait : s'agissait-il de capitalisme ? Le succès qu'est Shenzhen a fourni une réponse claire à ces interrogations de toutes sortes. Les zones économiques spéciales appartiennent à la famille socialiste et non à la famille capitaliste, comme on le constate à Shenzhen. La propriété publique y est prépondérante, les investissements étrangers n'y représentent qu'un quart […]. Nul besoin d'avoir peur, il suffit que nous gardions la tête froide et nous n'aurons rien à craindre. Nous sommes avantagés puisque nous détenons les grandes et moyennes entreprises publiques, les entreprises rurales, et surtout du fait que le pouvoir politique est entre nos mains. »
>
> – « Points essentiels des discours prononcés par le camarade Deng Xiaoping à Wuchang, Shenzhen, Zhuhai et Shanghai (du 18 janvier au 21 février 1992) »

La question n'est pas de savoir dans quelle mesure les convictions socialistes de Deng étaient sincères. Ces déclarations sont en réalité significatives parce qu'elles montrent clairement un désir de ***continuité***. Ce ne sont pas les paroles d'un Boris Eltsine s'engageant à construire un nouveau régime social, mais ceux d'un réformateur stalinien de droite (comme Boukharine ou Gorbatchev).

Mais alors, les inégalités en Chine ? N'ont-elles pas explosé comme en Russie et dans les autres ex-États ouvriers ? Les inégalités sont effectivement monstrueuses et cela montre la nature réactionnaire de la politique du PCC. Toutefois, il suffit de penser aux millions de personnes qui sont mortes de faim sous Mao pour voir que c'est loin d'être une nouveauté. Une fois encore, il est important de regarder plus loin que les simples statistiques.

En Russie, les inégalités ont explosé et les milliardaires sont apparus dans le contexte d'un ***déclin*** social général. En Chine, ce processus s'est déroulé dans le contexte d'un ***progrès*** social général. Dans le premier cas, nous avons une société pourrissante pillée par le capital étranger et les oligarques. Dans l'autre, nous avons des capitalistes et des bureaucrates qui accaparent une part disproportionnée dans une société qui se développe rapidement. Dans les deux cas, le coefficient de Gini [un indicateur statistique de l'inégalité] augmente, mais cela passe par des processus sociaux fondamentalement différents – d'un côté la contre-révolution, de l'autre une forte croissance basée sur la fusion du capital étranger et du contrôle de l'économie par l'État.

Graphique Spartacist ; source : Banque mondiale



4) Dérouler en sens inverse le film du réformisme

Confrontés au fait évident que l'État et le régime chinois sont restés pour l'essentiel intacts, ceux qui considèrent que la Chine est capitaliste sont obligés d'éluder cette question ou bien de fabriquer une explication théorique. Examinons deux exemples de groupes qui au moins essaient de résoudre ce problème.

La tradition « Militant »

La tendance « Militant » était connue pour défendre l'idée qu'on pourrait arriver au socialisme en obtenant une majorité parlementaire de socialistes qui prendrait pacifiquement le contrôle de l'État capitaliste. Ce n'est pas un hasard si les différents descendants de cette tendance sont parmi les plus fervents défenseurs de la position que la Chine est capitaliste.

Dans la période qui a conduit à l'effondrement du stalinisme en Europe de l'Est, le Comité pour une Internationale Ouvrière (CIO), se basant sur les théories de Ted Grant, avait étendu son programme réformiste aux États ouvriers déformés. Un document de 1992 du Comité exécutif international du CIO soutenait que cette période avait vu l'émergence d'« États hybrides d'un type spécial, où des gouvernements contre-révolutionnaires déterminés à établir le capitalisme reposaient sur les bases économiques héritées de l'État ouvrier », et que « dans de telles conditions il n'est pas toujours possible d'appliquer une catégorie sociale figée : État capitaliste ou État ouvrier » (« L'effondrement du stalinisme »). Finies les « contradictions de classe inconciliables » de Lénine, place à la conception poreuse d'« États hybrides ».

Le résultat concret de cette théorie révisionniste fut que le CIO prit part aux barricades érigées par Eltsine pour provoquer la chute de l'URSS. En niant la nécessité théorique d'une contre-révolution, ils finirent par participer à l'une d'elles. Après tout, si la Russie n'était déjà plus un État ouvrier avant 1991, il n'y avait plus rien à défendre. Les conséquences catastrophiques de la destruction de l'URSS montrent clairement la faillite totale de cette conception et la trahison historique qu'elle a représentée.

Au lieu d'apprendre de ce désastre, le CIO et ses descendants ont étendu cette même méthodologie à la Chine d'aujourd'hui. Dans sa brochure « La Chine est-elle capitaliste ? » (mai 2000), Laurence Coates, de l'ASI, utilisait le concept d'« État hybride » pour argumenter que la Chine a fait l'objet d'une transition graduelle vers le capitalisme :

> « La Chine était un État hybride de la fin des années 1980 à 1991-1992. La transformation d'un système à l'autre n'avait pas été achevée – c'était une période où deux voies et deux perspectives étaient possibles. Ce n'est plus le cas. Le facteur principal fut les événements internationaux – l'effondrement de l'Union soviétique et l'accélération de la mondialisation, même si l'écrasement du mouvement de la place Tiananmen et ses effets sur la conscience ont été un point tournant décisif. »


TASS

Moscou, 19 août 1991 : Boris Eltsine dirige le coup d'État procapitaliste qui marque la victoire de la contre-révolution. La théorie révisionniste du CIO les a menés à se joindre à ces barricades.

Comme nous l'avons déjà vu, ce qui a résulté de Tiananmen c'est la continuité politique, pas la rupture. Quant au contexte international, il compte énormément bien sûr. Mais la ***nature d'un État*** ne change pas parce que quelque chose s'est passé dans un autre pays. Le sort de la Guerre civile russe fut déterminé dans une large mesure par les événements internationaux, mais c'est quand les bolchéviks ***prirent le pouvoir*** que la nature de l'État changea. Ce sont précisément de tels tournants décisifs que Coates fait disparaître. Au lieu d'un État qui soit l'affirmation que les intérêts de classe sont inconciliables, nous avons ici une échelle mobile où le passage d'une forme d'État à une autre peut se faire de manière graduelle et où le régime et toute la structure étatique restent intacts, sans heurt décisif des intérêts de classe. C'est tout simplement le vieux réformisme parlementaire de Militant appliqué à la Chine.

Le CCRI

Issu d'une tradition politique différente, le CCRI prend au moins en considération la question du pouvoir politique. D'après ce groupe, une contre-révolution capitaliste a lieu « quand un gouvernement ouvrier bureaucratique stalinien est remplacé par un gouvernement restaurationniste bourgeois ou se transforme en un tel gouvernement », lequel est « fermement résolu, en paroles et en actes, à rétablir un mode de production capitaliste » (« La Révolution cubaine trahie ? », 2013).

Nous avons déjà vu comment ni Xi ni Deng n'avaient « fermement résolu » de restaurer le capitalisme. Mais l'argument plus significatif du CCRI est qu'un « gouvernement ouvrier bureaucratique stalinien » peut se transformer en un « gouvernement restaurationniste bourgeois ». Comment est-ce possible ? C'est que le CCRI croit que les instruments de répression étatiques dans les États ouvriers déformés sont en fait déjà bourgeois. Son argumentation est la suivante :

> « Même si Trotsky ne l'a pas formulé explicitement, il est clair d'après ses écrits qu'il s'attendait à ce qu'une révolution ouvrière contre la bureaucratie stalinienne soit beaucoup plus violente qu'une éventuelle restauration capitaliste renversant les rapports de propriété prolétariens. La raison, c'est que ***l'appareil d'État bourgeois-bureaucratique (c'est-à-dire la police, l'armée permanente, la bureaucratie) n'est pas un instrument prolétarien***, mais celui de la bureaucratie stalinienne petite-bourgeoise qui est beaucoup plus proche de la bourgeoisie que de la classe ouvrière » [souligné par nous].

S'il est juste de dire que la bureaucratie stalinienne a un caractère petit-bourgeois, il est absolument faux de dire que l'appareil d'État qu'elle commande « n'est pas un instrument prolétarien ». Cette conception révisionniste revient à rejeter la définition même d'un État ouvrier, comme l'expliquait Lénine dans *L'État et la révolution* :

> « Comme tous les grands penseurs révolutionnaires, Engels a soin d'attirer l'attention des ouvriers conscients précisé-


Bridgeman

Palais d'Hiver, 1917. Les révolutions ne sont pas un processus graduel.





Affiche de propagande : L'APL protège la Chine contre l'invasion de capitalistes de Taiwan sur des bateaux américains. À droite : Des soldats chinois prêtent serment au PCC.

Jia Fangwen/VCG

> ment sur ce qui apparaît au philistinisme dominant, comme la chose la moins digne de retenir l'attention, la plus coutumière et consacrée par des préjugés non seulement tenaces, mais, pourrait-on dire, pétrifiés. ***L'armée permanente et la police sont les principaux instruments de la force du pouvoir d'État*** » [souligné par nous].

Les « principaux instruments de la force du pouvoir d'État » de la dictature du prolétariat sont « l'armée permanente et la police », comme pour toutes les autres dictatures de classe – esclavagiste, féodale ou capitaliste. Dans un État ouvrier bureaucratiquement déformé, ces « bandes d'hommes armés » sont utilisées par la bureaucratie contre les intérêts politiques de la classe ouvrière, mais elles demeurent les organes d'un État ouvrier.

En Chine, l'APL est utilisée pour réprimer la dissidence de gauche depuis l'époque de la Guerre civile – un fait clairement en évidence en 1989. Cependant, l'APL a ***détruit*** l'État capitaliste chinois et instauré la dictature du prolétariat. Est-elle demeurée un organe petit-bourgeois ? Est-ce que la RPC était un État petit-bourgeois ? Non, depuis 1949 l'APL est l'appareil clé du ***pouvoir prolétarien*** contre la contre-révolution intérieure et extérieure. C'est grâce à l'APL que la bourgeoisie chinoise installée à Taiwan n'a jamais pu revenir sur le continent.

Comme l'expliquait Trotsky, les rapports entre la bureaucratie et l'État dans un État ouvrier déformé sont analogues à ceux qui existent entre des bureaucrates procapitalistes et un syndicat. Même si ces bureaucrates peuvent utiliser l'appareil syndical pour étouffer le mécontentement de la base et même s'ils sont « plus proches de la bourgeoisie que de la classe ouvrière », le syndicat lui-même reste une institution ouvrière dont l'existence même est un rempart contre les patrons. Pour qu'un bureaucrate syndical devienne pleinement un représentant sans contradiction des capitalistes, il doit rompre avec le syndicat. De la même manière, un gouvernement stalinien ne peut pas devenir un « gouvernement capitaliste » sans rompre le lien avec les organes étatiques de la révolution.

C'est précisément ce lien qui a été rompu en URSS en 1991. Eltsine a détruit l'État ouvrier, et ce faisant il a détruit la source du pouvoir de la bureaucratie – et la bureaucratie elle-même en tant que caste dirigeante. En Chine, la bureaucratie a délibérément évité de prendre cette voie et s'est maintenue comme groupe unifié en gardant fermement le contrôle des organes de répression étatiques. La « théorie » du CCRI sur l'État ne vise qu'à effacer la distinction qualitative entre ces deux exemples. Selon lui, on pourrait passer en douceur d'une dictature de classe à une autre – la bureaucratie stalinienne restant intacte – parce que la police et l'armée étaient depuis le début, au mieux, des organes de la petite-bourgeoisie. C'est rejeter non seulement le trotskysme mais aussi les fondements du léninisme sur la question de l'État.

En suivant la logique de sa théorie, le CCRI déclare que non seulement la Chine et le Vietnam sont capitalistes, mais que même des pays comme Cuba et la Corée du Nord le sont ! Puisqu'il ne pense pas qu'une contre-révolution est nécessaire pour restaurer le capitalisme, il découvre celui-ci partout, même dans des pays dont l'économie et le régime sont à l'évidence basés sur des modèles typiquement staliniens.

5) Qui dirige la Chine ?

À n'en pas douter, réaffirmer les principes marxistes sur l'État ne convaincra pas nos détracteurs. Ils répondront que les arguments théoriques de ce genre sont contredits par les faits. Après tout, la Chine compte 814 milliardaires, plusieurs des plus grandes sociétés capitalistes au monde, et même ses entreprises d'État suivent les principes du marché.

Ce sont certainement des faits importants, mais pour bien les interpréter il faut les replacer dans le cadre d'une compréhension correcte des lois historiques qui gouvernent le développement de la Chine. L'humanité maîtrise la science du vol ; mais cela ne contredit pas les lois de la pesanteur. En fait, c'est seulement si on comprend ces lois qu'il est possible d'expliquer comment un avion peut décoller. La Chine est un État ouvrier déformé ayant des capitalistes. C'est un phénomène hautement contradictoire, mais cela ne contredit pas la théorie marxiste de l'État. Au contraire, c'est seulement ***grâce à*** la théorie marxiste qu'on peut interpréter correctement les faits empiriques et répondre à la question de qui dirige vraiment la Chine.

Nous avons déjà vu ce que valent les théories postulant le changement graduel de la nature de classe de la Chine. Mais la plupart de ceux qui pensent que la Chine est capitaliste ne se préoccupent pas tellement des problèmes théoriques et se concentrent plutôt sur l'interprétation impressionniste de faits empiriques. Par exemple, dans une récente polémique


Ju Peng/Xinhua

Congrès national du PCC en 2022. Est-ce que ça a l'air d'un parti capitaliste ?

contre deux partisans du socialisme à la sauce PCC, l'ICR écrivait ceci :

> « Il est tout à fait clair que l'État ne "domine" pas l'économie, même s'il joue un rôle plus influent que dans les économies de ses concurrents occidentaux. Mais la question ici, c'est que même si les banques rendent "***principalement*** des comptes au gouvernement plutôt qu'à des actionnaires privés", les banques tout comme le gouvernement sont impuissants devant les diktats de la nécessité du marché. Les marchés ne sont pas "au service du socialisme". »
>
> – Daniel Morley, « "L'Orient est-il toujours rouge ?" Réponse à ceux qui nient le caractère capitaliste de la Chine », 7 juin 2024

À l'appui de cette position, l'ICR fait valoir que les mesures économiques prises par le PCC après la grande crise financière de 2008 ont aggravé les déséquilibres à long terme de l'économie chinoise. C'est vrai, et cela montre que la politique économique du PCC est malavisée, mais pas que le PCC est gouverné par le marché et qu'il aurait, comme le dit l'ICR, « perdu le contrôle de l'économie et de ses propres entreprises d'État ». En fait, 2008 démontre précisément l'inverse, comme l'explique Richard McGregor dans *The Party* (2012) :

> « Le pouvoir du parti était bien en évidence fin 2008 et début 2009 […]. La banque centrale, le régulateur bancaire et même les banques conseillaient tous de formuler une réponse prudente à la crise. Tous trois avaient mené au cours de la décennie précédente une bataille acharnée pour construire un système bancaire commercial crédible. Mais le Politburo, devant le risque d'un ralentissement brutal de l'économie, décréta qu'il fallait faire tourner la planche à billets. Une fois cette décision prise, les banques n'eurent d'autre choix que de foncer […]. Seuls 15 % [des prêts] allèrent aux ménages et aux entreprises privées, alors que ce pourcentage avait culminé à un tiers en 2007. La plus grande partie allèrent aux entreprises d'État. »

L'auteur explique ensuite qu'en Chine les banques se sont comportées de manière complètement différente des banques occidentales où, même si les gouvernements contrôlaient effectivement des banques à cette époque, ils n'avaient aucun moyen de les forcer à prêter de l'argent. Fondamentalement, la crise financière de 2008 a montré que ces deux régimes sociaux réagissaient de façon différente. Dans l'Occident capitaliste, où le marché domine, l'État est intervenu pour sauver le système financier de la faillite et garantir les profits et la stabilité. En Chine, où le PCC dirige l'économie, l'État est intervenu pour assurer la stabilité du régime. Ce faisant, il a agi contrairement aux principes de profitabilité que les banques avaient passé une décennie à établir.


Aly Song/Reuters

Complexe immobilier d'Evergrande menacé de démolition, janvier 2022. La réaction du PCC à la bulle immobilière a causé la faillite de ce géant du bâtiment.

L'ICR n'aborde pas cette question. Elle observe l'existence d'une bulle spéculative après 2008 et en conclut que la Chine est capitaliste et que le PCC a « perdu le contrôle ». Mais là encore, examinons la question de plus près. Comment le PCC a-t-il réagi à cette bulle spéculative ? En 2020, il a introduit la réglementation des « trois lignes rouges » qui visait spécifiquement à faire éclater la bulle spéculative de l'immobilier. Cela a conduit à la faillite du géant de l'im-

mobilier Evergrande et tout le secteur a plongé dans la crise économique. Les conséquences économiques et sociales des décisions du PCC ont été dévastatrices, notamment pour les citoyens chinois qui n'auront jamais les appartements qu'ils avaient payés. Cet exemple montre que le PCC fait des zigzags d'un extrême à l'autre, de façon typiquement stalinienne. Mais il ne montre certainement ***pas*** que le PCC est impuissant face au marché.

Une fois de plus, ces actions montrent la ***différence*** entre le PCC et le gouvernement américain. Dans le premier cas, l'État a lui-même dégonflé la bulle spéculative pour éviter une grave crise qui aurait pu conduire à l'instabilité politique. Dans le cas des États-Unis, le gouvernement a fait tout ce qu'il pouvait pour faire durer la bulle spéculative le plus longtemps possible, et aujourd'hui il fait la même chose avec la Bourse. Ce sont là des faits. Mais si l'on ne comprend pas que ces deux États obéissent à des lois fondamentalement différentes, on ne peut pas interpréter ces faits correctement.

S'il est difficile de comprendre l'économie chinoise, c'est en partie parce que le PCC a fait beaucoup d'efforts ces dernières décennies pour lui donner l'apparence d'une économie de marché, afin d'attirer les investissements étrangers et d'enrégimenter sa main-d'œuvre. Il a partiellement privatisé les entreprises d'État et leur a attribué des conseils d'administration « indépendants », il a laissé les capitalistes privés créer des sociétés qui valent plusieurs milliards de dollars, et ainsi de suite. Mais derrière cette libéralisation, le PCC a maintenu une poigne de fer sur les entreprises publiques et privées. Dans ce contexte, se focaliser uniquement sur la question de savoir si une entreprise est publique ou privée prête nécessairement à confusion. Au bout du compte toutes les entreprises doivent se conformer aux exigences politiques du PCC. Ce contrôle politique est assuré par des institutions comme le Département de l'organisation du Comité central (DO), qui désigne les titulaires de pratiquement tous les postes importants du pays. McGregor fait la comparaison suivante :

> « Aux États-Unis, un département similaire superviserait les nominations de l'entièreté du gouvernement, des gouverneurs des États et de leurs adjoints, des maires des grandes villes, des directeurs de toutes les agences de régulation fédérales, des directions de General Electric, d'ExxonMobil, de Wal-Mart et d'une cinquantaine d'autres grandes entreprises américaines, des juges de la Cour suprême, des rédacteurs en chef du *New York Times*, du *Wall Street Journal* et du *Washington Post*, des patrons des chaînes de télévision et du câble, des présidents de Yale, de Harvard et des autres grandes universités, et des directeurs de groupes de réflexion comme la Brookings Institution et la Heritage Foundation. »

Le contrôle du PCC n'est pas motivé par la profitabilité. En fait il va directement à l'encontre de ses lois les plus élémentaires. Par exemple, le DO a brusquement décidé en 2004 d'intervertir les dirigeants des trois principales entreprises de télécommunications, qui étaient en concurrence les unes avec les autres et qui étaient censées appliquer les règles des marchés boursiers occidentaux. Intervertir les dirigeants d'entreprises concurrentes est contraire aux lois fondamentales de la concurrence capitaliste. C'est comme si le gouvernement américain décidait de nommer Mark Zuckerberg à la tête de Tesla et Elon Musk à celle de Meta. Le PCC a effectué cette opération pour calmer la guerre des prix et réaffirmer son autorité. Dans quel pays capitaliste ce genre de choses arrive-t-il ? Est-ce vraiment le marché qui dicte sa conduite à l'État ?

Malgré toutes les statistiques qu'on peut faire défiler pour montrer la prévalence des rapports capitalistes en Chine, au fond la classe capitaliste ne détient pas le pouvoir d'État. C'est le PCC qui décide. L'importante croissance des rapports capitalistes en Chine est due à ***l'alliance*** des dernières décennies entre le PCC et les capitalistes. Mais cela ne veut pas dire que les intérêts du PCC soient les mêmes que ceux de la classe capitaliste, ni que sa politique soit guidée principalement par des intérêts capitalistes. Bien au contraire. La bureaucratie du Parti communiste continue d'occuper une position intermédiaire, naviguant entre les pressions du capital (étranger et chinois) et la classe ouvrière. Pour ce faire, elle doit utiliser l'appareil d'État contre les ***deux*** pôles afin de conserver sa position.

6) Bonapartisme

L'argument classique, c'est que la coercition exercée par le PCC sur les capitalistes en Chine n'est pas différente de ce qui se passe sous n'importe quel autre régime bonapartiste. En 2017, le prince héritier saoudien Mohammed Ben



Cour royale d'Arabie saoudite

Grigory Sysoev/Spoutnik

Salman (MBS) a séquestré plusieurs centaines de capitalistes saoudiens (principalement des membres de sa famille) et leur a extorqué des milliards de dollars. En 2003, le président russe Poutine a fait emprisonner en Sibérie son rival Mikhaïl Khodorkovsky, qui était alors l'homme le plus riche de Russie, en l'accusant de fraude et d'escroquerie. En quoi tout cela diffère-t-il du fait que le PCC fait régulièrement disparaître des capitalistes, ou de certains exemples cités plus haut ? Pour comprendre la différence, il faut examiner chacun de ces régimes individuellement et ses rapports avec la classe capitaliste du pays concerné.

L'Arabie saoudite est une monarchie absolue qui, depuis la Deuxième Guerre mondiale, dépend de son alliance militaire avec les États-Unis pour se maintenir comme bastion de la réaction au Moyen-Orient. En Arabie saoudite, c'est la famille royale qui constitue aussi essentiellement la classe capitaliste. Le célèbre incident de 2017 était une querelle dynastique digne du Moyen Âge transposée dans le monde moderne. En faisant cracher au bassinet sa propre famille, MBS cherchait principalement à réaffirmer ses prétentions dynastiques, un comportement « normal » compte tenu de la nature féodale de la classe capitaliste saoudienne. En Russie, Poutine est arrivé au pouvoir dans un contexte de querelles intestines anarchiques et violentes entre gangsters oligarques. Le caractère bonapartiste de son gouvernement reflétait le besoin d'un arbitre capable d'apaiser les tensions dans la Russie d'après la contre-révolution. C'est dans ce contexte qu'il lui fallait affirmer son autorité sur certains oligarques qui refusaient de marcher droit.

Dans les deux cas, les mesures de répression bonapartistes servaient à préserver la stabilité du régime capitaliste. En Chine, le caractère bonapartiste du régime est très différent. Depuis 1949, le pouvoir du PCC se fonde sur la domination d'un État ouvrier par une bureaucratie qui a ***écrasé*** la classe capitaliste. Puisqu'il s'oppose à un programme internationaliste révolutionnaire, il est coincé en permanence entre le caractère arriéré de l'économie, les revendications économiques et politiques de la classe ouvrière et de la paysannerie et la pression hostile de l'impérialisme mondial. Avec l'effondrement du stalinisme un peu partout dans les années 1990, le PCC a choisi de pencher plus fortement du côté où soufflait le vent, c'est-à-dire du côté des capitalistes. Le contexte international et national a changé, mais pas le régime lui-même.

La nature bonapartiste du PCC découle toujours fondamentalement des mêmes forces de classe. Contrairement à l'Arabie saoudite ou à la Russie, la classe capitaliste chinoise n'est pas la base du régime, mais une rivale. C'est vrai alors même que beaucoup de capitalistes sont membres du PCC ou apparentés à des bureaucrates de haut rang. Les antagonismes de classe ne peuvent pas être surmontés par des mariages et des titres, une leçon que l'aristocratie française a apprise à la dure.

Malgré le caractère bureaucratique de leur régime, ni MBS, ni Poutine ni Xi ne peuvent transcender les intérêts sociaux sur lesquels repose leur pouvoir : intérêts dynastiques pour la monarchie saoudienne, intérêts oligarchiques pour Poutine, intérêts bureaucratiques pour Xi. Dans les deux premiers cas, le pouvoir de la couche dirigeante repose sur la classe capitaliste. Attaquer les intérêts fondamentaux des capitalistes serait contraire à la nature même du régime. Ce n'est pas le cas pour le PCC. Sous une pression extérieure et intérieure suffisamment forte, il pourrait exproprier la classe capitaliste. Bien sûr, cela créerait de gigantesques convulsions, et ce n'est pas ce que souhaite le PCC. Mais n'oublions pas qu'il l'a déjà fait dans le passé, et qu'avant 1949 Mao ne voulait pas non plus liquider les capitalistes.

On peut voir les bases de classe différentes de ces trois régimes en observant le comportement des capitalistes à leur égard. Malgré la tyrannie de MBS, les millionnaires et les milliardaires s'agglutinent en Arabie saoudite comme des moustiques autour d'un lampadaire. En Russie, le déclenchement de la guerre en Ukraine et les sanctions occidentales ont provoqué le départ d'un nombre important d'individus fortunés. Mais dans l'ensemble les oligarques ont fait bloc derrière le régime. Depuis 2022, les milliardaires ont rapatrié en Russie au moins 50 milliards de dollars d'actifs détenus à l'étranger. C'est parce que le régime est un pilier solide qui les soutient face à l'hostilité occidentale.

En Chine, c'est exactement l'inverse. Les capitalistes craignent plus le régime que l'Occident, où ils émigrent en masse quand ils le peuvent. Chaque année, la Chine est numéro un de la liste des pays que les capitalistes quittent, alors même que le régime limite strictement cette émigration. D'après le cabinet de conseil Henley & Partners, le nombre d'individus fortunés quittant la Chine a augmenté chaque année depuis la fin de la pandémie, atteignant le chiffre record de 15 200 à ce jour en 2024. Dans *Mao and Markets* (2022), Christopher Marquis et Kunyuan Qiao affirment que « plus d'un quart des entrepreneurs chinois ont quitté le pays une fois devenus riches, et des études suggèrent que près de la moitié de ceux qui restent songent à faire la même chose ». Pourquoi serait-ce le cas si le PCC était fondamentalement déterminé à défendre les intérêts des capitalistes en Chine ? Pourquoi dans d'autres dictatures les capitalistes ne craignent-ils pas ainsi leur gouvernement ?



Chinatopix

Thibault Camus/AP

Après les critiques de Jack Ma, propriétaire d'Ant Group, envers le PCC, le parti a restructuré son entreprise et réduit à 6 % sa participation.

7) Droits de propriété

L'argument suprême utilisé par les « trotskystes » qui considèrent que la Chine est capitaliste, c'est que la bureaucratie se serait transformée elle-même en classe capitaliste. Pêchant des citations dans *La révolution trahie* (1936), ils se réfèrent triomphalement au passage suivant de Trotsky :

> « Les privilèges que l'on ne peut léguer à ses enfants perdent la moitié de leur valeur. Or, le droit de tester est inséparable du droit de propriété. Il ne suffit pas d'être directeur de trust, il faut être actionnaire. La victoire de la bureaucratie dans ce secteur décisif en ferait une nouvelle classe possédante. »

Comme les responsables du PCC et leurs familles possèdent des actions, nos détracteurs en concluent que la bureaucratie s'est transformée en classe capitaliste. Si cela peut sembler vrai à première vue, en fait, la réalité de ces droits de propriété est beaucoup plus ambiguë.

La Constitution révisée de la RPC proclame que « la propriété privée légalement acquise est inviolable » et que « l'État protège, selon les dispositions de la loi, le droit des citoyens à la propriété privée et le droit à l'héritage des biens privés ». Toutefois, cela ne règle pas la question. Dans une lettre du 1er janvier 1936, Trotsky soulignait l'importance de distinguer « les ***véritables*** formes de propriété des formes supposées, c'est-à-dire des ***fictions*** juridiques ». Malgré le respect formel de la propriété privée, la question, comme toutes les autres en Chine, devient plus floue quand on y regarde de plus près.

D'abord, la Constitution affirme également que « l'État assure l'unité et l'intégrité de la légalité socialiste ». Nous laisserons aux juristes staliniens le soin d'expliquer en quoi cela est compatible avec la défense de la propriété privée. Mais il y a des formulations qui devraient également faire froncer les sourcils de tout capitaliste qui se respecte, comme l'affirmation que « les biens publics socialistes sont sacrés, inviolables » ainsi que l'impossibilité pour des personnes privées de posséder des terres à la ville ou à la campagne. Si c'est cela le capitalisme, c'est assurément un capitalisme très inhabituel.

Mais suivons le conseil de Trotsky et allons au-delà des textes juridiques formels. Un critère fondamental du droit à



Constitution de la République populaire de Chine

Article premier

La République populaire de Chine est un État socialiste de dictature démocratique populaire, dirigé par la classe ouvrière et basé sur l'alliance des ouvriers et des paysans.

Le régime socialiste est le système fondamental de la République populaire de Chine. La direction du Parti communiste de Chine est la caractéristique déterminante du socialisme de style chinois. Il est interdit à toute organisation ou à tout individu de porter atteinte au régime socialiste.

Source : Digithèque MJP, Perpignan



VCG/Getty

Construction massive d'hôpitaux pendant le Covid. Le PCC a pu mobiliser rapidement d'énormes ressources en réaction à la crise parce que les capitalistes ne dirigent pas l'économie.

la propriété privée, c'est la capacité de disposer librement des biens que l'on possède. C'est là tout l'intérêt de la propriété privée. La question qui se pose, c'est : les capitalistes chinois peuvent-ils faire ce qu'ils veulent de leurs biens ? Oui… mais seulement s'ils les utilisent d'une manière qui correspond aux souhaits du PCC.

Les capitalistes individuels détiennent des parts dans les entreprises, y compris les entreprises d'État, mais au bout du compte ils ne peuvent pas faire ce qu'ils veulent avec leurs entreprises. Nous avons déjà vu comment le PCC décide en fait de la nomination des principaux PDG. Mais l'autorité exercée par le parti va plus loin. Il y a d'innombrables exemples d'intervention directe ou indirecte du PCC visant à faire comprendre que la propriété, qui sur le papier est privée, ne l'est en réalité pas tant que cela. Par exemple, la Chine s'est inspirée des pays occidentaux pour récompenser les PDG des entreprises d'État avec des stock-options.



Vincent Thian/AP

La plupart des groupes de gauche ont soutenu le mouvement pro-impérialiste pour la « démocratie » à Hongkong en 2019-2020, qui demandait à Trump de « libérer Hongkong ».

Mais quand ces PDG ont décidé de vendre ces actions, on leur a fait comprendre qu'ils n'étaient pas censés le faire. Ils possédaient l'entreprise de la même façon qu'on peut posséder une petite partie de la forêt amazonienne – on peut accrocher son certificat au mur, et ça n'ira pas plus loin.

L'exemple le plus connu est bien sûr le fait que le PCC a stoppé l'introduction en Bourse du groupe Ant lorsque Jack Ma, son propriétaire, a critiqué le parti. La maison mère d'Ant a perdu des milliards et Ma a disparu de la circulation pendant des années. Après ce scandale, le groupe a subi une « restructuration » qui a vu la part des actions détenues par Ma passer de 53,46 % à juste 6,2 %. Ses avocats ont sûrement oublié d'insister qu'en Chine la propriété privée est inviolable.

De tels changements brusques des rapports de propriété ne sont pas rares. En 2004, la direction du groupe Haier a essayé d'augmenter sa part dans le capital de la société. Cela ayant provoqué un scandale, le gouvernement a décidé sans préavis que Haier n'était plus une société privée mais une entreprise d'État. Le groupe a été nationalisé en un claquement de doigts puis, après plusieurs années de controverses, a été tout aussi soudainement retransformé en société privée.

Le caractère « flexible » de la propriété privée chinoise est particulièrement manifeste en temps de crise. Pendant la pandémie du Covid, le PCC a pu mobiliser des ressources d'une manière et à une échelle qui dépassaient de loin ce que pouvait faire n'importe quel pays capitaliste. La pandémie frappait le monde entier et les gouvernements ont réagi de manières très variées. Mais les pays capitalistes, quelle que soit la sévérité de leurs mesures, étaient limités par le caractère privé de la propriété. Ils pouvaient seulement orienter la production des biens et des services d'une manière très limitée. La Chine au contraire a pu mobiliser toute la société pour atteindre les objectifs fixés par le gouvernement. Cela a été possible non pas du seul fait que la Chine a un gouvernement autoritaire – pendant la pandémie, tous les gouvernements étaient autoritaires – mais parce qu'il pouvait faire fi des intérêts capitalistes et fonctionner selon un plan.

La situation actuelle en Chine n'est certainement pas celle de l'Union soviétique. Il existe bel et bien une classe capitaliste qui détient des propriétés privées. Toutefois, la


Xinhua

Ouvriers des chantiers navals dans la province du Jiangsu. La croissance économique a créé un puissant prolétariat qu'il faut gagner à la lutte pour la révolution politique ; le sort de la Chine en dépend.

réalité de cette propriété privée est très contradictoire. Les capitalistes, en tant que classe, n'ont pas encore la garantie pleine et entière de leurs titres de propriété. Ils ne maîtrisent pas complètement la situation du point de vue économique ou politique, parce que la loyauté des forces armées est acquise à la bureaucratie du PCC et non pas à eux. Pour que la classe capitaliste instaure sa dictature en Chine, il faudra changer cette réalité et briser le pouvoir du PCC.

8) Contre-révolution ou révolution politique ?

À quoi ressemblerait une contre-révolution en Chine ? Les exemples de l'URSS et de la Yougoslavie nous en donnent une idée. Une guerre civile serait une possibilité vraisemblable. Dans l'ensemble, les capitalistes prendraient complètement le contrôle de l'économie. Les entreprises d'État seraient privatisées de façon beaucoup plus complète. Le gouvernement perdrait le contrôle du secteur bancaire. Les mouvements de capitaux seraient libéralisés, rendant le marché chinois beaucoup plus dépendant de la finance impérialiste. Des millions de travailleurs perdraient sans doute leur emploi avec les plans de restructuration. Cette fois-ci, ce ne serait plus dans le contexte d'une économie en développement rapide, mais dans celui d'une désagrégation sociale. Il est aussi tout à fait possible que la Chine et Taiwan soient réunifiés sur une base capitaliste réactionnaire – l'objectif stratégique du Guomindang. Il n'y a aucune raison de penser que l'un ou l'autre de ces développements conduirait à une amélioration des droits démocratiques ou des libertés civiles.

L'impact international d'une contre-révolution en Chine serait tout aussi désastreux. Comme avec l'effondrement de l'Union soviétique, la chute de la RPC renforcerait la position des États-Unis et de ses alliés, leur permettant ainsi une fois encore de faire la loi aux quatre coins du monde sans aucune retenue. De plus, la destruction massive des forces productives qui accompagnerait une restauration capitaliste ferait baisser le niveau de vie sur toute la planète.

En niant qu'il y ait quoi que ce soit à défendre aujourd'hui en Chine, les soi-disant marxistes qui pensent que la Chine est capitaliste contribuent activement à favoriser cette issue désastreuse. Ce faisant, ils se préparent à trahir de la même façon que la plus grande partie de la gauche dans les années 1980 et 1990. De la Pologne à l'URSS en passant par la RDA, ces groupes ont applaudi la contre-révolution. Aujourd'hui, ils n'ont rien appris et ils font la même chose avec la Chine, en soutenant des mouvements explicitement pro-impérialistes comme les manifestations pour la démocratie à Hongkong. Au lieu d'arracher les dissidents chinois à leurs illusions démocratiques libérales et de les éduquer dans la voie du communisme révolutionnaire, ces groupes renforcent les courants contre-révolutionnaires dans la société chinoise.

Heureusement, le sort de la RPC n'est pas encore scellé. Le facteur décisif sera l'action de la classe ouvrière chinoise, la plus puissante du monde. Mais pour vaincre la contre-révolution, elle doit prendre conscience de ses tâches politiques. Pour commencer, cela veut dire comprendre que les acquis de la Révolution de 1949 ne pourront être garantis qu'avec le renversement révolutionnaire du PCC. Ce sera une ***révolution politique***. Contrairement à une révolution dans un pays capitaliste, il ne sera pas nécessaire de briser totalement l'appareil d'État mais de le purger de haut en bas et de le placer sous le contrôle politique de la classe ouvrière.

Étant donné le niveau de dégénérescence de la RPC et l'influence omniprésente du capitalisme, une révolution politique sera une transformation radicale et convulsive. Une des tâches centrales sera d'exproprier l'industrie capitaliste. Les capitalistes résisteront certainement. Mais cette résistance sera freinée par le fait qu'ils ne dirigent pas l'État.

Les événements de Tiananmen ont montré que, sous l'impulsion du prolétariat, l'appareil d'État lui-même avait commencé à vaciller ; des bataillons entiers de l'APL, commandement compris, avaient refusé d'obéir aux ordres. Confrontée à un conflit social aigu, la bureaucratie stalinienne se trouve suspendue en l'air et commence à se désintégrer. Les différentes révolutions politiques qui ont éclaté, que ce soit en Chine, en RDA ou en Hongrie, montrent toutes qu'un soulèvement de la classe ouvrière dans un État ouvrier déformé peut vraiment gagner à sa cause la plus grande



Chogo/Xinhua

TGV au Tibet.

partie de l'appareil d'État. Cette issue en Chine ferait de l'expropriation des capitalistes une simple question administrative. Une telle fracturation de l'État est impossible dans un pays capitaliste quel qu'il soit, et c'est le facteur clé qui distingue une révolution politique d'une révolution sociale.

CONCLUSION

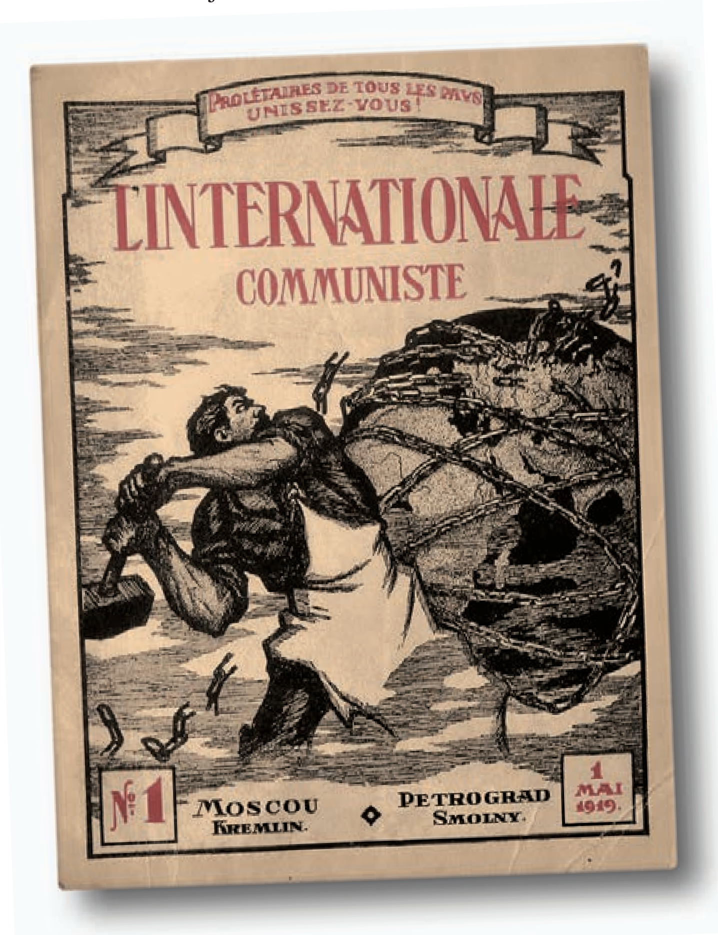
Nous avons montré comment la Chine n'est ni capitaliste ni impérialiste. Cela dit, quelle que soit la façon dont on aborde la question, il est évident qu'on a affaire à un phénomène tout à fait singulier. En combinant contrôle étatique et capitalisme, la Chine a réussi à se développer à une vitesse et à une échelle sans égales dans l'histoire de l'humanité. Les idéologues bourgeois interprètent cela comme un triomphe du système mondial américain de libre-échange capitaliste. Les partisans du PCC l'interprètent comme le triomphe du « socialisme avec des caractéristiques chinoises ». Quant aux « marxistes » qui pensent que la Chine est un pays capitaliste impérialiste, ils peuvent bien minimiser ou nier les incroyables accomplissements de la RPC, mais ils ne peuvent pas les expliquer.

Pour analyser la Chine de façon marxiste, il faut partir des conditions tout à fait exceptionnelles qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale et la fin de la Guerre froide. Lénine et Trotsky n'ont jamais confronté une situation où les principales puissances impérialistes étaient unies par la prépondérance écrasante de l'une d'elles. Ils n'ont pas davantage connu un monde où il y avait une seule superpuissance. Il ne suffit pas de citer Lénine et Trotsky, il faut étendre leur analyse et leur programme à ces réalités singulières. Au fond, c'est l'originalité du monde postsoviétique qui explique l'originalité de la situation mondiale actuelle et le développement de la Chine.

Le développement massif de la Chine n'est le triomphe ni de l'impérialisme ni du stalinisme, mais le produit de conditions spécifiques et sans équivalent. L'écrasement du mouvement de Tiananmen en 1989 a provisoirement fermé la porte à la fois à une révolution politique *et* à la contre-révolution. C'est ainsi que la Chine est sortie du début des années 1990 intacte en tant qu'État ouvrier, dans un contexte international qui lui était relativement favorable.

Superficiellement, le PCC semble avoir profité de son pacte avec le diable. Mais la croissance rapide et la coexistence avec le capitalisme n'étaient possibles que parce que les pressions extérieures sur le régime étaient au plus bas. Avec le changement du contexte international et l'attitude confrontationniste des États-Unis envers la Chine, la croissance stagne et les tensions intérieures s'accroissent. Malgré tous les efforts du PCC pour faire disparaître la lutte de classe, le conflit inexorable entre les travailleurs et les capitalistes fera une fois de plus irruption sur la scène politique. Nous verrons alors à quel point le stalinisme chinois a pourri de l'intérieur l'État ouvrier.

La RPC pourra-t-elle être sauvée de la contre-révolution ? La question sera tranchée par la direction politique qui sera à la tête de la classe ouvrière. Si l'on permet aux forces procapitalistes de prendre la direction, la RPC sera condamnée. S'il y a conciliation du stalinisme, sous quelque forme que ce soit, la RPC est condamnée aussi. La seule voie vers la victoire est celle de la IV[e] Internationale : s'opposer impitoyablement à l'impérialisme, défendre les acquis sociaux de la révolution, renverser la bureaucratie stalinienne et forger une alliance ouvrière internationale pour la révolution socialiste. De même que le développement singulier de la Chine a été le produit de la lutte de classe internationale, sa destinée future dépend de l'unité avec les travailleurs de tous les pays. Voilà la tâche qui nous incombe aujourd'hui. ■



La revue de la III[e] Internationale de Lénine et Trotsky.

Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

iclfi.org • spartacist@spartacist.org • SpartacistICL • Spartacist • Box 7429 GPO, New York, NY 10116, USA

Spartacist League of Australia

redbattler@exemail.com.au • (03) 9329 0275
RedBattlerSLA
Spartacist ANZ Publishing Co.
PO Box 967, North Melbourne Vic 3051, Australie

RED BATTLER

A$10 / 4 issues • International rate: A$15

Spartacist League/Britain

workershammer@btconnect.com • 07301 003174
WorkersHammer
Spartacist Publications
PO Box 42886, London N19 5WY, Grande-Bretagne

WORKERS HAMMER

£5 / 4 issues
Europe outside Britain and Ireland £7 • Other countries £9

Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands

spartakist@online.de • (0 30) 4 43 94 00 • +49 174 466 5332
spartakist_IKL
SpAD, c/o Verlag Avantgarde
Postfach 2 35 55, 10127 Berlin, Allemagne



Abo (3 Ausgaben): 5€ • Auslandsabo: 10€

Ligue trotskyste de France

ltfparis@hotmail.fr • 01 42 08 01 49 • leBolchevik_LTF
Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, France

LE BOLCHEVIK

4 numéros : 5 € • Hors de France : 7 €
Chèques à l'ordre de : Société d'édition 3L

Τροτσκιστική Ομάδα της Ελλάδας
Groupe trotskyste de Grèce

spartacist@hotmail.com • 693 069 4112 • toe_icl
Τ.Θ. 8274, Τ.Κ. 10210, Αθήνα, Ελλάδα
Box 8274, Athènes 10210, Grèce



Συνδρομή Ελλάδα & Κύπρος 5 € ή 150 TL / 4 τεύχη
Ευρώπη 7 € • Υπόλοιπες χώρες 9 €

Lega trotskista d'Italia

red_sp@tin.it • spartaco_ltdi
Spartaco, Ufficio San Donato Milanese, Casella Postale 47,
20097 San Donato Milanese (MI), Italie



Abbonamento a 3 numeri: € 5
Europa: € 6 • Paesi extraeuropei: € 8

Grupo Espartaquista de México

elantiimperialista@protonmail.com
GEM_LCI • gem.lci2
Escribe sólo: Ángel Briseño, Apdo. Postal 006
Admón. Postal 13, CP 03501, Ciudad de México, Mexique

EL ANTIIMPERIALISTA

México: Méx. $40 / 4 números
América Latina: Méx. $80
Otros países: US$6 o 6 €

Spartakistang Grupo Pilipinas
(Komite ng mga Korespondente sa Ultramar)

spartacist@spartacist.org • +1 212 732-7862
SpartacistGroupPilipinas • SpartacistPH
Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA

Talibang Anakpawis

₱100 / 4 issues (includes English supplements) • Overseas: ₱200

Ligue trotskyste au Québec et au Canada/ Trotskyist League in Quebec and Canada

republique.ouvriere@gmail.com
tl.workerstribune@gmail.com
(514) 728-7578
République ouvrière • Rep_Ouvriere
workerstribune • Workers_Tribune
Les Éditions collectives, C.P. 583 Succ. Place d'Armes
Montréal QC H2Y 3H8, Canada

RÉPUBLIQUE OUVRIÈRE

3 numéros : 7 $Cdn • Prix international : 10 $Cdn

WORKERS TRIBUNE

3 issues: Cdn$7 • International price: Cdn$10

Chèques à l'ordre de / Pay to: Les Éditions collectives

Spartacist/South Africa

spartacist_sa@yahoo.com
Voicemail: 088-130-1035
AmaBolsheviki Amnyama • AmaBolsheviki
Spartacist, P.O. Box 61574
Marshalltown, Johannesburg 2107, Afrique du Sud

AMABOLSHEVIKI AMNYAMA

R10 / 4 issues • International rate: R20

Spartacist League/U.S.

vanguard@tiac.net
(212) 732-7860
WorkersVanguard
Box 1377 GPO, New York, NY 10116, USA

WORKERS VANGUARD

US$5 / 4 issues • International: US$15 / 4 issues

Ni impérialiste, ni capitaliste

La nature de classe de la Chine

China Daily

Défilé à Beijing pour le 70e anniversaire de la République populaire de Chine.

Qu'est-ce que la Chine ? Des classes dirigeantes jusqu'à l'extrême gauche, cette question d'apparence simple divise. Selon le financier américain Ray Dalio, c'est un régime de capitalisme d'État où « le capitalisme et le développement des marchés de capitaux pourraient, dans quelques années, être plus profondément ancrés en Chine qu'ils ne le sont aux États-Unis ». D'un autre côté on trouve Xi Jinping, secrétaire général du Parti communiste de Chine (PCC), qui réfute directement de telles positions :

> « Certains appellent la voie que nous suivons "capitalisme social", d'autres "capitalisme d'État", d'autres encore "capitalisme technocratique". Ils ont tous complètement tort. Nous répondons que le socialisme avec des caractéristiques chinoises c'est le socialisme ; ce que nous entendons par là, c'est que malgré les réformes nous suivons la voie socialiste – notre voie, notre théorie, notre système. »
>
> – « À propos de la construction du socialisme avec des caractéristiques chinoises », 5 janvier 2013

Ces deux avis reflètent des intérêts distincts : pour Dalio, ceux d'un investisseur capitaliste étranger, pour Xi, ceux du régime du PCC. Et le mouvement ouvrier ? Comment faut-il comprendre la nature de la Chine en partant des intérêts de la classe ouvrière internationale ?

C'est une des questions les plus importantes et les plus clivantes pour la gauche aujourd'hui. Certains ferment les yeux sur les crimes du PCC et considèrent la Chine comme un modèle socialiste à suivre. Mais cela reste une position minoritaire dans le mouvement marxiste international. La plupart des organisations affirment que la Chine est capitaliste, et même impérialiste pour certaines. Parmi les partis se réclamant du trotskysme qui ont ces positions, on trouve l'Alternative socialiste internationale (ASI), l'Internationale communiste révolutionnaire (ICR – anciennement TMI), la Fraction trotskyste et beaucoup d'autres. Il en va de même des staliniens à l'ancienne comme le KKE grec et la plupart des maoïstes à l'extérieur de la Chine, par exemple le MLPD en Allemagne et les sisonistes aux Philippines.

C'est contre ce courant de pensée que cet article se focalisera. Nous allons montrer que loin d'offrir une alternative politique viable au PCC, ceux qui prétendent que la Chine

suite page 56